

Vertraulich/Confidentiel

Bern, 10. November 1990

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

HAUPTPROTOKOLL der Sitzung vom 5. November 1990,
08.45 - 12.45 und 13.15 - 15.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TEILNEHMER Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bäumlin,
Burckhardt, Cevey, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Loréтан, Mühlemann, Petitpierre,
Portmann, Rychen, Wyss Paul, Zbinden Paul

Entschuldigt: Bircher, Dietrich, Euler,
Rohrbasser, Segmüller, Segond, Ziegler

Weitere Teilnehmer:

Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
R. Schaller, Generalsekretär EDA
P. Sager
F. Caccia
C. Borel, Chef des Sekretariates der
Koordinationskonferenz für die Präsenz der
Schweiz im Ausland (Koko)
H. Flückiger, Koko
B. Dubois, Völkerrechtsdirektion. Sektion
Landesgrenzen und Nachbarschaft, EDA
M.-A. Salamin, Integrationsbüro
D. Woker, stv. Chef der Politischen Abteilung 1
P.-Y. Simonin, Botschafter, Chef der Politischen
Abteilung 2, Chef des Krisenstabes

Kommissionssekretariat: Louis Magnin

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d),
Hélène Baessler (f)

- TAGESORDNUNG
1. 90.245 n Pa.Iv. Die Schweiz und Europa
(Sager)
 - 90.246 n Pa.Iv. Die Schweiz und Europa
(Caccia)
 - 90.247 n Pa.Iv. Die Schweiz und Europa
(Petitpierre)
Anhörung der Initianten und
Beschluss über weiteres Vorgehen
 2. * ns Internationale Ausstellungen
(Siehe Teilprotokoll 1)
 3. 90.044 n Landesgrenze im Sektor der
Staumauer von Livigno. Abkommen
(Siehe Teilprotokoll 2)
 4. Orientierung durch den Bundesrat:
 - a) über den Stand der EWR-
Verhandlungen
 - b) über Aktualitäten (Golf-Krise und
ev. weitere Themen)
 5. Verschiedenes
(Siehe Teilprotokoll 3)
- ORDRE DU JOUR
1. 90.245 n Pa.Iv. La Suisse et la construction
de l'Europe (Sager)
 - 90.246 n Pa.Iv. La Suisse et la construction
de l'Europe (Caccia)
 - 90.247 n Pa.Iv. La Suisse et la construction
de l'Europe (Petitpierre)
Audition des auteurs des initiatives
parlementaires et décision relative
à la suite à donner à celles-ci
 2. * né Expositions internationales
(Voir procès-verbal particulier 1)
 3. 90.044 n La convention avec l'Italie
concernant une rectification de la
frontière dans le secteur du barrage
de Livigno
(Voir procès-verbal particulier 2)
 4. Information du Conseil fédéral
 - a) sur l'état actuel des
négociations EEE
 - b) sur l'actualité (crise du Golfe
et autres objets éventuels)
 5. Divers
(Voir procès-verbal 3)

8h 45 : ouverture de la séance.

Conférence de presse à 15 h : M. Petitpierre est choisi comme interlocuteur de langue française.

1. Pa. Iv. Die Schweiz und Europa (Caccia, Petitpierre, Sager) (cf. annexe)
Iv. pa. La Suisse et la construction de l'Europe (Caccia, Petitpierre, Sager)

M. Petitpierre : Nous sommes trois cosignataires à une seule et même initiative pour des raisons de règlement. Nous ne nous répéterons pas : je commencerai avec une exégèse du texte et l'exposé des motifs immédiats de cette proposition. M. Sager parlera ensuite des aspects de politique internationale, et M. Caccia traitera des aspects de politique intérieure.

L'alinéa premier fait de la construction de l'Europe un objectif fondamental stratégique de notre politique. L'alinéa 2 concrétise cette stratégie générale et l'exprime d'une façon courte et concrète. L'alinéa 3 est un complément purement formel à caractère juridique sur lequel je ne reviendrai plus.

Alinéa premier : cet objectif n'innove pas fondamentalement quant à ce que le Conseil fédéral, le Parlement, et même le peuple peuvent faire aujourd'hui. La nouveauté n'est pas dans le contenu, mais dans la promotion de cet objectif au niveau des principes constitutionnels pour marquer que la Suisse entend placer le futur de son histoire dans le contexte de la construction institutionnelle de l'Europe, et qu'elle entend tenir à ce titre un rôle actif. Il ne s'agit pas de la mention d'une possibilité, qui existe déjà, mais c'est l'affirmation d'une volonté nouvelle qui appelle un engagement soutenu en raison de l'évolution historique d'une Europe qui a déjà fortement changé. La situation de la Confédération en Europe est de ce fait concernée. Il ne s'agit plus, comme autrefois, de la politique d'un pays de moyenne importance entouré de puissances en termes d'antagonisme tournant, mais bien aujourd'hui d'un engagement dans une véritable construction avec les pays qui nous entourent.

Alinéa 2 : Nous exprimons d'abord que la construction se fait sur plusieurs chantiers de même importance, sans que l'on préjuge au départ de leur importance respective, sans les classer selon leur pertinence et sans fixer de priorités de principe. Les voies de la collaboration en Europe sont multiples : culture, science, harmonisation des lois, des droits de l'homme, règles du commerce, politique d'asile, échanges universitaires, transport, environnement etc. Les formes institutionnelles sont aussi multiples : ceci explique que nous ayons placé la collaboration avec la CE dans le contexte et à la fin de cette liste sans lui donner l'exclusivité.

Pourquoi ? D'abord, parce que les aspects économiques, quelle que soit leur importance, ne doivent pas faire négliger les autres. Ils entrent dans l'ensemble des considérations politiques qui doivent nous guider. Ensuite, l'Europe ne se compose pas de la seule Communauté. C'est une habitude vicieuse dans le langage que de croire cela : on parle d'entrer dans "l'Europe", la Suisse est-elle "Eurocompatible". Le dernier avatar est le terme d'"euroinitiative", ce qui est typique. Il y a là une erreur de perspective dans la réflexion. Les problèmes de l'Europe concernent 30 pays et ne se limitent pas aux seuls douze. Enfin, les problèmes de l'adhésion ne se limitent pas à l'adhésion ou au refus de cette adhésion : notre situation actuelle en est d'ailleurs la démonstration. Il importe que toutes les possibilités soient ouvertes. Il faut laisser le temps de voir naître des formules nouvelles, de faire évoluer les institutions ainsi que

les esprits. Notre texte n'interfère d'ailleurs en rien avec les négociations en cours entre les pays de l'AELE et la Communauté.

Il nous importe de relativiser les difficultés du moment pour qu'elles s'inscrivent dans une démarche plus vaste de longue haleine, dont la finalité globale est connue et voulue. Dans ses rapports avec la Communauté, la Suisse ne doit craindre ni de vivre en-dehors de la Communauté, ni d'y entrer si les circonstances le demandent. Il faut que la Suisse soit associée sous quelque forme à la communauté européenne large construite pas à pas, à des rythmes éventuellement différents selon les pays, et dont l'aboutissement corresponde à la logique des choses.

Si on met ensemble les alinéas premier et 2, c'est montrer que nous, Suisses, avons un objectif auquel nous tendons par tous les moyens, qu'un certain travail a déjà été accompli, que nous ne sommes pas David en face de Goliath, avec ou sans fronde, mais que nous sommes un membre relativement important, comme beaucoup de pays en Europe d'importance comparable, qui fait partie d'un large ensemble en voie de construction. Les rythmes de cette construction ne se réduisent pas à une démarche dont on penserait que chaque aléa est un moment fatal pour notre histoire.

Pour s'unir, les Européens peuvent parfaitement se fédérer, mais ils n'ont pas nécessairement besoin de s'unifier. L'identité suisse n'a pas à souffrir du renforcement de son identité européenne.

La nouveauté de la présente initiative n'est pas tant dans la substance que dans l'expression, au niveau constitutionnel, d'une volonté politique. Notre proposition devrait ouvrir un débat devant l'opinion et devrait permettre à ce titre d'asseoir dans l'opinion les étapes suivantes de notre politique européenne avec un appui et une volonté populaire indispensables, nous le savons, dans notre système de démocratie demi-directe. Nous ne voulons que renforcer l'action actuelle du gouvernement, et nous voulons aussi préparer déjà le prolongement des étapes ultérieures.

Sager: Die Initiative grenzt sich nach zwei Seiten ab: Zum einen gegenüber jenen Kreisen, die gar in der Verfassung festlegen möchten, dass die Schweiz nie einer supranationalen Institution beitreten dürfe; zum anderen gegenüber denen, die heute der Ansicht sind, dass ein sofortiger Beitritt zur Europäischen Gemeinschaft anzustreben sei.

Zunächst die europapolitischen Gründe, die gegen einen sofortigen Beitritt innert der nächsten drei bis vier Jahre sprechen. Erstens: Nach der heutigen Struktur der EG müsste die Schweiz zuviel von ihrer politischen Substanz opfern, die sie als Willensnation zwar durchaus aus Not und nicht aus Tugend, aber eben doch erbracht hat, nämlich die Erhaltung starker Elemente der direkten Demokratie als Voraussetzung einer optimalen Gestaltung der Beziehungen zwischen sprachlich, religiös und ethnisch verschiedenen Gruppen. Die Bedeutung dieser Leistung erhellt sich erst aus den grösseren Zusammenhängen, die ich kurz skizzieren möchte, weil trotz wachsender destruktiver Kritik einer solchen optimalen Gestaltung, das sei frei von jeglichem Chauvinismus festgestellt, im steigendem Ausmass Modellcharakter zukommt.

Gewiss ist die direkte Demokratie Missbräuchen ausgesetzt, welche die Regierbarkeit auch unseres Landes in Frage stellen könnten. Doch handelt es sich hier nur um eine Zeiterscheinung, die in ein, zwei Generationen überwunden sein dürfte. Die heutige Lage ergibt sich daraus, dass wegen des angehobenen Bildungsniveaus einerseits und der ungeheuer angestiegenen präjudiziellen Wirkung von Regierungsentscheiden andererseits unser Volk, ja alle Völker Europas mehr Mitwirkung verlangen. Im einzelnen festigt sich der Eindruck, er habe in der Demokratie Anspruch auf kompromisslose Durchsetzung seiner persönlichen Meinung, und das erschwert die Konsensfindung als Fundament der Demokratie. In der gegenwärtigen Phase der geistigen Anspruchsrevolution ist die Schweiz vorübergehend nicht mehr in der Lage, ihren Weg in einer veränderten Umwelt neu zu bestimmen, sich eine neue Verfassung zu geben, ihre Institutionen neu zu definieren. Diese Lähmungserscheinungen werden sich mehren und schliesslich eine Umkehr bewirken, wonach einsichtig werden sollte, dass der einzelne auch in der idealsten Demokratie nur den Anspruch stellen darf, seine Meinung frei äussern zu können, sich aber letztlich dem Mehrheitsbeschluss unterstellen muss.

Ein Beitritt zur EG heute würde die eben erwähnten Leistungen und deren mindestens ansatzweises Ueberleben in widriger Zeit ernsthaft gefährden. Man kann vom Schaden, der daraus der Idee Schweiz entstehen müsste, durchaus absehen; er würde im europäischen Umfeld nicht ins Gewicht fallen. Aber den Schaden, der hierbei der Vereinigung Europas zugefügt werden würde, sollte niemand übersehen. Denn das grösste Hindernis, das sich in nächster Zukunft solcher Einigung in den Weg stellt, ist die wachsende Virulenz, welche die Minderheitenfrage in Westeuropa und die Nationalitätenfrage in Osteuropa zur gleichen Zeit und unter verschiedenen Voraussetzungen annehmen. Diese ausserordentlich gewichtigen Schwierigkeiten werden nur nach schweizerischem Modell überwunden werden können. Die direkte Demokratie darf also nicht bloss danach beurteilt werden, dass sie gegenwärtig die Regierbarkeit von Ländern in Frage stellen kann, sondern auch danach, dass ohne sie eine Einigung Europas vermutlich nur unter Diktat zustandekommen könnte. Dies würde der Welt ein schlechtes Beispiel geben, den Europäern zum Schaden gereichen und sie einmal mehr auf Umwege verweisen.

Was hier zur Frage der direkten Demokratie gesagt wurde, gilt gleichermaßen für den Föderalismus. Mit beiden lässt sich das zentralistische Prinzip der EG nicht vereinen.

Zweitens: Auf das Demokratiedefizit der EG ist verschiedentlich hingewiesen worden. Es besteht darin, dass die gesetzgeberische Zuständigkeit der nationalen Parlamente ihrer Mitgliedsstaaten teilweise an die EG-Kommission übergeht, ohne dass diese der Kontrolle durch Volksvertreter untersteht. Es gibt aber auch Fehlentwicklungen, die sich auf das demokratische Normverhalten negativ auswirken werden. Das schlagendste Beispiel ist die Uebernahme einer höchst problematischen Entwicklung aus den Vereinigten Staaten. Die Produkthaftung in der sich anbahnenden extremen Ausgestaltung führt zur Entmündigung des Bürgers und auch zur Belohnung von Dummheit und Verantwortungslosigkeit. Das zu kritisieren vermag ein Nichtmitglied vermutlich mit grösserer Wirksamkeit als ein Mitglied.

Drittens: Ein weiterer europapolitischer Grund spricht gegen einen sofortigen Beitritt. Nachdem Oesterreich das Beitritts-gesuch schon gestellt hat und Skandinavien sich auf den gleichen Weg begibt, wird die EFTA leider vorzeitig begraben werden. Es gehört zu den bedauerlichen Fehlern auch unserer Aussenpolitik, das Potential der EFTA verkannt zu haben. Das muss jedoch nicht heissen, das Begräbnis der EFTA zu beschleunigen, denn das Aufgehen der EFTA in der EG hat die Integration ganz Westeuropas zur Folge und erswert ungemein den Brückenschlag zu Zentral- und Osteuropa. Das zu einem Block geschmiedete Westeuropa schmälert die Entscheidungsfreiheit des anderen Teils und fördert dessen Verunsicherung. Es könnten sich die Länder Zentral- und Osteuropas dann wegen ihrer Schwäche in neuer Form zusammenschliessen. Dies würde den alten Graben auf tragische Weise neu fixieren, und zwar zu einem Zeitpunkt, zu dem die Kontinentwerdung dringlicher als je ist und zugleich Voraussetzung zu Lösungen auf den Bedrohungsebenen: Umwelt, Aids, Drogen, Terror und regionale Konflikte.

Es stünde einer aussenpolitischen Kommission gut an, einmal das Problem der regionalen Entwicklung zu untersuchen, nachdem der Brückenschlag zwischen West und Ost möglich geworden ist. Dabei würde sich zeigen, dass eine entsetzliche Verschärfung der regionalen Konflikte droht, weil nicht mehr beide Supermächte mit dem Interesse, das Schlimmste zu verhüten, daran beteiligt sind. Damit ist eine ernste und wichtige Kritik an der EG formuliert.

Trotzdem ist zu unterstreichen, dass die Schweiz in vielleicht fünf bis zehn Jahren der EG beitreten kann und muss. In der EG selbst bahnt sich eine Entwicklung in guter Richtung an in Form von Anzeichen eines keimenden Föderalismus. Wir kennen den Druck in vielen Ländern, Referenda durchzuführen. Wir stellen die Ueberforderung einer riesigen Bürokratie fest, die faktisch nicht mehr imstande ist, alle Probleme zentralistisch zu lösen. Im Europäischen Parlament wird das Subsidiaritätsprinzip, die Basis des schweizerischen Föderalismus, zunehmend ernsthaft diskutiert. Dass dieses Prinzip in umgekehrter Richtung als bei uns angewendet werden soll, ist lediglich ein Schönheitsfehler. (Bei uns gibt die Gemeinde nur jene Aufgaben nach oben weiter, die sie nicht selber lösen kann, in der EG soll das Zentrum nur jene Aufgaben nach unten delegieren, die es nicht selber bearbeiten kann.)

Wenn solche positiven Ansätze festzustellen sind, wird zurecht die Frage aufgeworfen, ob wir nicht sofort beitreten sollen, um von innen her diese Ansätze zu fördern. Dagegen gibt es zwei Argumente.

Zum einen könnte die Schweiz als Nichtmitglied auf Zeit den stärkeren Einfluss auf diese Entwicklung in der EG ausüben, besonders wenn wir endlich eine vermehrt prospektive Aussenpolitik zu führen beginnen. Zum anderen hat eine Abstimmung über den EG-Beitritt gemäss der Euro-Initiative im nächsten Jahr alle Aussichten, negativ auszugehen und damit den Annäherungsprozess zu erschweren und den Beitritt zu verzögern.

Unsere parlamentarische Initiative ist kein fauler Kompromiss zwischen diesen beiden extremen Haltungen, sondern die optimale Voraussetzung zur politischen Lösung eines schicksalhaften Entscheidungszwanges.

M. Caccia : Nello spirito con il quale è stata concepita questa iniziativa, mi toccherebbe il ruolo di parlare l'italiano questa mattina. Ma fintanto che la traduzione simultanea non è assicurata nelle commissioni, penso che per favorire la comprensione, valga la pena che io continui in francese, anche se il mio francese non è perfetto.

A ce qui vient d'être dit j'ajouterai quelques remarques sur la politique intérieure de la Suisse.

Les changements qui s'imposent à l'opinion publique et même à la politique suisse sont assez importants. Après une période de grande satisfaction de soi, l'opinion publique suisse se trouve dans une situation où il faut considérer avec respect ce que les autres apportent à l'Europe.

A l'exemple de ce qu'il s'est produit dans mon canton, le repli sur elle-même de la Suisse depuis la fin du siècle dernier jusqu'au milieu de ce siècle a valu à notre pays de sauvegarder son identité. Aujourd'hui, ce repli sur soi a son prix à payer et l'ouverture est la solution pour en sortir.

L'effort qu'il faut demander à l'opinion publique dans ce domaine est très important et il est largement temps de le susciter. M. Sager l'a dit : au sein du peuple et dans le monde politique, on observe la formation de deux camps radicalement opposés : partisans de l'adhésion à la CEE face aux opposants à celle-ci. Nous pensons que la bonne voie pour la Suisse n'est ni l'une ni l'autre. En tous cas, nous visons l'Europe au sens large avant tout, une Europe qui ne se limite pas à la seule CEE, comme l'ont dit mes prédécesseurs.

Il existe pourtant d'autres dimensions de l'Europe, qui restent cependant assez méconnues de l'opinion publique, et même du monde politique : récemment, le président du conseil d'un Etat a présenté les parlementaires de la délégation suisse auprès du Conseil de l'Europe comme étant membres du Parlement européen.

Nous sommes tous les trois membres de la délégation auprès du Conseil de l'Europe, et nous tenons à souligner que l'Europe des valeurs et de la culture européennes est surtout celle du Conseil de l'Europe qui, depuis 1949, a fait du respect des droits de l'homme. Ce n'est pas un hasard si les pays de l'Europe centrale et de l'Est se sont immédiatement adressés au Conseil de l'Europe pour obtenir un statut spécial, puis aujourd'hui, une participation réelle à ce Conseil. Notons qu'à la session de septembre du Conseil de l'Europe, c'est la Suisse qui a réussi à susciter la discussion sur la base parlementaire à donner à la CSCE.

Avec notre initiative, nous poursuivons l'objectif de promouvoir la discussion

et la connaissance de cette Europe, et la réflexion sur ce que nous pouvons lui apporter doit se faire à l'intérieur de la Suisse. Les éléments fondamentaux de cette histoire, qui nous ont permis de surmonter les conflits liés aux différences ethniques ou religieuses, aux tensions entre campagne et ville ainsi qu'entre différentes classes sociales, sont des éléments qui méritent d'être offerts à l'Europe, mais pour ce faire, il faut en avoir conscience et le savoir. Or l'opinion publique suisse prend cela comme une donnée innée, et l'on oublie trop souvent les difficultés auxquelles s'est heurtée la construction de la Suisse.

D'un autre côté, nous visons une discussion qui n'affaiblisse pas les négociations en cours entre pays de l'AELE et de la CEE. Néanmoins, il faut examiner attentivement les conditions d'une collaboration, éventuellement d'une participation de la Suisse à la CEE.

Nous croyons en outre qu'une telle initiative devrait être le fait de politiciens et non de médias. Nous avons essayé de mettre en place une initiative qui soit représentée par 4 parlementaires représentant les 4 partis du Gouvernement et les 4 régions de Suisse. L'essai n'a pas totalement réussi, c'est dommage, mais je peux vous assurer que nous avons tout fait pour que notre initiative soit symbolique et fasse perdre sa valeur idéologique au débat sur le destin de la Suisse.

Präsident : Nun könnte ich in der rätoromanischen Sprache weiterfahren, sofern wir hier über eine Simultanübersetzungsanlage verfügen würden, und damit praktisch demonstrieren, was Herr Sager vorhin theoretisch ausgeführt hat. Die Diskussion ist eröffnet.

M. Cevey : Si je connaissais encore le patois vaudois que parlaient mon grand-père et mon arrière grand-père, je pourrais ajouter une dimension linguistique au remarquable plaidoyer que les trois initiants viennent de présenter.

Si l'initiative dont nous parlons méritait d'être déposée, c'était pour faire le point dans cette commission quant aux diverses tentatives de définir des positions abruptes, que ce soit du côté des "neinsager" ou du côté des jusqu'aboutistes pressés qui défendent l'euroinitiative.

Je vous remercie de vos trois plaidoyers parce qu'ils me semblent apporter beaucoup d'éléments intéressants à cette discussion, et aussi une voie acceptable pour nos concitoyens. Je voulais vous demander pourquoi vous présentiez 3 initiatives, mais j'en comprends le caractère symbolique, même s'il manque une quatrième dimension.

M. Petitpierre a dit que les Européens peuvent se fédérer, et qu'ils n'ont pas besoin de s'unifier. Cette nette différence entre les termes s'unir et s'unifier me paraît essentielle. On n'apportera jamais assez de précision dans l'emploi des mots. Voyez comme M. Gorbatchev et M. Mitterrand ont semé le doute dans les esprits, le premier avec son idée de "maison commune" européenne, le second avec celle de "fédération européenne".

Je suis très favorable aux trois initiatives proposées parce qu'elles sont une chance de nous éviter, aux Suisses, de nous enfermer dans une seule solution. Ce dont nous ne voulons absolument pas, c'est l'isolement. M. Sager l'a dit, l'euroinitiative risque de nous isoler autant que la démarche de ceux qui n'en veulent rien entendre.

Je souhaiterais que notre commission donne un avis aussi favorable que le mien sur ces trois initiatives au Parlement.

M. Grassi : Je suis favorable à tout ce qui nous rapproche de l'Europe. Dans le cas présent, vous proposez une initiative qui donne une certaine direction de marche. Je me demande si nous n'allons pas déclencher ainsi une discussion plutôt théorique, sans voir les aspects concrets de ce que sera notre engagement. Cette discussion pourrait prendre deux orientations :

- l'une, à caractère général dans le peuple, selon laquelle nous serions poussés à adhérer pour ne pas paraître rétrogrades. Ce oui nous donnera l'illusion que le peuple est favorable à l'Europe, puis dans un deuxième temps, nous pourrions nous trouver devant une attitude négative;

- l'autre se ferait au sens large, et on aboutirait peut-être à une décision négative faute de modèles pour notre participation à l'Europe.

N'y a-t-il pas un danger que la discussion ne porte pas sur un projet concret concernant l'Europe, et que les résultats ne reflètent pas la volonté du peuple suisse ?

Deuxième question : comment voyez-vous le rapport entre votre initiative parlementaire et l'initiative lancée par un groupe de médias ayant à leur tête plusieurs parlementaires ?

Frau Bäumlin: Ich habe an jeden der drei Herren eine Frage, zuerst an Herrn Petitpierre. Habe ich Sie richtig verstanden, dass die Volksabstimmung zu Ihrem Art. 8bis BV eine Art Vorübung sei zu den Abstimmungen, die wie ein Damoklesschwert über uns hängen: die zu einem EWR-Beitritt sowie die zum EG-Beitritt? Ich schliesse mich hier den Bedenken von Herrn Grassi an, ob das wirklich eine gute Einübung des Volkes wäre für spätere Entscheidungen, bei denen es um konkrete materielle Interessen geht, oder ob das nicht eher gefährlich wäre.

(Zu Herrn Sager:) Sie finden, die aussenpolitische Kommission hätte den Auftrag, die von Ihnen angeführten Probleme so zu diskutieren, dass sie dann in die Öffentlichkeit getragen werden und das Volk befähigen könnten, seine Entscheidungen in einem aufgeklärten Sinn zu treffen. Wie soll die Kommission hier vorgehen? Haben Sie eine Idee?

(Zu Herrn Caccia:) Haben Sie zu Ihrem Antrag meine Partei angefragt und wenn ja wen und wissen Sie, wie das ausgegangen ist?

Mühlemann: Ich bin mit dem Text der Initiative in allen Teilen einverstanden und könnte mich ihm anschliessen, wenn ich ihn im luftleeren Raum betrachte. Es ist schade, dass er nicht am 7. Januar 1985 oder spätestens am 11. März 1985 nach der Wahl von Gorbatschow zum Generalsekretär eingereicht wurde, gleichsam als Ausgangslage für die Europa-Diskussion, in die wir eintreten.

Die heutige Situation ist die, dass wir nach einem relativ langen Abseitsstehen plötzlich in diese Diskussion hineingedrängt wurden und mitten in der heissesten Phase in drei Gruppierungen zerfallen. Die eine Gruppierung möchte voll der EG beitreten, gleichgültig, ob die Tore in Brüssel offen sind oder nicht. Die zweite Gruppierung glaubt eher isolationistisch, wir seien stark genug, allein zu leben. Und wir haben diesen Mittelweg des EWR-Vertrages nun einmal eingeschlagen. Wir alle zittern etwas um die nordischen Staaten; die Meinungen gehen hier völlig auseinander. Herr Wyss sagt mir, dass die nordischen Parlamentarier für weitere Verhandlungen sind, ebenso tönt es aus dem Bundeshaus von der Delegation unter Herrn Bundesrat Delamuraz.

Wir sind eine plebiszitäre Demokratie und stehen mitten in einer turbulenten, unsicheren Situation. Das Volk wird durch jede neue Initiative mehr verwirrt. Das Verwirrendste ist bis jetzt diese Euro-Initiative. Niemand kann mir sagen, dass sie der Weisheit letzter Schluss sei. Sie führt zu einer psychologischen Krisensituation rund um die Abstimmung herum.

Ich weiss nicht, ob die neue Initiative der drei Herren Petitpierre, Sager und Caccia diese Euro-Initiative korrigiert. Wie wird sich im Volk das entwickeln, was Sie wollen und das, was die Euro-Initiative will, und wie sind die zeitlichen Verhältnisse?

Wenn unsere Wunschvorstellung EFTA/EWR nicht realisiert wird, weil die EFTA womöglich zerbricht, wie gehen wir dann vor? Soll ich mich Herrn Frey anschliessen, der sagt, wir sind allein und werden dann, wieder frei von der EFTA, in geschickter Weise bilateral weiterverhandeln? Oder sollen wir dann der EG im Sinne von Herrn Sager beitreten? Die Frage ist, ob Sie mit dieser Initiative mehr Sicherheit oder mehr Unsicherheit verbreiten. Es wäre wünschenswert, Herr Sager, unsere Verfassung total zu revidieren. Es wäre wünschenswert, Herr Petitpierre, die Organisation des Bundesrates zu ändern und unser Politmanagement zu verbessern. Es wäre wünschenswert, ein Leitbild Schweiz zu haben. Aber Sie kommen mit der Veränderung der Instrumente in einem Moment, in dem wir zum Kampf antreten müssen. Wir hätten

sie vorher bereitstellen müssen, und Ihre Initiative wäre für all das eine gute Grundlage gewesen. Jedoch ist der Zeitpunkt sehr wichtig. Kommt man zu spät, hat es dann noch einen Sinn? Oder müsste man dann nicht eingestehen, völlig pragmatisch bei dem bleiben zu müssen, was wir jetzt haben, und möglichst keine spektakulären, kreativen Seitensprünge machen?

Frau Grendelmeier: Diese Initiative ist insofern gut, weil sie zur Diskussion beiträgt. Ganz sicher tut sie niemandem weh, und jedermann kann ihr heute zustimmen. Meine Frage lautet: Handelt es sich bei ihr um eine taktische Übung aus der realistischen Einschätzung der Situation heraus, in der sich die Schweiz heute befindet? Wir sind alle verunsichert. Ich gehöre wie meine Partei zu denen, die eher beschleunigen wollen, weil es die normative Kraft des Faktischen gibt. Wir können nur noch so schnell wie möglich handeln oder abseits bleiben, und dies hielte ich für ganz gefährlich. Wenn wir uns nicht entscheiden, etwas zu tun, dann werden wir unterschieden. Das kann nicht dem Leitbild Schweiz dienen, einem Staat, der heute noch von vielen Völkern als Modell angesehen wird.

(Zu Herrn Sager:) Sie lehnen einen sofortigen Beitritt, also in zwei bis drei Jahren, ab und befürworten einen Zeitraum von fünf bis zehn Jahren. Wir kennen die Langsamkeit unserer Mühlen. Wenn wir sagen "schnell", kann das ohnehin nicht vor fünf Jahren sein, auch nicht für die Euro-Initianten, abgesehen davon, ob man in Brüssel überhaupt bereit sein wird, uns aufzunehmen. Ist es also sinnvoll, mit einer so allgemein gehaltenen Initiative zum heutigen Zeitpunkt vor das Volk zu treten, da wir längst mit Detailfragen bombardiert werden? Ich befürworte diese Initiative als weiteres Moment, die Diskussion im Volk zu führen, glaube jedoch nicht, dass wir mit ihr das Volk für Europa begeistern oder es wesentlich davon abhalten werden. Dieser Zug ist abgefahren.

Wie sehen die Initianten den Umweg über die EWR, der doch eine Art Zwischenstadium im Sinne der Initiative darstellt?

Wyss: Als Mitglied der Parlamentarierdelegation kann ich sagen, dass wir all diese Fragen mit unseren Kollegen in anderen Ländern in Genf durchgesprochen haben, einschliesslich der Frage nach dem Bestand der EFTA. Die Meinung der Parlamentarier aller Parteien war eindeutig die, dass jetzt der EWR im Vordergrund stünde. Auch in den Aussprachen mit Ministern ist darüber kein Zweifel gewesen. Morgen werden einige von uns die EG-Parlamentarier in Luxemburg treffen, und dann werden wir sicher viel weniger Zustimmung ernten, als unsere EFTA-Delegation gerne hören würde; die Situation sieht doch etwas anders aus, als man in der Zeitung oft lesen kann.

Im Konsultativkomitee ist die Situation etwas verschieden, weil dort die Arbeitgeber-Arbeitnehmerfragen, die Landwirtschaftsfragen usw. behandelt werden und die Interessenslagen anders sind.

Nun zur Frage hier, ob die Initiative opportun ist oder nicht. Der Text ist gut, doch steht für mich im Vordergrund, was mit ihm passiert. Wir haben diese Volksinitiative und wir haben die parlamentarische Initiative, wir haben so oder so, falls der EWR zustandekommt, noch eine Volksabstimmung. Wichtig ist also, dass die Diskussion auf allen Ebenen in Gang kommt. Herr Tschopp, der zumindest gegen aussen der Hauptinitiant dieser Zeitungsinitiative ist, hat sich ausdrücklich bereiterklärt, sie zurückzuziehen, wenn andere gute Vorschläge kämen. Von daher meine ich, wir sollten eintreten, ohne uns allzugrosse Illusionen über den Erfolg zu machen.

Frau Bär: Ich teile weitgehend die Analyse der drei Initianten, stelle aber fest, dass in unserem Land nach der Affäre Kopp und der Fichenaffäre die Identität verlorengegangen ist, wir uns in einer Krise befinden und die Reformkräfte blockiert sind. Zum Beispiel ist das Parlament in seiner Mehrheit nicht bereit, die Bundesverfassung inhaltlich total zu revidieren. Dies wäre längst überfällig, so wie auch die Parlamentsreform völlig anders aussehen würde, hätte sich die Mehrheit andere Instrumente gegeben, statt nun zu klagen. Das Parlament ist also nicht bereit, inhaltlich etwas Neues zur Schweiz zu sagen. Wie wollen wir in die Verhandlungen gehen, wie wollen wir zum Aufbau Europas beitragen, der nicht auf die EG beschränkt sein sollte, wenn wir nicht einmal wissen, welche Werte wir innerhalb unseres Landes erhalten, welche wir auf einer nächst höheren Ebene weiterführen möchten, weil sie uns für ein vereinigtes Europa vom Atlantik zum Ural wichtig sind? Wenn wir die Reformwilligkeit im eigenen Land und unseren Standpunkt nicht definieren können, reduziert sich dann die Abstimmung über den vorliegenden Text nicht ähnlich wie bei der Euro-Initiative auf den letzten Teil von Punkt 2, auf ein Ja oder Nein zum EG-Beitritt? Bevor wir uns am Aufbau Europas beteiligen, müssen wir intensiv diskutieren, welche Werte wir ins neue Jahrtausend mittragen wollen - und hier spüre ich auch bei den grossen Bundesratsparteien keine Anstrengungen.

Auer: Vor allem aus innenpolitischen Gründen bin ich für diese drei gleichlautenden Initiativen. Es hätte nicht nur wirtschaftliche, sondern auch verschiedene politische Konsequenzen, wenn wir uns, sofern die Integration Europas in gutem Sinne weitergeht, isolieren würden. Ob wir dann mit der EG wieder bilateral verhandeln könnten, hinge natürlich auch davon ab, ob die EG dies dann noch wollte.

Die Variante Beitritt, für die es gute Gründe gibt, ist mindestens vorläufig innenpolitisch nicht zu erreichen. Aber es schadet nicht, die Konsequenzen dieser Variante zu diskutieren, auch wenn man nicht genau weiss, wie der Binnenmarkt und wie vor allem die einheitliche europäische Akte, die gemäss der Präambel des EWG-Vertrages von Rom eine politische Vereinigung mit gemeinsamer Aussen-, Sicherheits- und Verteidigungspolitik vorsieht, konkret realisiert werden. Im Volk jedenfalls ist ein ausserordentlich grosses Interesse für diese Fragen vorhanden. Die dritte Variante, der EWR-Vertrag, wird jetzt verhandelt, wie Herr Mühlemann dargelegt hat. Die neue Regierung Brundtland hat erklärt, dass sie fest darauf beharrt. Die Bemerkungen des schwedischen Aussenministers in Helsinki sind in Norwegen sehr übel vermerkt worden.

Der Vorteil der parlamentarischen Initiative: Sie ist umfassend. Sie stellt nicht nur die EG in den Vordergrund, sondern man kann auch den Europarat miteinschliessen, die KSZE, die sich möglicherweise weiterentwickelt. Vielleicht gibt es in Europa eine Kollektive Sicherheit, dann wäre es unvorstellbar, dass wir ganz allein eine Armee in bisheriger Form beibehielten. Des weiteren stellt sich das Problem der Neutralität. All diese heiklen Fragen kommen auf uns zu, aber auch sie sind mit dieser Initiative abgedeckt.

Die Initiative ist offen. Alle Optionen sind möglich. Ob sie zu spät eingereicht ist? Hinterher ist man immer klüger. Wenn sie das Buch von Gorbatschow jetzt noch einmal lesen, merken Sie, dass es eine Katastrophe ist, sowohl das, was dort über die Wirtschaft als auch das, was über den Leninismus geschrieben

steht. Das erstaunliche Gelingen von Glasnost, nicht von Perestroika, ist das Wunder Russlands.

Mit einer Volksabstimmung wird das Volk zur Diskussion und Stellungnahme aufgefordert. Wie wäre dann die Reihenfolge der Abstimmungen? Wenn der EWR-Vertrag bis im Frühjahr 1991 unter Dach käme, müssten wir im Herbst 1991 abstimmen. Hätten wir diese Abstimmung vorher oder nachher?

Herr Grassi hat von der "vision concrète" gesprochen, Frau Grendelmeier vom Leitbild Schweiz. Was für eine Vision hat dieses Volk? Hat auch nur eine Minderheit, etwa eine Million, mit Ausnahme von Kritik am Bestehenden eine Vision? Der grosse Vorteil dieser parlamentarischen Initiative ist, dass in der Verfassung die Offenheit gegenüber Europa festgelegt wird. Sie trägt allen Entwicklungen Rechnung, auch den bestmöglichen, dem Gelingen der Perestroika in Russland, der Demokratisierung Osteuropas, der Kollektiven Sicherheit parallel zur Kollektiven Sicherheit weltweit, wobei das Experiment Saddam Hussein ein Präjudiz ist für die Zukunft. Hier gäbe uns diese Verfassungsbestimmung die Möglichkeit mitzumachen. Sie gibt uns aber auch die umgekehrte Möglichkeit, uns wieder in unsere Igelstellung zurückzuziehen, falls es in Europa, was niemand hofft, wieder zu einem crash käme. Es gäbe dann eben mindestens zeitweise einen toten Buchstaben in der Verfassung. Wir sind ein kleines Volk, und was bleibt uns da anderes übrig, als uns anzupassen. Wir können dann trotzdem aktiv bei den verschiedenen Institutionen von Europa mitmachen, wie auch alle drei Sprecher der Initiative betont haben. Ich bin also für Zustimmung.

Frey: Der Abschnitt 2 der Initiative besagt, dass der Bund sich beteiligt "an der Arbeit der verschiedenen europäischen Organisationen". Herr Petitpierre hat geäußert, hier seien durchaus die verschiedensten Organisationen gemeint, kommerzielle und auch andere. Das ist sehr allgemein ausgedrückt. Faktisch könnte hier jede sich europäisch nennende Organisation, die irgendeinen Beitrag zum Gedanken Europa formuliert, vom Bund aus mit einer Arbeitsdelegation geschickt werden. Wie ist das also gemeint?

Zbinden: Wir sollten uns darüber Rechenschaft geben, dass wir es mit einer parlamentarischen Initiative zu tun haben. Die erste Phase: Folge geben - ja oder nein, muss in beiden Räten behandelt werden. Erst dann kommt es in einer Kommission zur materiellen Beratung. Dieses Zweiphasensystem dürfen wir nicht vergessen, wenn wir einen Zeitplan vornehmen.

Vorweg das Bekenntnis: Wir müssen alles tun, um in diesem Europa integriert zu werden. Vieles geschieht bereits. Die wirtschaftliche Wirklichkeit ist weit fortgeschritten und läuft der politischen davon. Es ist für uns Politiker auch nicht so einfach wie für Unternehmen, grenzüberschreitend tätig zu werden. Zum Text der Initiative: Der Absatz 1 ist unproblematisch - ein programmatischer Verfassungsartikel.

Mit der zweiten Hälfte von Absatz 2 jedoch stellen Sie dem Volk die Gretchenfrage. Es wird eine EG-Abstimmung werden. Wollen wir das? Wollen wir das nicht? Darüber sollten wir heute noch nicht abstimmen, sondern uns das gut überlegen.

Zudem sprechen Sie in dieser zweiten Hälfte auf deutsch von "den Europäischen Gemeinschaften", aber auf französisch heisst es dann "la Communauté européenne", und das ist für mich le marché commun. Dies müssten Sie mir noch verdeutlichen.

Der Abschnitt 3 gehört nicht hierher. Dafür haben wir die Artikel 89 BV, welche das fakultative und obligatorische Referendum regeln. Weshalb nehmen Sie dies hier herein?

Zur Reihenfolge der Abstimmungen müssen Sie uns auch noch Ihre Vorstellungen darlegen. Es kann mitentscheidend sein, ob dieser Verfassungstext sinnvoll wird oder nicht. Die Europa-Initiative Tschopp und die Sager-Caccia-Petitpierre-Initiative würden parallel laufen. Für mich ist entscheidend, dass der EWR-Vertrag zuerst vor das Volk kommen wird. Dies wäre der pragmatische Weg, und ich möchte nicht, dass wir vorher einen Grundsatzentscheid zur Frage EG-Beitritt erzwingen. Es wäre ein gefährliches Spiel, bei dem ich niemals ein Nein riskieren möchte. Ich bin überzeugt, dass wir in dem ganzen Bereich noch viel Arbeit leisten müssen, viel Ueberzeugungsarbeit und Information mit Vorträgen. Wir müssen pragmatisch vorgehen, was auch heisst, dass der EWR nicht nur Priorität hat, sondern auszuweiten ist auf die Formel: Vom Atlantik zum Ural.

Präsident: Um an Frau Bäumlins Frage anzuknüpfen: Ich wurde von den Initianten angefragt, ob ich hier mitmachen wollte, und anfangs war ich von dem Text insbesondere wegen der Offenheit der Formulierung eingenommen. Aber weil ich auch im Komitee für die Gestaltung eines Europäischen Wirtschaftsraumes mitmache, habe ich befürchtet, dass neben den verschiedenen Wegen, die von Parlamentariergruppen und anderer Seite gleichzeitig eingeschlagen werden und unsere Verhandlungen sehr erschweren, auch durch diese zusätzliche Initiative einmal mehr Unsicherheit geschaffen wird. Wie soll das Volk verstehen, was hier alles läuft, wenn eine Gruppierung den Direktbeitritt will, in der Mitte der Bundesrat steht, offenbar mit der Mehrheit des Parlamentes, was jedoch nicht sicher ist, und nun kommt diese parlamentarische Initiative, und nicht zuletzt gibt es die Gruppierung, die gar nichts will. Dies ist der Hauptgrund, weshalb ich schliesslich doch nicht mitgemacht habe: So viele Initiativen tragen mehr zur Verwirrung bei als zur Bestätigung eines klaren Kurses.

Beim späteren Ueberdenken des Textes habe ich mich gefragt, ob nicht in Absatz 2 die Stichwörter eines demokratischen, föderalistischen, auch eines sozialen und ökologischen Europas stehen müssten, selbst wenn man die Offenheit gegenüber allen Organisationen betont. Es sind die Stichwörter für die eigentlichen Werte, auf die wir pochen.

In bezug auf innenpolitische Reformen oder Revision der Bundesverfassung bestehen verschiedene Vorschläge wie die aus der Furgler-Kommission, weitere von Hochschulprofessoren, insbesondere für den Zweckartikel. Warum haben Sie dies jetzt alles in einen Artikel 8bis gepackt im Anschluss an die Formulierungen über das Staatsvertragsreferendum? Warum versuchen Sie nicht, dies in einen überhaupt neuen Zweckartikel aufzunehmen, wie er wiederholt zur Diskussion gestellt worden ist?

M. Caccia : (à Mme Bäumlín) J'aimerais souligner un aspect : nous nous trouvons devant la nécessité de faire faire à l'opinion publique une volte-face totale qui nie l'histoire récente de la Suisse. Nous entendons notre initiative comme un élément incitateur de ce processus souhaité dans le sens d'une ouverture, et quelle que soit la solution concrète à laquelle nous aboutirons, nous pensons que ce pas est nécessaire. Nous l'avons dit, l'EEE est peut-être la solution à brève échéance, mais nous ne pensons pas qu'elle le soit à long terme. L'esprit d'ouverture doit donc régner à l'égard d'autres solutions possibles et nous pensons apporter notre contribution pour provoquer le débat et la réflexion.

10 h : sortie de M. Caccia.

M. Petitpierre : Première question : pourquoi 4 initiatives ? Le règlement ne permettait pas de déposer une initiative collective à l'époque où elle a été déposée. Ce problème ne se poserait plus avec le nouveau règlement.

Question de M. Frey : participer aux conférences et organisations européennes, cela veut dire participer aux organisations qui concernent les Etats. Il s'agirait d'un mandat de participer d'une façon commune égale à toutes les conférences et organisations, ce qui serait une façon de dire que le travail dans celles-ci peut avoir de l'importance. Pour notre opinion, cela reviendrait à dire que le travail européen a son importance à côté de celui que nous accomplissons avec la CEE. Cela ne rend pas la participation obligatoire à tous les "Vereine" dont vous parlez. Le texte ne pose pas de problème à ce titre, et c'est un aspect que l'on peut reprendre.

(à Mme Grendelmeier, MM. Zbinden, Grassi) : Quant à l'effet et à l'opportunité de soulever cette question, votre intérêt en est la démonstration.

Nous sommes parvenus à un extrême rétrécissement de notre réflexion européenne - par la force des choses -. Mme Grendelmeier disait que nous étions trop pressés pour parler encore de généralités : je lui répondrai que nous sommes trop pressés pour ne pas nous occuper de généralités. Si nous voulons ne pas nous occuper de réflexions générales sur l'Europe, si nous ne prenons pas le temps de dialoguer avec le peuple sur cette question au niveau relativement abstrait, nous aurons des lendemains qui chantent mal quand nous parviendrons à l'accord EEE, ou à une adhésion ultérieure à la CEE. Nous allons plus vite que la musique. Et je vous répondrai paradoxalement que nous sommes trop pressés pour ne pas prendre le temps d'avoir ce débat devant l'opinion. Ce débat n'est pas commencé, malgré les journaux qui en parlent tous les jours. Cela ne signifie pas que le problème mûrisse dans l'opinion publique.

Dans l'optique de la réflexion et du vote populaire, qui est la clé de notre décision en la matière, ma deuxième remarque sera la suivante : on nourrit l'idée que le peuple suisse ne s'intéresse qu'aux choses matérielles. L'histoire nous démontre que c'est faux. Plus nous entretenons ce matérialisme, plus nous considérons que le peuple n'est sensible qu'à ses intérêts, plus le peuple se désintéresse de l'activité politique et moins il respecte les Chambres et le Gouvernement. Pourtant, depuis des années, j'entends dire que le peuple ne réagit que si on lui parle de choses concrètes touchant ses intérêts. Je suis convaincu que c'est une grande erreur d'appréciation et que si nous parlons

d'affaires européennes dans la seule optique des intérêts, nous courons à l'échec parce que les intérêts divisent. Il manque le ciment de la stratégie générale. A juste titre, de nombreuses personnalités - dont vous-mêmes - se plaignent de ce que nous n'ayons pas de stratégie. Ne nous reprochez pas que notre vision et notre stratégie soient abstraites, il ne peut en être autrement. C'est à l'intérieur de ce cadre abstrait que l'on inscrit les problèmes concrets et les intérêts.

(à M. Zbinden) Bien sûr, je suis convaincu de l'opportunité de ce débat. Mais pour moi, le pragmatisme, en l'espèce, c'est qu'il faut convaincre le peuple. Pour convaincre le peuple, il faut commencer le plus tôt possible à lui expliquer la situation.

L'euroinitiative ne sera pas soumise au peuple, par hypothèse, avant plusieurs années. Il est donc bon que le débat commence bien avant. Nous partons de l'idée que si le vote survenait sans préparation et qu'il était négatif, ce serait une catastrophe : cela voudrait dire que nos négociateurs auraient fait perdre leur temps à ceux de la CE, qu'ils se trouveraient désavoués devant eux, mais cela voudrait dire aussi que nous aurions fait perdre leur temps aux négociateurs de l'AELE. Nos singularités n'intéresseraient plus guère nos interlocuteurs dans ce cas. Nous devons préparer la solution dans le bon sens et le bon sens se trouve seulement dans l'acceptation du traité EEE si la question se pose. Si le peuple est mal préparé, c'est que nous aurons été de mauvais pragmaticiens. Je n'opposerais donc pas la réflexion générale au pragmatisme.

Pour l'ordre des votations entre le traité EEE et cette initiative, je suis incapable de juger de la vitesse à laquelle tout progressera. Je ne peux pas répondre sur le détail, mais tout cela interviendra longtemps avant le vote sur l'euroinitiative.

Sager: Ich möchte unterstreichen, dass es der erste vorgelegte Initiativtext ist und keiner, der im Hinblick auf andere einen mittleren Weg verfolgt, sondern einer, der von den politischen Möglichkeiten der Schweiz ausgeht und den, wie es uns scheint, einzig möglichen Weg einschlägt.

Wie stark grenzt er sich von den beiden anderen Haltungen ab?

Erstens: Es ist völlig ausgeschlossen, in der Verfassung festzuhalten, die Schweiz darf einer supranationalen Organisation niemals beitreten. Ein Beispiel zeigt, dass längst eine Vernetzung stattfindet. Vor siebzig Jahren wäre unser Land imstande gewesen, sämtliche Flugzeuge, die wir benötigt hätten, selber zu produzieren. Vor fünfundsechzig Jahren wären wir noch in der Lage gewesen, sämtliche Personenwagen selber zu fabrizieren, vor zwanzig noch sämtliche Lastwagen. Inzwischen mussten wir solche Produktionsstätten an grössere wirtschaftliche Einheiten abgeben mit der möglichen Folge, dass wir durch diese ökonomische auch in eine politische Abhängigkeit geraten. Gerade um das zu verhindern, ist die wirtschaftliche und auch politische Vernetzung absolut notwendig.

Zweitens: Die Euro-Initiative ist staatspolitisch ausserordentlich unklug, weil sie die Verhandlungsposition des Bundesrates ebenso gefährdet und einschränkt wie eine Verankerung des Nichtbeitritts zu einer supranationalen Organisation in der Verfassung. Es besteht die durchaus reale Möglichkeit, dass die Diskussion um den sofortigen Beitritt die EG-Kommission zu dem Entschluss bewegt, es liesse sich angesichts der Entwicklung in der Schweiz sehr wohl die Bedingung für den Beitritt zum EWR so stark anziehen, dass die Schweiz sofort der EG beitrifft. Damit wäre die Verhandlungsposition des Bundesrates ebenfalls auf eine unkluge Weise eingeschränkt.

Ich bin ein grosser Anhänger der EFTA und kritisiere seit drei, vier Jahren auch in dieser Kommission hier, dass die Träger unserer Aussenpolitik deren Potential krass unterschätzt haben. Für diesen Fehler werden die Schweiz und andere EFTA-Länder noch einen hohen Preis bezahlen müssen. Nun ist das Totenglöcklein der EFTA geläutet worden. Ich bedaure das, weil die Bedingungen für den EWR nicht akzeptabel sein und nicht angenommen werden, solange wir Hochkonjunktur haben. Denn jede Angleichung, jeder Beitritt zum EWR oder zur EG wird mit dem einfachen Argument sabotiert, dass wir die Freizügigkeit nicht vertragen können. Was dann? Wenn auch das Totenglöcklein für die EFTA geläutet worden ist, so müssen wir dennoch nicht mithelfen, sie vorzeitig begraben. Ich bin ein Anhänger der EFTA und allenfalls des EWR, aber wir dürfen nicht alles auf diese Karte allein setzen. Wir sollten die Abstimmung hierüber vorziehen können.

(Zu Frau Bäumlin:) Ich habe nicht mehr die Illusion, dass die Kommission hier sich mit Fragen beschäftigen müsse, um diese anschliessend in die Öffentlichkeit zu tragen. Vor sieben Jahren habe ich die Initiative ergriffen, dass die Kommission selbständig tätig wird. Das wurde durch ein Mitglied Ihrer Fraktion und ein Mitglied der FDP-Fraktion sabotiert. Ich habe vorhin lediglich ein Problem angetupft, das sich für die Diskussion im Rahmen einer aussenpolitischen Kommission eignen würde und das sich noch niemand überlegt hat, nämlich die Tatsache, dass der politische Gegensatz zwischen Ost- und Westeuropa die Virulenz regionaler Konflikte gefährlich ansteigen lässt.

(Zu Frau Grendelmeier:) Ich gebe Ihnen einmal mehr zu bedenken, dass wir nicht sagen können, unsere Meinung sei die richtige, und das Volk müsse folgen. Das Wesen der Demokratie ist ja

nicht dies, dass die Mehrheit recht hat, sondern lediglich dies, dass nur die Mehrheit die Verantwortung tragen kann; die Minderheit kann dies nicht, es sei denn, sie argumentiere aus der Anmassung des Totalitarismus heraus. Deshalb müssen wir die Stimmung im Volk zur Kenntnis nehmen. Wenn Sie jetzt mit einer Euro-Initiative kommen, sogar wenn Sie jetzt mit einer EWR-Abstimmung kämen, dann würden diese nach hinten geschickt werden, und wir hätten eine gewaltige Verzögerung der Bemühungen um einen Beitritt zur EG, der in Zukunft nötig sein wird.

(Zum Präsidenten:) Wenn wir im zweiten Abschnitt von Oekologie, sozialer Dimension und Föderalismus sprächen, wäre das eine unhaltbare Anmassung. Zwar haben wir in sieben Jahren durchaus Fortschritte erzielt, den Vertretern des Europäischen Parlamentes zu erklären, was ökologische Bedürfnisse sind, aber wir können das nicht plakatieren.

(Zu Herrn Cevey:) Es macht keinen Unterschied, ob man Europäische Gemeinschaft im Plural oder Singular schreibt. Wir hatten 1951 die Gründung der Montanunion, 1957 die Gründung von EURATOM und EWG, 1967 die Fusion der drei, und man hat lange Zeit das Plural verwendet, Europäische Gemeinschaften. Da die Institutionen, das heisst, die drei Gremien zusammengelegt worden sind (es gibt eine Kommission, einen Ministerrat), spricht man heute mehr und mehr im Singular.

Cevey: Das war nicht meine Frage.

Frey: Dürfen wir dann den Abschnitt 2 so korrigieren: "...und verhandelt mit der Europäischen Gemeinschaft über Art und Inhalt seiner Mitwirkung"? Das ist eine sehr wichtige Frage.

M. Petitpierre : (à M. Zbinden) Il s'agit bien de la Communauté européenne en tant qu'ensemble des Communautés qui se sont groupées. L'idée est bien de dire que cette négociation peut être une activité durable dans la mesure où nous n'adhérerions pas, ou quasiment permanente pour une dizaine ou une quinzaine d'années. Nous pourrions conclure l'accord EEE dans un premier temps, puis élargir le champ en concluant un autre traité de commerce. Ce texte reste cependant ouvert et l'on peut y porter des amendements.

Ce n'est pas une prénotation sur l'adhésion : c'est une façon de dire que la Confédération négocie dès maintenant et elle continuera à négocier avec la CEE. L'aboutissement pourrait parfaitement être l'adhésion, mais ce n'est pas forcément que cela. Par ce vote, le peuple suisse donne au Gouvernement et au Parlement le mandat d'être en rapport étroit continûment avec la Communauté.

(à M. Mühlemann) Vous connaissez sans doute ce débat : quand on est en crise, il ne faut rien changer parce qu'on est en crise, et quand on n'est pas en crise, il ne faut pas changer les instruments parce qu'on n'est pas en crise. C'est ce qu'on nous a expliqué par exemple pour la révision totale de la Constitution. On ne change ainsi jamais rien. Je dis que quand il faut changer, il faut changer. Il faut reconnaître que dans l'état actuel de notre société, on a de la peine à faire des changements avec une vue d'avenir, calmement et à l'avance. Probablement que nous serons donc amenés à prendre des décisions extrêmement difficiles dans des périodes relativement critiques, pour ne pas dire de crise.

Je suis convaincu que le succès du rapprochement de la Suisse avec l'ensemble des pays de l'Europe suppose affectivement un certain engagement. Il faut avoir du plaisir, avoir envie de mener une telle entreprise. Si vous pensez à la Constitution de la Suisse en 48, il y a eu un coup de force politique des radicaux de l'époque et une certaine "affectivité" suisse. L'Allemagne s'est faite aussi en grande partie sous le coup d'une volonté d'ordre affectif. La défense d'intérêts est intégrée dans une volonté de solidarité, un sens de la communauté culturelle, etc. Il est faux de vouloir opposer la réflexion générale et la réflexion sur les intérêts.

Frey: Für mich bestehen im zweiten Absatz zwei Unklarheiten, die von den Herren Initianten nicht ausgeräumt werden konnten. Die eine Unklarheit betrifft die "verschiedenen europäischen Organisationen". In Ihren anfänglichen Ausführungen hiess es, dies seien nichtstaatliche Organisationen, jetzt wird gesagt, es seien staatliche Organisationen gemeint. Die zweite Unklarheit: Entweder wird die Europäische Gemeinschaft genannt, und man meint die EG, dann muss man den deutschen Text ändern. Oder man meint sie nicht, dann muss man den französischen Text ändern, sonst komme ich persönlich nicht daraus.

Frau Grendelmeier: Die semantischen Feinheiten von Herrn Petitpierre sind so fein, dass sie missverständlich sind. Ich schlage vor, "europäische Gemeinschaften" klein zu schreiben, wobei man freilich auch "la Communauté européenne" abändern müsste. Sonst muss man "EG" sagen, das ist heute ein unmissverständlicher Begriff.

M. Cevey : Dans le même ordre d'idée, je pense qu'il est opportun d'harmoniser et de parler de la Communauté dans les textes allemand, français et italien.

Je crois que beaucoup de confusion provient, dans votre texte, du fait que l'on oublie le premier alinéa : "La Confédération participe à la construction de l'Europe." Lorsque en français on dit "...elle négocie avec la Communauté européenne les termes de sa participation", l'on entend "à cette construction", et non à la Communauté. Il y a là un risque de confusion devant le peuple. On pourrait lever ce malentendu éventuel en ajoutant, à la suite du deuxième alinéa, (...)"les termes de sa participation à cette construction." On renvoie ainsi au premier alinéa qui définit le principe.

Le problème est que l'allemand n'emploie pas les mêmes termes. Le texte allemand dit : "Der Bund beteiligt sich am Aufbau Europas", puis "...und verhandelt mit den Europäischen Gemeinschaften über Art und Inhalt seiner Mitwirkung." Il est encore plus nécessaire, dans la version allemande d'indiquer "... seiner Mitwirkung an Aufbau Europas." C'est nécessaire, parce que devant le peuple, on peut utiliser toutes les interprétations voulues pour mieux faire échouer cette proposition.

Mon point de vue rejoint le souci de Mme Grendelmeier.

Wyss: Ich habe zwei Bemerkungen. Die erste betrifft auch die Wörter "participation" und "Mitwirkung", die nicht genau das gleiche meinen. Das ist der Grund, warum man sich nicht versteht und warum man zuerst Definitionen geben müsste. Die zweite Bemerkung gilt den Unsicherheiten, vor denen die drei Initianten warnen. Wenn Sie, Herr Sager, und auch andere davon sprechen, dass das Totenglöcklein für die EFTA eingeläutet werde, dann verstreuen gerade Sie Unsicherheiten. Die EFTA war nie so stark wie jetzt, da ein Gegner vorhanden ist. Wenn es kein EWR gäbe, wäre es möglich, dass sie für längere Zeit weiterbesteht, weil sie die Verbindungen mit den Oststaaten halten muss.

Sager: Vor zwei, drei Jahren habe ich der Aussage eines führenden Mannes im EDA, der die EFTA für tot erklärt hat, vor dem schwedischen und österreichischen Botschafter widersprochen; sie waren beide über jene Aussage entsetzt gewesen.

Zbinden: Es geht hier nicht um eine nur redaktionelle Frage. Der Text spricht von Europäischer Gemeinschaft, der EG; so ist er zu verstehen. Wenn die Initianten etwas anderes meinen, müssen sie das zu Protokoll geben und allenfalls formulieren. Von einem so grundlegenden Unterschied kann der Erfolg oder Misserfolg der Vorlage abhängen. Sie kommen also nicht darum herum, dies deutlich zu machen, weil wir für die weitere Bearbeitung hier einen entscheidenden Punkt haben.

Frau Bäumlin: (Zu Herrn Sager) Es ist wichtig, dass wir als Kommission beim Finden einer Vision eine Rolle spielen. Ich fand Ihre Aufforderung interessant, wir sollten uns auch den Sicherheitsfragen und der Minderheitenproblematik stellen, denn dort sehe ich ein Potential an Vermittlung von Visionen. Hier könnten wir tätig werden. Die Leute sind ängstlich und nur noch auf die materielle Sicherung ihrer Interessen aus, weil nirgends andere, ideelle Werte angesprochen werden.

Mühlemann: Zwei Fragen beschäftigen mich. Wenn wir diesem Vorstoss zustimmen, dann wird unabdingbar, dass die vierte Bundesratspartei, die Sozialdemokratische Partei, mitmacht. Die Äusserung des Herrn Präsidenten deutet auf eine konstruktive Grundhaltung hin. Ist das so oder nicht?

Wie steht es mit dem Verhältnis zu den Euro-Initianten? Gibt es eine leise Chance, dass sie bereit sind, ihre Initiative zugunsten einer solchen Initiative zurückzuziehen?

Im übrigen schliesse ich mich der Meinung von Herrn Zbinden an. Der Text muss klar sein. Durch die französische Fassung wird er aber unklar.

Präsident: Wir befinden uns in der Vorprüfungsphase und können über einzelne Formulierungen, bevor wir uns entscheiden, noch in einer weiteren Sitzung reden.

M. Petitpierre : Il était clair pour moi que la rédaction restait ouverte.

L'origine de ce texte est le français, qui présente l'avantage que la majuscule est un signe porteur de sens : j'ai indiqué la "Communauté européenne" avec un C majuscule. Il est clair que je pense à Bruxelles.

En allemand, on a deux fois "beteiligt". En français, j'ai choisi sciemment deux mots différents : "elle participe", puis "elle s'engage".

Pour répondre à M. Frey : en français, "organisations" est probablement ce que vous entendez en allemand par "Institutionen". Pour moi, une "organisation" est bien une "institution". J'ai choisi le terme d'"organisations" face à celui de "conférences" parce que la CSCE n'est pas une organisation. C'est une "conférence", elle est un processus. Je voulais mettre les institutions et organisations d'un côté et les processus de l'autre. La rédaction du texte reste réservée.

Les relations avec le parti socialiste : j'ai en son temps pris contact avec M. Bundi ainsi que d'autres personnalités socialistes, qui ont dû refuser pour des motifs différents de ceux exposés par M. Bundi. Ils l'ont regretté après amèrement. Je trouve souhaitable que l'on répare cela, et je crois que c'est réparable.

Les rapports avec les promoteurs de l'euroinitiative : ces personnes m'ont dit que si mon texte était accepté, elles seraient prêtes à retirer le leur. Même si elles le veulent, ce ne sera plus possible. Les médias se sont engagés dans une opération qui est aussi publicitaire, et ils ne pourront pas revenir en arrière. Pour moi c'est une question liquidée.

M. Bundi souhaite que l'on porte ce texte après l'article 2. Cela est possible aussi, et cette question reste réservée. Nous ne l'avons pas fait parce que l'article 2 concerne la structure interne de la Confédération comme "Bund" face aux cantons. Il nous a semblé peu opportun de glisser un point qui concerne la politique extérieure entre les articles 2 et 3. Mais cela se discute aussi.

Präsident: Die beiden Initianten haben nun klar erklärt, dass unter "europäischen Gemeinschaften" die EG verstanden wird. Wir sollten bald über das weitere Vorgehen beschliessen.

Portmann: (Zu den Initianten) Sind für Sie die Absätze 2 und 3 unverzichtbar oder meinen Sie nicht, dass ein gut redigierter Absatz 1 enthält, was Sie in den beiden anderen sagen wollen und dass er der eigentliche Verfassungsartikel sein könnte?

M. Petitpierre : L'alinéa 3 peut être supprimé. Il est là seulement pour montrer à la population que si on vote cela, on garde tous ses droits de voter à nouveau selon les règles sur la ratification des traités.

L'alinéa 2 est cependant indispensable parce que nous voulons montrer la multiplicité de la démarche, l'importance de la Communauté de Bruxelles, et c'est une importance qui s'inscrit dans un cadre, essentiel mais aussi accompagné d'autres éléments.

Wyss: Wenn Sie zweiteilen müssen, dann sollte das Wort "verhandelt" nicht darin stehen, denn nach Abschluss der Verhandlungen würde der Verfassungsartikel überflüssig werden. "S'engager" dagegen ist ein gutes Wort, für das man im Deutschen ein besseres als "beteiligt" finden sollte.

Präsident: An der nächsten Sitzung am 28. Januar 1991 werden wir weiter über diese Initiative beraten und entscheiden, ob wir Folge geben wollen oder nicht. Sollten wir für diese Sitzung zusätzlich Experten anhören?

Frau Bäumlin: Es wäre gut, wenn wir von der Fixierung auf die Wirtschaftsgemeinschaft wegkämen. Deshalb fände ich weitere Stimmen dazu sinnvoll, bin allerdings überfordert, hier Namen zu nennen.

Auer: Die drei Initianten sollten eine Redaktionskommission bilden, um einigen Einwänden, die nicht von der Hand zu weisen sind, Rechnung zu tragen. Der genaue Wortlaut spielt in der Verfassung schliesslich eine grosse Rolle.

Frey: Vielleicht sollten wir den Bundesrat anhören, nachdem die Initianten den Text bereinigt haben.

Präsident: Das Anhören von zwei Verfassungsspezialisten wäre sinnvoll. Der Bundesrat käme gegebenenfalls in einer späteren Phase zum Zug. Zudem könnte man im Sinne von Herrn Auer eine kleine Subkommission bestimmen, die zusammen mit den Initianten einen geänderten Text vorlegen würde.

Zbinden: Ich habe Bedenken gegen dieses Vorgehen. Wir haben es mit einer parlamentarischen Initiative zu tun und befinden uns in der ersten Phase, in der wir den Text noch nicht bereinigen. Doch die Initianten könnten für die nächste Sitzung einen präziseren Text entwerfen. Erst in der zweiten Phase, in der wir einen Verfassungstext formulieren müssen, beginnt auch für uns die Arbeit am Wortlaut.

Präsident: Einverstanden. Der Text müsste dann als Material für die nächste Sitzung vorliegen.

Frey: Wir haben Experten in unserem Gremium und sollten durchaus auf weitere verzichten.

Frau Bäumlin: Ich halte daran fest, dass wir einen Experten aus dem Bereich des Verfassungsrechtes und einen weiteren aus dem Bereich der Kollektiven Sicherheit in Europa heranziehen.

Burckhardt: Wir brauchen immer Experten, und die Experten brauchen Experten. Am Schluss sind wir überhaupt nicht mehr Nationalräte, sondern Entgegennehmer von Expertisen, Analysen usw. Wir sollten uns eine Meinung unter uns bilden, so wie wir jetzt damit begonnen haben. Danach könnten wir diese allenfalls von Experten auf verschiedene Aspekte hin überprüfen lassen.

M. Cevey : Nous en sommes actuellement au premier stade de la sensibilité politique. Pour moi, si les experts doivent intervenir, c'est dans la deuxième phase, pour autant qu'il y en ait une.

ABSTIMMUNG - VOTE

Pour la convocation d'experts (proposition Bäumlín)
Contre majorité évidente

11h 15 : sortie des initiants MM. Sager et Petitpierre.

90.245 Parlamentarische Initiative Sager vom 21. Juni 1990

Die Schweiz und Europa

Wir beantragen, in die Bundesverfassung einen Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut aufzunehmen:

Der Bund beteiligt sich am Aufbau Europas.

Er beteiligt sich an der Arbeit der verschiedenen europäischen Organisationen und Konferenzen und verhandelt mit den Europäischen Gemeinschaften über Art und Inhalt seiner Mitwirkung.

Verträge über eine Mitwirkung werden nach den Bestimmungen der Verfassung geschlossen.

La Suisse et la construction de l'Europe

Nous proposons l'introduction dans la Constitution fédérale d'un article 8 bis dont la teneur est la suivante:

La Confédération participe à la construction de l'Europe.

Elle s'engage dans les travaux des diverses organisations et conférences européennes et elle négocie avec la Communauté européenne les termes de sa participation.

Les Accords de participation sont passés dans les formes prévues par la Constitution.

90.246 Parlamentarische Initiative Caccia vom 21. Juni 1990

Die Schweiz und Europa

Wir beantragen, in die Bundesverfassung einen Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut aufzunehmen:

Der Bund beteiligt sich am Aufbau Europas.

Er beteiligt sich an der Arbeit der verschiedenen europäischen Organisationen und Konferenzen und verhandelt mit den Europäischen Gemeinschaften über Art und Inhalt seiner Mitwirkung.

Verträge über eine Mitwirkung werden nach den Bestimmungen der Verfassung geschlossen.

La Suisse et la construction de l'Europe

Nous proposons l'introduction dans la Constitution fédérale d'un article 8 bis dont la teneur est la suivante:

La Confédération participe à la construction de l'Europe.

Elle s'engage dans les travaux des diverses organisations et conférences européennes et elle négocie avec la Communauté européenne les termes de sa participation.

Les Accords de participation sont passés dans les formes prévues par la Constitution.

Mitunterzeichner - Cosignataires:

Petitpierre, Sager

(2)

90.247 Parlamentarische Initiative Petitpierre vom 21. Juni 1990

Die Schweiz und Europa

Wir beantragen, in die Bundesverfassung einen Artikel 8bis mit folgendem Wortlaut aufzunehmen:

Der Bund beteiligt sich am Aufbau Europas.

Er beteiligt sich an der Arbeit der verschiedenen europäischen Organisationen und Konferenzen und verhandelt mit den Europäischen Gemeinschaften über Art und Inhalt seiner Mitwirkung.

Verträge über eine Mitwirkung werden nach den Bestimmungen der Verfassung geschlossen.

La Suisse et la construction de l'Europe

Nous proposons l'introduction dans la Constitution fédérale d'un article 8 bis dont la teneur est la suivante:

La Confédération particip^e à la construction de l'Europe.

Elle s'engage dans les travaux des diverses organisations et conférences européennes et elle négocie avec la Communauté européenne les termes de sa participation.

Les Accords de participation sont passés dans les formes prévues par la Constitution.

Mitunterzeichner - Cosignataires:
Caccia, Sager

(2)

Vertraulich/Confidentiel

Bern, 10. November 1990

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

TEILPROTOKOLL 1 der Sitzung vom 5. November 1990,
08.45 - 12.45 und 13.15 - 15.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3

TAGESORDNUNG 2. * ns Internationale Ausstellungen
(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)

ORDRE DU JOUR 2. * né Expositions internationales
(Autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal)

TEILNEHMER Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bäumlín,
Burckhardt, Cevey, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Lorétan, Mühlemann,
Petitpierre, Portmann, Rychen, Wyss Paul,
Zbinden Paul

Entschuldigt: Bircher, Dietrich, Euler,
Rohrbasser, Segmüller, Segond, Ziegler

Weitere Teilnehmer:
Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
R. Schaller, Generalsekretär EDA
C. Borel, Chef des Sekretariates der Koko
H. Flückiger, Koko

Kommissionssekretariat: Louis Magnin

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d),
 Hélène Baessler (f)

2. Internationale Ausstellungen (cf. annexes 1 et 2) Expositions internationales

Präsident: Die Vorlage war uns während der Herbstsession vom Bundesrat angemeldet worden. Leider hat sich die Sache verzögert, und wir haben die Botschaft erst sehr spät erhalten, vor zwei Tagen per express.

M. Felber, Conseiller fédéral : Excusez ce retard. Ce sujet, vous le savez, n'est pas facile, et il a fallu mener une série de négociations internes entre les responsables de ce projet et le Conseil fédéral.

Nous vous soumettons un message relatif à la participation de la Suisse à deux expositions universelles en 1992, l'une à Séville et l'autre à Gênes. Pour ces deux participations, nous vous proposons d'ouvrir deux crédits d'engagement d'un montant total de 30 millions de francs.

Il est admis d'avoir des avis divergents quant à la raison d'être des expositions universelles : les uns les considèrent comme un moyen idéal pour marquer la présence d'un pays et le mettre en relief dans la concurrence des pays participants. D'autres reprochent à ces manifestations d'être inutiles, démodées et de causer du gaspillage financier. Force est cependant de constater que le nombre des expositions universelles a constamment augmenté ces dernières années, et que leur succès est allé en grandissant. Régulièrement, l'afflux des visiteurs dépasse les pronostics, même les plus prudents.

A Séville 1992, plus d'une centaine de pays ont déjà décidé de leur participation. C'est une quasi universalité qui n'a pas pu laisser le Conseil fédéral indifférent. Une absence aurait pu donner lieu à des interprétations erronées ou marquer de faux signaux - absence d'ouverture de la part de la Suisse, désolidarisation à l'égard de l'Europe ou absence d'atouts à montrer au public. Le Conseil fédéral a donc peu hésité à prendre une décision de principe positive. La Suisse ne veut pas être absente au rendez-vous des nations de Séville, et il en va de même pour l'exposition spécialisée de Gênes, où le motif du voisinage s'est ajouté aux autres raisons de participer.

Une fois la participation à Séville décidée, la Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger (la COCO) a pris la décision d'ouvrir un concours d'idées à tous les architectes et créateurs du pays. Cette manière était courageuse dans la mesure où elle a ouvert un débat public sur la meilleure façon de présenter notre pays. Le jury a attribué le premier prix au projet SWICE de l'architecte Vincent Mangeat. L'élément le plus remarqué de ce projet était une tour de glace, idée qui a été accueillie avec beaucoup d'enthousiasme à Séville, mais elle a suscité de nombreuses discussions en Suisse. La COCO n'a pas admis les résultats du concours pour des motifs de consommation d'énergie et de protection de l'environnement. Cette décision déclencha un large débat dans le public qui risquait de polariser les opinions entre la Suisse romande et la Suisse alémanique, ce que nous voulions éviter.

Devant cette situation, en février 1990, le Conseil fédéral a chargé M. Mangeat, dont il reconnaissait la qualité du travail, de modifier son projet en renonçant à la tour de glace. En juin, le Conseil fédéral a adopté la nouvelle idée présentée aujourd'hui de construire une tour en papier carton, qui présente un intérêt indiscutable du point de vue architectural. On a pensé aux risques d'incendie ou de destruction par la pluie, contre lesquels ne seront retenus que les traitements les moins nocifs pour l'environnement. De même, l'on tiendra compte de l'environnement pour la destruction de la tour et le recyclage du matériel utilisé.

La naissance de ce projet a été un peu difficile et a coûté beaucoup de temps. Certains pays ont déjà commencé les travaux à Séville. Nous devons démarrer sans tarder et l'approbation du message nous permettra de tenir les délais. Pour la réalisation, nous avons chargé la MUBA de Bâle - déjà éprouvée dans la construction du pavillon suisse à Brisbane - de réaliser intégralement le projet suisse pour un prix fixe. Le montant prévu peut paraître élevé, mais les expériences faites pour d'autres expositions universelles ainsi que la comparaison avec les coûts envisagés par d'autres pays participants montrent que notre budget n'est ni excessif ni irréaliste. Notre nouveau projet a trouvé un écho favorable parmi les organisateurs de Séville qui le voient comme un futur pôle d'attraction dans l'exposition. Les tâches à accomplir jusqu'en 1992 sont difficiles, et l'approbation du message donnera le point de départ pour la MUBA, l'architecte ainsi que les collaborateurs de l'administration engagés dans ce projet.

L'exposition spécialisée de Gênes nous a posé moins de problèmes. D'une part, l'enjeu financier est beaucoup moins important, et d'autre part, la COCO a renoncé à organiser un concours d'idées. Un mandat direct a été confié à un spécialiste pour la réalisation d'un concept qui tienne compte des spécificités des pavillons préfabriqués prévus à l'exposition de Gênes. Ici aussi, les préparatifs sont avancés, et il ne manque que le feu vert des Chambres fédérales pour pouvoir démarrer.

Nous vous remercions de l'appui que vous voudrez bien donner à ces projets. Je tiens d'autre part à souligner, contrairement à ce qu'affirment certains journaux, que le secrétaire général M. Schaller était chargé de conduire ce dossier jusqu'à son dépôt devant le Conseil fédéral. Il n'est pas question de faire de lui un commissaire à l'exposition.

Débat d'entrée en matière

M. Petitpierre : J'ai une question préalable : dans quelle mesure sommes-nous encore libres, juridiquement, de ne pas donner suite éventuellement à la proposition du Conseil fédéral ?

En effet, les conditions dans lesquelles s'est déroulée cette affaire sont telles - sans reproche aucun à l'égard de quiconque - que l'on a le sentiment d'aller à Séville parce qu'il le faut. Compte tenu de nos relations avec l'Espagne ou avec la CE, ou moralement, en général, pouvons-nous encore ne pas participer ? S'il est encore possible de renoncer, l'idée serait de ne pas faire entrer ce crédit dans les caisses fédérales, mais d'affecter cette somme importante à une aide aux pays de l'Europe de l'Est ainsi qu'à d'autres pays qui en ont besoin. Ce serait une façon différente de marquer notre volonté de participer.

Frey: Meine Frage betrifft die EXPO '92 in Sevilla. Sieht der Bundesrat eine Möglichkeit, innerhalb des vorgesehenen Budgets ein anderes Projekt zu realisieren? Ich betrachte das jetzige als absolut ungenügend. Einen Turm zu Babel ohne jede Aussagekraft über unser Land und sein Kulturgut: Muss die Schweiz dies vertreten?

Frau Grendelmeier: Die Unterlagen zeigen, dass wir hier eine harzige Geschichte vor uns haben. Deshalb möchte ich Herrn Freys Frage unterstützen: Lässt sich über das Projekt, nicht über den Kredit, noch diskutieren? Denn wir müssen davon ausgehen, dass die Schweiz hier nicht abseits stehen kann.

Burckhardt: Das Projekt hat in der Tat viel zu reden gegeben. Zunächst möchte ich festhalten, dass wir als Legislative uns damit auseinandersetzen müssen, ob wir den Kredit bewilligen sollen oder nicht. Ueber die Gestaltung des Pavillons selbst können wir uns nicht äussern; das ist Sache der Exekutive, die die Verantwortung dafür tragen muss.

Zwei Punkte aus der Vorgeschichte möchte ich jedoch gerne vorlegen. Der Eisturm wurde vom Bundesrat mit der richtigen Begründung abgewiesen. Es hätte einer viel zu grossen Energie bedurft, ihn zu erhalten, falls er überhaupt zu stehen gekommen wäre. Im Bericht des Bundesrates werden Expertisen erwähnt, die das nachweisen. Es wäre gut für die Betrachtung der Arbeitsweise der vorbereitenden Instanzen, wenn man diese Expertisen einsehen könnte.

Laut einem Artikel der NZZ wird Herr Heinz Hossdorf des Plagiaten verdächtigt. Zwar hat er sich am 2. November äussern können, aber ich wäre froh, wenn die amtlichen Stellen ihn von dieser Anklage offiziell befreien würden.

Im übrigen bin ich dafür, den Kredit zu bewilligen und in Sevilla präsent zu sein, wie immer wir dieses Projekt finden. Darüber hier noch einmal zu diskutieren, halte ich für einen Zeitverlust.

M. Felber, Conseiller fédéral : (à M. Petitpierre) Il est évident que lorsque nous déposons une demande de crédits devant le Parlement, les réserves juridiques ont été faites, c'est-à-dire que nous-mêmes et les organisateurs de l'exposition savent pertinemment que c'est le Parlement qui décide. Si le Parlement s'oppose, cette possibilité est réservée.

Cela dit, le Conseil fédéral a dû manifester son intérêt à participer à l'exposition de Séville, ne serait-ce que pour se réserver un espace de terrain. Il l'a fait sous réserve de l'approbation par le Parlement du dernier projet présenté ainsi que du budget y afférent. Donc, la réserve juridique a été faite.

Maintenant, la question qui se pose est la suivante : alors que de nombreuses expositions universelles se sont tenues sur d'autres continents, peut-on, lorsque de nouveau il s'en produit une en Europe, renoncer à y participer ? Le Conseil fédéral a considéré qu'il serait délicat de le faire.

Un autre phénomène, à placer en marge toutefois de notre décision, est que la plupart des moyens de transport sur cette vaste aire d'exposition de Séville sont construits par des entreprises suisses (monorails, petits trains, etc.). Cela constitue une réclame supplémentaire en faveur de la Suisse.

(à Mme Grendelmeier, MM. Frey, Burckhardt) : Il y a eu d'autres projets, évidemment. Dès que l'on ouvre un concours public, on déclenche une avalanche de critiques - surtout de la part des non participants au concours. C'est un moment extrêmement délicat. C'est ce qui a poussé le Conseil fédéral à ne pas suivre totalement la COCO dans sa décision de rejeter le projet SWICE : il a en effet décidé de maintenir l'avantage au gagnant du concours, qui s'était montré le plus original et audacieux pour donner une autre image de la Suisse.

Si nous allons puiser dans le réservoir des autres projets présentés, il n'y en a pas de satisfaisant. A l'inverse du projet actuel, ces projets retombent dans une présentation traditionnelle (par exemple, un Cervin en plexiglas, qui ne correspond pas à l'image que nous souhaitons projeter de notre pays dans le monde en 1992). Cela supposait l'élaboration d'un nouveau projet, mais il se pose des difficultés de temps. Des architectes critiques à l'égard du projet de M. Mangeat ont présenté leurs propres projets. La plupart d'entre eux n'étaient pas totalement élaborés.

La plus grande difficulté rencontrée a été de mettre d'accord la MUBA, constructeur du pavillon suisse, avec M. Mangeat. Après avoir terminé la mise au point de son projet, M. Mangeat cèderait les droits à la MUBA et n'interviendrait plus dans la construction et l'exploitation du pavillon suisse.

Schaller: (Zu Herrn Burckhardt) Einer Einsicht in die Studien, die im Zusammenhang mit dem Eisturm angestellt wurden, steht nichts entgegen. Die Untersuchungen sind weder geheim noch vertraulich.

Was den Plagiatsvorwurf gegen Herrn Hossdorf betrifft, so ist zu präzisieren, dass er nie von Bundesseite kam, sondern in einer Architekturzeitschrift von einem Teilnehmer am Ideenwettbewerb erhoben wurde. Eins der zweiundneunzig Wettbewerbsprojekte hatte ziemliche Aehnlichkeiten mit der Blumenkonstruktion des Projektes "Nieves" von Herrn Hossdorf, und es war dieser betroffene Architekt, der sich in der Zeitschrift geäußert hat. Unseres Wissens gab es keine juristische Auseinandersetzung darüber; eine Anklage gegen Herrn Hossdorf wurde nie erhoben, aber der Vorwurf blieb im Raume stehen. Wir haben vom Vizepräsidenten des SIA eine Würdigung des Sachverhaltes bekommen, nach der ein Plagiatsvorwurf nicht erhärtet worden sei. Der Präsident der SIA selbst hat eine Anfrage von uns nicht beantworten wollen, da es sich um keinen Architekturwettbewerb nach SIA-Vorschriften gehandelt habe. Dem Bundesrat ist die Angelegenheit auch zur Kenntnisnahme unterbreitet worden. Wir haben uns damals von Verwaltungsseite davor gehütet, ihm gegenüber diesen Plagiatsvorwurf als gerechtfertigt darzustellen. Für uns ist das ein Konflikt, der in erster Linie die direkt Betroffenen angeht.

Nun zur Frage, ob wir noch ein anderes Projekt wählen könnten. Es gibt auch die Bautermine sowie die spezifischen geographischen und klimatischen Konditionen zu beachten. Beispielsweise kann man in Sevilla während der Regenzeit nicht bauen. Die Verantwortlichen haben Termine gesetzt, die eingehalten werden müssen. Mit einem allfälligen neuen Projekt kämen wir hauptsächlich von der Konstruktionsseite her in grosse zeitliche Schwierigkeiten. Beim Projekt von Herrn Mangeat ist dieses Problem weniger akut, weil vieles in der Schweiz vorfabriziert wird und in Sevilla lediglich zusammengesetzt und aufgerichtet werden muss. Sein Projekt bedarf weniger Fundamentsarbeiten, als dies bei einem herkömmlichen Pavillon der Fall wäre.

M. Cevey : La Suisse n'a pas beaucoup de chance quant à sa participation à des expositions universelles ou spécialisées. Notre ambition est-elle trop élevée ? Voulons-nous réaliser la quadrature du cercle en donnant de notre pays une image sensationnelle ou paradoxale ? Est-ce lié au fait que nous avons différentes cultures, différentes régions linguistiques ayant toutes le droit de s'exprimer, ce qui est aussi la quadrature du cercle ? L'exercice est difficile pour les Suisses.

En revanche, pour avoir assisté à plusieurs expositions, je peux témoigner de la réussite de la participation de la Suisse. Nous avons pu enregistrer un succès populaire, mais aussi un succès auprès de la presse. J'ai pu avoir accès au press-book de l'exposition de Brisbane et je me suis rendu compte que notre participation était très réussie. De même pour l'exposition de Vancouver, d'Osaka, etc.

Aujourd'hui, j'ai acquis la conviction que la présence de la Suisse dans ce genre d'expositions n'est pas une fatalité. Dans le cas présent, toutefois, il s'agit d'aller en Espagne, à Séville. C'est bien cette fois qu'il faut participer, en Europe, après Bruxelles, exposition qui s'est tenue peu après la seconde guerre.

A cette participation, je vois plusieurs motifs. D'abord, nous employons une main-d'oeuvre espagnole nombreuse et nous nous en félicitons. Ensuite nous voulons nous occuper des difficultés économiques d'autres pays d'Europe. Or, l'Espagne est en train de sortir de sa médiocrité économique, et on attend de nous de continuer à donner des coups de fouet à des régions plus pauvres telles que l'Andalousie. Enfin, notre participation serait manifester notre sens de la solidarité européenne: une abstention de la Suisse pourrait être interprétée comme un refus de "mitmachen".

Il s'agit en outre de considérer l'avenir : si nous ne participons pas à l'exposition de Séville, comment pourrions-nous le faire à Vienne et à Budapest dans 5 ans, ou à Londres en l'an 2000 ? Ce serait la négation de notre volonté d'ouverture ainsi qu'un coup porté à notre crédibilité, économique notamment. Je ne reviendrai pas sur l'intérêt économique à participer à une telle exposition, notamment dans la perspective européenne future. Somme toute, notre réputation est aussi en jeu : on pourra se gausser de l'incapacité des Suisses à faire accepter un projet par leur population.

En ce qui concerne la proposition de M. Petitpierre, mon opinion est qu'il ne faut pas mélanger les choses. Nous avons montré, à l'égard des pays européens - notamment à l'égard des pays de l'Est - notre ouverture en tout ce qui touche le soutien culturel, social et économique que nous entendons apporter. Je suis persuadé que nous serons disposés, après les décisions prises en faveur de la Pologne et de la Hongrie, à augmenter notre aide. Nous savons que le Conseil fédéral prépare des propositions dans ce sens.

Va-t-on retenir longtemps que la Suisse a en quelque sorte sacrifié sa participation à l'exposition universelle de Séville pour affecter la somme prévue à un geste de solidarité en faveur de pays en difficulté ? Cette contribution, comparée à celle qu'accordent d'autres pays, notamment de la CEE, ne pèsera sans doute pas lourd dans la balance.

Je suis persuadé que la Suisse a quelque chose à montrer vis-à-vis de l'Europe en rapport avec sa diversité culturelle et sa structure de confédération. Encore faudrait-il en faire la démonstration, et je demande si l'on a prévu assez de moyens pour animer le pavillon suisse de Séville ? Nous pourrions ainsi présenter la Suisse dans sa diversité, avec ces particularités propres qui seront encore mises en valeur à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération.

En conclusion, il me semble peu utile de remettre en cause le nouveau projet de M. Mangeat. Ce serait se créer de nouvelles difficultés, et le temps presse. Je souhaiterais que notre commission ne freine pas ce projet.

Je suis persuadé que la Suisse a quelque chose à montrer vis-à-vis de l'Europe en rapport avec sa diversité culturelle et sa structure de confédération. Encore faudrait-il en faire la démonstration, et je demande si l'on a prévu assez de moyens pour animer le pavillon suisse de Séville ? Nous pourrions ainsi présenter la Suisse dans sa diversité, avec ces particularités propres qui seront encore mises en valeur à l'occasion du 700ème anniversaire de la Confédération.

En conclusion, il me semble peu utile de remettre en cause le nouveau projet de M. Mangeat. Ce serait se créer de nouvelles difficultés, et le temps presse. Je souhaiterais que notre commission ne freine pas ce projet.

Frau Bär: Aehnlich wie Herr Petitpierre frage ich mich, ob finanzielle Aufwendungen dieser Art wirklich etwas mit Solidarität oder Darstellung der Kultur oder gar der Teilnahme am Aufbaugedanken Europas zu tun haben. Auch bezweifle ich, ob sie zur Aufhebung des Nord-Süd-Gefälles in Europa beitragen. Gerade aus Solidarität müssen wir dieses Geld anders einsetzen und damit dokumentieren, dass wir nicht abseits stehen, sondern ein Gegenzeichen setzen wollen. Denn es gibt andere Probleme als die Beteiligung an solchen Monsterausstellungen.

Grundsätzlich sind solche Veranstaltungen weder heute noch in Zukunft sinnvoll durchzuführen. Bedenken Sie nur die ökologischen Belastungen für dieses Land, in sechs Monaten zwanzig Millionen Besucher aufzunehmen. Es müssen Parkplätze für über 30.000 Fahrzeuge und vierzig Kilometer zusätzliches Strassenetz nur in diesem kleinen Areal angelegt werden. Spanien ist ein ökologisch sehr überlastetes Land, dem man dies nicht mehr zumuten darf. Der Grundgedanke für die Beteiligung der Schweiz steht denn auch auf Seite 11 der Botschaft: "Es wird als Markt von beinahe 49 Millionen Konsumenten weiterhin ein interessantes Zielland für unsere Exportindustrie sein." Als Grund für unsere Teilnahme ist das ein Armutszeugnis. Wir sollten darüber diskutieren, wie wir 1992 den Betrag einsetzen können, damit wir tatsächlich etwas zur Lösung der Probleme in Europa beitragen, statt bei der Vergrößerung des Marktes mitzuhelfen.

Wyss: Ich möchte offenlegen, dass ich Vizepräsident der Mustermesse bin. Dann möchte ich in Erinnerung rufen, dass sich Spanien für diese Ausstellung beworben und sie erhalten hat. Nicht wir haben Spanien dazu gedrängt.

Natürlich sind dort über hundert Länder vertreten. Ein Fehlen von uns würde niemand verstehen. Dennoch sehe ich die Problematik und bin auch der Meinung, dass es das letzte Mal sein muss, dass wir das Ganze wieder in dieser Form durchziehen müssen.

Wir hatten die gleichen Probleme mit Brisbane, wo wir im letzten Augenblick mit dieser Idee einer Schneebahn immerhin erfolgreich aufwarteten. Nun stehen wir wieder unter einem ungeheuren Zeitdruck. Wir haben sehr damit gerungen, ob wir das Projekt überhaupt noch fertigstellen können. Eine weitere Verzögerung würde alles gefährden. Herr Frey sagt als Unternehmer, man könne selbst in dieser kurzen Zeit noch etwas anderes machen. Das meine ich zwar auch, aber dann mit keinerlei Auflagen. Nur dies wäre noch möglich.

In Zukunft müssen wir die ganze Problematik von Weltausstellungen einmal grundsätzlich betrachten und konzeptionell durchdenken. Es gibt hier noch vieles zu verbessern oder man nimmt nicht teil. Das möchte ich offen lassen. Jetzt aber ist das Terrain bereits vorhanden, man kann nur zu bestimmten Zeiten bauen, und wenn man jetzt nein sagt, wird die Schweiz dort nicht vertreten sein. Deshalb bitte ich um Zustimmung und darum, das Problem später noch einmal aufzunehmen.

Mühlemann: Ich bin fest davon überzeugt, dass die Teilnahme an diesem Projekt ein Bekenntnis ist zur Meisterung der Zukunft durch den Menschen. Es ist ein Versuch, Chancen wahrzunehmen, um Probleme zu lösen, die sich unserer Generation stellen. Aehnlich wie Kolumbus 1492 ins Ungewisse ausgefahren ist, wollen unzählige Projekte zeigen, wie der Mensch im nächsten Jahrhundert Probleme löst. Das ist das Ziel der Ausstellung. Sie ist auf dieser Insel der Kartause etwas abseits von Sevilla mit mustergültigen Verkehrsanschlüssen konzipiert. Es wird eine Bahn von Madrid bis Sevilla gebaut, so dass es dann möglich ist, weg von der Strasse auf den Schienenverkehr umzusteigen.

Des weiteren hat Spanien das Beispiel erbracht, dass man aus einem kollektivistischen Staat ausbrechen und mit einer Demokratie zu einem sinnvollen wirtschaftlichen Wachstum übergehen kann. Gerade die in der Region stark vertretenen Sozialdemokraten tragen diesen Gedanken mit. Wie weit darunter Ökologen sind, weiss ich nicht.

Wenn die Schweiz sich nicht auf diesem Treffpunkt einfindet, wo kein primitiver Messecharakter vorherrscht, sondern Gedanken ausgetauscht werden sollen, dann sind wir tatsächlich ein abgeschlossenes Eiland, und dann können Sie nicht mehr von Solidarität reden. Ob nun der Turm aus Eisen oder Papier ist, ob das ein konstruktiver oder destruktiver architektonischer Stil ist, darüber möchte ich nicht streiten. Es ist jedoch wichtig, was in diesem Turm gezeigt wird. Ob hier Künstler oder Technologen vorangehen, darüber wird sich die MUBA mit ihrem hervorragenden Leiter Rechenschaft ablegen. Die Kommission sollte dem Kredit zustimmen als einem solidarischen Akt mit einem Volk, das im Hinblick auf Europa vielleicht weit über das hinauswächst, was wir im Augenblick zu tun vermögen.

Frau Bäumlin: Ich bin dafür, dass wir die Ausstellung beschicken, aber dabei dem Vorschlag von Herrn Petitpierre folgen und uns dort nicht nur über den Tourismus und den Handels- und Wirtschaftseffekt präsentieren. Wir würden damit auch an unser Traktandum 1 anknüpfen, statt auf einmal wieder auf rein materielle Interessen umzusteigen. Vielleicht bräuchten wir nicht einmal zu bauen, sondern könnten uns frei nach dem Alten Testament auf ein Zelt beschränken. Es wäre wirklich ohne weitere Kosten demobilisierbar, und wir könnten in Sevilla darstellen, wie wir das Gefälle zwischen Nord und Süd und zwischen Ost und West überwinden wollen. Gerade Spanien hat eine viel effizientere und grosszügigere Osthilfe begonnen als wir, und wir könnten mit diesem Spanien zusammenarbeiten. Es muss nicht, wie Herr Wyss gesagt hat, das letzte Mal sein, dass wir in der herkömmlichen Art mitmachen. Wir sollten schon jetzt einen Entschluss zu einer ideellen Teilnahme wagen.

Rychen: Wenn wir hier über den Bundesbeschluss abstimmen, dann über den Text auf Seite 28, und heisst das nicht, über den Kredit, aber nicht über den Turm? Wir haben zwar die vorhandenen Baupläne eingesehen, jedoch übernehmen wir damit keine inhaltliche Verantwortung für das Projekt. Das ist Aufgabe der Exekutive. Wenn schon alle Fachleute erklären, dass sie jetzt nichts mehr ändern können, wird dann eine Diskussion über das Projekt in dieser Kommission nicht überflüssig?

Präsident: Wenn wir den Bundesbeschluss annehmen, sagen wir grundsätzlich ja zu diesem Projekt. Es liegt dann im Bereich von Bundesrat und Verwaltung, es zu realisieren. Wenn Sie dieses Projekt ablehnen, so bleibt Ihnen nichts anderes übrig, als die Vorlage zurückweisen.

M. Petitpierre : Pour répondre à ce que vient de dire Mme Bäumlín, je ne maintiendrai pas ma proposition, car comme M. Rychen, cette fois, je constate qu'il est trop tard.

En ce qui concerne le contenu, j'aimerais que l'on rappelle que l'extraordinaire aventure de la conquête de l'Amérique du sud par les Européens est aussi un immense drame qui s'est accompagné de la destruction d'une civilisation. Ce serait aussi original de parler dans cette optique. Si nous devons apporter quelque chose, ce que la Suisse fait dans ce domaine à l'égard des vaincus pourrait être présenté de manière allusive. L'occupation de l'Amérique du Sud par les Espagnols et les Portugais n'a pas été seulement un succès et le sort des vaincus n'est pas à ignorer.

Tout ce que l'on pourrait demander à l'avenir serait d'être informés plus tôt des projets de participation à des expositions. Je ne maintiens pas ma proposition qui n'était d'ailleurs pas présentée formellement.

Präsident : Sie haben keinen formellen Antrag gestellt. Das war nur eine Frage.

M. Felber, Conseiller fédéral : Les circonstances ont fait que vous êtes informés tardivement de ce projet. Si nous n'avions pas rencontré ces difficultés liées à la nécessité de demander un nouveau projet, celui-ci aurait déjà pu vous être présenté dans la première moitié de cette année.

(à M. Cevey) Vous avez posé la question générale de la participation suisse à ce genre de manifestations. Comme je vous l'ai dit, la participation de la Suisse ne doit pas être considérée comme une fatalité. Nous ne sommes nullement obligés de le faire et le Conseil fédéral se pose de nombreuses questions quant à la suite. Le bureau international des expositions reçoit des dizaines d'invitations à participer à des expositions soi-disant "universelles". Chaque pays veut une exposition universelle.

Pour répondre à Mme Bär, n'oublions pas que tout le quartier occupé par l'exposition à Séville devra être libre de toute construction à la fin de celle-ci afin d'y recevoir de nouvelles infrastructures - habitations, commerces etc. - C'est pourquoi de nombreux pays sont attirés pour y projeter leur image, et ensuite devenir pendant six mois le centre d'intérêt de la presse et du public internationaux.

Cependant le Conseil fédéral est d'avis que nous irions très loin si nous acceptions de participer à toutes les expositions que l'on nous propose. Nous allons fixer un calendrier et revenir devant les commissions des affaires étrangères pour traiter de ce problème.

Je reprends l'explication de Mme Bär sur le plan économique : il est certain que dans n'importe lequel des gestes internationaux que nous faisons, la dimension économique ne peut pas être abstraite. C'est vrai que l'Espagne est un gros client de la Suisse; l'inverse est vrai aussi. Nous sommes l'un des premiers clients de l'Espagne quant à l'importation de produits agricoles, sans oublier l'emploi de main-d'oeuvre dont parlait M. Cevey.

M. Wyss a raison : une solution aurait été de demander à la MUBA de concevoir un projet dans les limites du budget prévu. Cela ne veut pas dire que la MUBA ne se heurterait pas à des difficultés. Elle devrait soumettre son projet à l'approbation définitive du Conseil fédéral.

La proposition faite par Mme Bäumlín de participer sur le plan "idéel" qui pourrait être utilisée par d'autres que nous pour représenter la Suisse est intéressante. Malheureusement, nous n'aurons pas le temps de le faire cette fois. Les futures participations seront à reconsidérer à l'avenir, mais ce n'est plus possible pour l'exposition de Séville.

(à M. Rychen) Lorsque nous votons le crédit, votons-nous le projet ? En fait, vous votez le crédit, mais nous vous expliquons ce que nous voulons en faire. Il y a eu engagement contractuel entre le Conseil fédéral et la MUBA pour réaliser le pavillon Mangeat. Evidemment, il est certain que si vous acceptez le crédit, vous acceptez par là le projet présenté. Sinon, il faudrait soit renoncer au crédit proposé, soit intervenir dans l'arrêté en mentionnant le refus du projet, ce qui remettrait tous les éléments en cause.

M. Petitpierre a fait des allusions à Gênes et je crois que l'on peut encore intervenir.

M. Borel : Nous menons actuellement des discussions avec le CICR qui sera présent à Gênes dans le voisinage immédiat de notre pavillon, et il présentera les Conventions de Genève en matière maritime. Nous avons eu la même intention dès le départ et nous nous coordonnons avec le CICR à ce sujet.

ABSTIMMUNG - VOTE

EINTRETEN WIRD OHNE GEGENANTRAG BESCHLOSSEN
LA COMMISSION DECIDE SANS OPPOSITION D'ENTRER EN MATIERE

Titel und Ingress/Titre et préambule : adopté

DETAILBERATUNG / DISCUSSION PAR ARTICLE :

Art. 1, 2 : adoptés

GESAMTABSTIMMUNG/VOTE SUR L'ENSEMBLE :

Für Annahme des Beschlusentwurfes	12
Dagegen	0
	(4 Enthaltungen)

Rapporteur de langue française : M. Cevey

Pause de midi : 12 h 45 - 13 h 15

90.071 n

Message

concernant la participation de la Suisse à
l'exposition universelle " EXPO'92 " de Séville,
ainsi qu'à l'exposition internationale spécialisée
"Christophe Colomb, le navire et la mer" de Gênes, en 1992

du

Messieurs les Présidents, Mesdames et Messieurs,

Nous avons l'honneur de soumettre à votre approbation un
message concernant un projet d'arrêté fédéral sur la
participation de la Suisse à:

1. L'exposition universelle de Séville (Espagne) en 1992;
2. L'exposition internationale spécialisée de Gênes
(Italie) en 1992.

Nous vous prions d'agréer, Messieurs les Présidents, Mesdames
et Messieurs, l'assurance de notre haute considération.

Au nom du Conseil fédéral suisse:

Le président de la Confédération: Koller
Le chancelier de la Confédération: Buser

Condensé

Par le présent message, nous vous proposons d'ouvrir un crédit d'engagement de 28 millions de francs, afin de permettre la participation de la Suisse à l'Exposition universelle de Séville (Espagne), en 1992.

L'"EXPO'92" aura lieu à Séville sur le thème de l'"Ère des grandes découvertes". Cette ville, située au sud de l'Espagne, fut, il y a cinq cents ans, le point de départ du grand voyage qui permit à Christophe Colomb de découvrir l'Amérique. Le thème de l'exposition pouvant être traité dans un sens très large, les pays participants ont une grande liberté pour déterminer les accents thématiques de leurs pavillons respectifs.

Plus de 140 pavillons, centres culturels, maisons de congrès, ainsi que plusieurs douzainés de restaurants et lieux de distractions, seront érigés sur une surface d'exposition totale de 215 hectares. Les organisateurs prévoient la participation de 106 pays, de 32 organisations internationales, ainsi que d'un nombre important de grandes entreprises privées. L'"EXPO'92" sera de ce fait l'une des plus représentatives dans l'histoire des expositions universelles. 18 à 20 millions de visiteurs sont attendus.

C'est sur une parcelle de 3400m², située centralement, que sera réalisé le projet "ICARE" de l'architecte vaudois Vincent Mangeat.

Une tour de papier, d'environ 30 mètres de hauteur, ainsi qu'une présentation thématique dédiée principalement aux aspects culturels de la Suisse permettront de montrer notre pays sous une forme quelque peu inhabituelle. En raison de son originalité et de son attractivité, cette présentation ne manquera pas d'intriguer et d'attirer les visiteurs de l'exposition.

Par le présent message, nous vous proposons également d'ouvrir un crédit d'engagement de 2'000'000 de francs, afin de permettre la participation de la Suisse à l'Exposition internationale spécialisée de Gênes, en 1992.

En même temps que Séville, Gênes prépare actuellement une exposition internationale marquant également le 500ème anniversaire de la découverte du Nouveau Monde. Le thème choisi, "Christophe Colomb, le navire et la mer" permettra aux pays participants de présenter leurs contributions au développement de la navigation maritime, de la recherche scientifique, ainsi que de l'exploitation industrielle des mers.

D'une superficie d'environ 600 m², le pavillon suisse traitera divers thèmes. Il illustrera d'une part l'apport de l'industrie horlogère suisse à l'instrumentation maritime classique. Il présentera d'autre part les travaux de recherche océanographique des Piccard, ainsi que les découvertes de ces pionniers de l'exploration scientifique des mers. Le thème "La Suisse et la mer" sera aussi traité sous forme de spectacle audiovisuel; il est également prévu qu'un sous-marin suisse effectue des plongées touristiques au large du port de Gênes.

MESSAGE

1 Partie générale

11 Historique des expositions universelles

Les expositions universelles ne sont pas une invention récente, puisqu'elles existent depuis près d'un siècle et demi. La première "exposition internationale universelle", au sens moderne du terme, a eu lieu en 1851 à Londres, ville qui était alors la métropole d'un vaste empire, mais aussi celle de la principale puissance industrielle de l'époque. Le succès de cette exposition fut éclatant. A raison de 28 pays participants et de 6 millions de visiteurs, elle réussit à attirer, pour l'époque, un très grand nombre d'intéressés.

Jusqu'à la fin du siècle, Paris (5 fois: 1855, 1867, 1878, 1889 et 1900), Vienne (1873) et Chicago (1893) accueillirent des manifestations analogues avec un succès grandissant. Huit autres expositions suivirent jusqu'à la 2ème guerre mondiale, dont deux à Bruxelles (1910 et 1935) et à nouveau deux à Paris (1931 et 1937). Les quatre autres eurent lieu aux Etats-Unis: Saint Louis (1904), San Francisco (1915), Chicago (1933-34) et New-York (1939-40).

La première exposition de l'après-guerre fut organisée en 1958 à Bruxelles. Elle fut suivie, dans la catégorie des "grandes" expositions universelles, de New-York (1964-65), Montreal (1967) et Osaka (1970). Après une série d'"expositions internationales spécialisées", la prochaine grande exposition aura donc lieu à Séville en 1992.

Entre 1936 et 1991, 28 "Expositions internationales spécialisées" ont en outre été mises sur pied, la majorité en Europe. Le cercle des intéressés s'est toutefois élargi ces deux dernières décennies, avec les expositions organisées à San Antonio, USA (1968), Okinawa, Japon (1975), Knoxville, USA (1982), New Orleans, USA (1984), Tsukuba, Japon (1985), Vancouver, Canada (1986) et Brisbane, Australie (1988).

Cette énumération permet de comprendre pourquoi une réglementation des expositions universelles s'imposa assez rapidement. C'est à l'occasion d'une conférence diplomatique à Berlin, en 1912, que fut posé le principe d'une convention internationale dans ce domaine. L'éclatement de la première guerre mondiale empêcha cependant sa conclusion. Une nouvelle conférence, à laquelle participèrent les délégués de 31 pays, eut lieu à Paris en 1928. Ceux-ci signèrent, en date du 22 novembre 1928, la première convention concernant les expositions internationales. Elle en régissait la fréquence et définissait les droits et devoirs des exposants, ainsi que des organisateurs. C'est alors que fut créé le "Bureau international des expositions" (BIE), avec siège à Paris, qui fut chargé de veiller à l'application des termes de ladite convention. Par deux fois, en 1948 et 1966, le BIE a tenté de renforcer, au moyen de compléments à la convention de 1928, son contrôle sur la fréquence des expositions. De nouvelles révisions eurent lieu en 1972 et 1982. Effrayé par le nombre toujours croissant des expositions (entre 1982 et 1992, on en comptera 11), le BIE a décidé, en mai 1987, la mise en vigueur d'un moratoire; celui-ci limite à deux, pendant la période 1992 - 2001 le nombre des grandes expositions universelles. Celles-ci ont entre-temps été adjudgées à Vienne-Budapest (1995) et à Hanovre (2000). Dans ces deux cas, il s'agit d'expositions dites "enregistrées", d'une durée de six mois; en application du nouveau règlement du BIE, elles ont lieu tous les cinq ans. Il existe en outre une catégorie d'expositions dites "reconnues". C'est dans cette catégorie que se trouvent la "Triennale de Milan", les florales enregistrées par le BIE, ainsi que les (petites) expositions universelles dites "spécialisées". La durée de ces dernières ne peut pas excéder trois mois; elles doivent en outre se contenter d'une superficie totale de 25 hectares et limiter au maximum les frais incombant aux exposants. Les expositions de Gênes (1992) et de Taejon, Corée du Sud (1993), font partie de cette catégorie de manifestations. Une autre est annoncée pour Lisbonne (1998), mais n'a pas encore été avalisée par le BIE.

12 Développements récents

Une récapitulation de ces données nous montre qu'au total 6 expositions universelles sont prévues entre 1992 et l'an 2000. Certes, trois d'entre elles sont de moindre importance et seront donc moins coûteuses. En revanche, l'exposition universelle de 1995, dont le but est de jeter un pont entre l'Est et l'Ouest et qui aura lieu simultanément à Vienne et à Budapest, ne manquera pas de poser des problèmes, tant du point de vue financier que de celui de l'organisation. Ces nouveaux développements peuvent être qualifiés d'inflationnistes. Cette fréquence accrue implique toujours plus d'engagement logistique et financier de la part des pays participants. Certes, chaque pays membre du BIE peut décider librement de participer ou non à une exposition. La pratique montre cependant que des tentatives d'influence ou de pressions politiques limitent de manière sensible la liberté de décision. Il en va de même pour une série de raisons objectives, qui sont prises en considération lors de l'examen d'une participation: situation géographique (pays voisin hôte de l'exposition, politique d'équilibre entre les divers continents, etc), réflexions d'ordre économique (renforcement ou élargissement de nos relations économiques au moyen d'une présence plus accentuée) et motifs d'ordre supérieur (p.ex. prise en compte du fait qu'un pays est nouvellement industrialisé).

13 Perspectives et conclusions pour la Suisse

La participation aux expositions universelles ne manquera pas de rester, à l'avenir également, un sujet de discussion pour notre pays. La question du sens et de la finalité de ce type de manifestations, leur raison d'être en cette époque de mobilité presque illimitée et de larges flux d'informations sans frontières, continuera de se poser. Des réponses définitives et valables en toutes circonstances et de caractère général ne pourront probablement pas être trouvées. Les expériences faites à ce jour prouvent que des réflexions basées

uniquement sur le rapport coût-bénéfice, ne donnent pas des résultats concluants. Ainsi, les retombées d'une participation à une exposition ne peuvent pas être mesurées ou prouvées par une augmentation du chiffre des recettes commerciales ou touristiques. D'autres raisons plus générales devraient continuer à jouer un rôle important lors d'une décision: la volonté de montrer pavillon, de marquer sa présence, de ne pas rester à l'écart. En raison des tendances à l'universalisation de ces manifestations qui se font de plus en plus jour, une décision de non-participation sera toujours plus difficile à prendre. On se demandera dès lors plutôt: "pouvons-nous nous permettre de ne pas participer ?" que "quelles sont les raisons qui militent en faveur d'une participation ?"

En se basant sur les coûts enregistrés jusqu'à ce jour pour la participation à de grandes et petites expositions universelles et sur les montants requis par le présent message pour Séville et Gênes, on peut estimer que les six expositions universelles prévues jusqu'à l'an 2000 nécessiteraient des investissements de l'ordre de 100 millions de francs. Une comparaison effectuée sur le plan international fera paraître ce montant bien modeste, mais il est adapté aux réalités et aux possibilités de notre pays. Celles-ci doivent aussi nous inciter à ne pas déterminer l'enveloppe budgétaire sur la base des projets, mais à procéder de manière inverse en obligeant les concepteurs de projets à se conformer au cadre budgétaire prévu, même si celui-ci paraît modeste par rapport à l'étranger. En règle générale, cette manière de procéder a jusqu'à présent été respectée, même si l'austérité ainsi imposée a parfois provoqué des réductions du souhaitable au profit du réalisable.

2 Exposition universelle de Séville, 1992

21 " EXPO'92 "

(du 20 avril au 12 octobre 1992)

211 Généralités

En 1992 aura lieu le 500ème anniversaire d'un des plus importants événements de l'histoire de la civilisation, la découverte de l'Amérique. Séville, qui a été le point de départ des voyages de Christophe Colomb, a profité de cette occasion bienvenue pour mettre sur pied une exposition universelle. Le thème choisi en est une conséquence logique: l'"Ère des grandes découvertes"; il ne doit toutefois pas être compris dans un cadre géographique ou historique étroit. Bien au contraire, il peut englober toutes les découvertes qui, au cours des temps, ont permis d'élargir l'horizon des activités humaines dans les domaines les plus divers. L'exposition apparaîtra comme un voyage dans le temps et l'espace, s'ouvrant aussi bien sur le passé que vers le futur. Séville s'offre en tant que Forum où l'on évoquera les grandes idées et les problèmes de l'humanité. L'EXPO'92 désire apporter la preuve, tant critique qu'intellectuelle, du changement des temps, ainsi que des facultés d'évolution du monde. Elle se veut également, de manière consciente, une exposition moderne, axée sur le progrès d'un monde neuf, toujours en mouvement et en transformation. En 1992, Séville ne tient pas seulement à être l'hôte d'une exposition universelle, mais également un lieu de rencontres de haut niveau. Des conférences, des colloques, des symposiums et des congrès verront affluer dans cette ville des spécialistes et des intellectuels du monde entier; ils pourront y faire preuve de leur esprit créatif lors de conférences et de discussions consacrées aux sciences, à la recherche et à l'innovation.

212 L'exposition en chiffres

Pendant ses six mois d'ouverture, l'"EXPO' 92" s'attend à un afflux de 18 à 20 millions de visiteurs. A même d'accueillir chaque jour 250'000 personnes, elle aura donc les dimensions d'une ville de moyenne importance. Selon les estimations, 53% des visiteurs seront des étrangers, principalement des touristes, qui se rendront à Séville de leur lieu de villégiature en Espagne. Les Espagnols eux-mêmes représenteront

43% des visiteurs.

Le site de l'exposition se trouve dans l'île dite des "Chartreux". Le cloître construit au 15ème siècle abrita à plusieurs reprises Christophe Colomb lors des préparatifs du voyage au cours duquel il découvrit l'Amérique. Dûment restauré et transformé, ce bâtiment constituera en 1992 le pavillon royal de l'exposition. Le solde de la surface de l'exposition comprend 215 hectares. Sur ce terrain seront érigés plus de 140 pavillons, centres culturels, maisons de congrès, installations de sport et de détente, plus de 100 restaurants, centres d'achats, ainsi qu'une place de parc pour plus de 30'000 véhicules. La mobilité des visiteurs et des organisateurs sera assurée par un réseau routier interne de 40 km, par un monorail de provenance suisse, par un téléphérique, ainsi que par un réseau de lacs et de canaux, alimentés par le fleuve Guadalquivir voisin. Ne serait-ce que pour des raisons climatiques, les organisateurs accorderont une grande importance à l'arborisation et à l'aménagement de l'aire d'exposition. Pour ce faire, ils procéderont notamment à la plantation de 350'000 arbres et arbustes.

Les concepteurs de l'exposition universelle fourniront leur propre contribution à l'élaboration et à la visualisation du thème de l'"EXPO'92". Le long d'un "Chemin des découvertes" s'étendant sur plusieurs kilomètres, d'un bout à l'autre de l'exposition, le touriste pourra visiter divers pavillons, dont certains seront monumentaux, voire gigantesques, dans lesquels seront présentés le monde du 15ème siècle, les grandes découvertes de l'humanité jusqu'aux temps modernes, l'histoire de la navigation maritime, ainsi que les perspectives d'avenir de la technologie. La plupart de ces constructions subsisteront après la clôture de l'exposition et serviront à Séville comme centres de formation, de recherches et de rencontres. Un auditorium en plein air, d'une capacité de 7'000 auditeurs, ainsi qu'un centre culturel couvert pour 8'000 spectateurs, seront construits dans l'enceinte de l'exposition pour accueillir les manifestations culturelles. Les centres traditionnels de la ville de Séville, tels que

l'auditoire de la Maiestranza, le théâtre Lope de Vega, les Reales Alcàzares, ainsi que la cathédrale, seront également à disposition pour des activités culturelles. Au niveau des équipements, il est prévu de construire un nouveau bâtiment de l'aéroport, une gare de chemins de fer et plusieurs ponts et d'achever la liaison par autoroute avec Madrid. Les investissements ainsi projetés s'élèvent à plus de 600 milliards de pesetas. Les frais budgétisés pour l'exposition même se montent, selon les dernières estimations publiées, pour le moins à 75 milliards de pesetas.

213 Les pays participants

106 pays, 32 organisations internationales, ainsi que deux douzaines de grandes entreprises participeront à l'"EXPO'92". La répartition des pays par continents se présente comme suit: Europe (32), Afrique (17), Amérique (31), Asie et Océanie (26). Il y a lieu de relever, sur la base de ces chiffres, que cette exposition universelle dépassera nettement les précédentes et établira un record de participation.

22 La Suisse à l'"EXPO'92"

221 Raisons justifiant une participation de la Suisse

La participation de notre pays aux grandes expositions universelles (p.ex. Bruxelles 1958, Montréal 1967, Osaka 1970) est pratiquement devenue une tradition. Notre présence à Séville s'inscrirait donc dans la continuité de notre engagement lors de tels événements. Si l'on ajoute aux grandes expositions les dernières expositions internationales dites spécialisées auxquelles la Suisse a participé (Tsukuba 1985, Vancouver 1986, Brisbane 1988), on constate que les 5 dernières manifestations qui ont vu une présence de notre pays ont eu lieu outre-mer. Il serait dès lors difficile de trouver des raisons valables de ne pas participer à une exposition précisément lorsqu'elle a lieu sur notre propre continent.

De plus, la question de nos relations avec l'Europe et en particulier avec la CE joue un rôle très important. En tant que pays membre de la CE, le pays organisateur, l'Espagne, peut compter sur la participation solidaire de tous les membres de la Communauté. Une abstention de la part de pays non-membres, spécialement en une année aussi importante que 1992 pour la Communauté, constituerait un signe susceptible d'être mal compris. On pourrait également reprocher à notre pays de rester indifférent aux efforts tendant à réduire le fossé entre le nord et le sud de l'Europe.

Avec des exportations et des importations de 1 milliard de francs chacune, l'Espagne fait partie de nos partenaires commerciaux les plus importants. Elle restera comme par le passé, avec son marché d'environ 49 millions de consommateurs, un pays-cible intéressant pour notre industrie d'exportation. Parallèlement à l'"EXPO'92" à Séville, Barcelone verra en 1992 les Jeux Olympiques d'été. L'afflux de touristes, non seulement en provenance d'Europe, mais également d'autres parties du monde, devrait être spécialement important. Le public-cible de l'"EXPO'92", donc également de notre pavillon sera de ce fait plus international qu'il ne l'a jamais été auparavant à une exposition universelle.

222 Décision de principe de participation

Dès réception de l'invitation officielle des autorités espagnoles à participer à l'"EXPO'92", la Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger (COCO) s'occupa en premier lieu de la question de principe d'une participation de la Suisse à cet événement. Après un examen approfondi, celle-ci décida, en décembre 1987, de recommander une participation au Conseil fédéral. Ce dernier en prit connaissance et donna son accord à cette proposition par décision du 29 juin 1988. Il autorisa en même temps la COCO à charger l'Office fédéral suisse d'expansion commerciale (OSEC) de la préparation et de l'exécution d'un concours d'idées.

223 Concours d'idées

Le concours d'idées a été ouvert au mois de juillet 1988. Il a sciemment été conçu comme un concours général d'idées et non comme un concours d'architecture. Il s'adressait aux artistes, aux architectes, aux graphistes et aux autres créateurs. Leur tâche consistait à élaborer des propositions pour le concept d'un pavillon suisse et pour sa concrétisation, ainsi que pour le programme d'animation pendant les 6 mois d'ouverture de l'"EXPO'92". Le délai pour la remise des propositions fut fixé à fin octobre 1988. 92 projets furent déposés dans les délais. Le jury, chargé de les examiner, était composé de 11 membres des milieux de l'architecture, de la culture, des médias, ainsi que des offices fédéraux s'occupant directement ou indirectement d'expositions universelles (Office fédéral des affaires économiques extérieures, Office des constructions fédérales). Etaient également représentées la Commission fédérale des beaux-arts et la Commission fédérale des arts appliqués. Le jury était présidé par le secrétaire général du Département fédéral des affaires étrangères, de longue date chef du groupe de travail "Expositions universelles" de la COCO. Dans un premier temps, il décerna un prix à cinq des projets soumis. Les auteurs de ces "idées" furent invités à affiner leurs travaux. Les propositions retravaillées furent à nouveau examinées en détail et comparées les unes aux autres. A fin mars 1989, le professeur Vincent Mangeat, architecte à Nyon, auteur du projet "SWICE", fut déclaré vainqueur du concours d'idées. Son projet fut présenté à la presse et aux milieux intéressés, avec les quatre projets primés et quatorze autres propositions retenues dans le cadre du concours, lors d'une exposition de 4 jours qui eut lieu dans un des halls centraux de l'EPFZ à Zurich. Près de 1200 personnes profitèrent de l'occasion pour acquérir une vue d'ensemble sur la diversité et la qualité d'un cinquième des projets ayant participé au concours.

224 Destin du projet gagnant du concours

Par la suite, l'attraction principale de "SWICE", la tour de glace d'environ 30 mètres de hauteur, fut l'objet de minutieuses études de faisabilité effectuées par des spécialistes de renom, spécialement dans les domaines de la technique énergétique et de la statique. La COCO, en sa qualité de Commission fédérale compétente pour les expositions universelles, se pencha de manière approfondie sur la question de notre futur pavillon lors de trois assemblées plénières. En date du 8 décembre 1989, ses travaux portèrent non seulement sur le projet de Vincent Mangeat, mais également sur toute une série d'idées de participation incluant d'une part celles qui avaient été primées lors du concours d'idées et d'autre part de nouvelles propositions lancées comme projets de rechange, en partie à grand renfort de campagnes publicitaires. C'est à une petite majorité que la Commission décida finalement de ne pas recommander au Conseil fédéral la réalisation du projet "SWICE". C'est en revanche à une majorité importante qu'elle accepta ensuite de soumettre au Conseil fédéral, en vue de la participation de la Suisse à l'"EXPO'92", le projet "Matterhorn/MONTECOLO" de l'équipe Schwiefert (SO) / Kutter (BS). Les deux décisions de la COCO déclenchèrent de vives réactions et des critiques, à la fois dans les médias et les milieux professionnels concernés. Vincent Mangeat ne se montra guère enclin à accepter que son projet ne se concrétise pas. Une pétition signée par plus de 1'300 personnes et diverses organisations professionnelles de Suisse romande se déclarèrent en faveur de la réalisation de "SWICE". Quant aux adversaires du projet, ils firent principalement valoir son importante consommation d'énergie, son influence négative sur l'environnement et l'esthétique de la tour. Le Conseil fédéral fut ensuite saisi de l'affaire. Il voua toute son attention à la question de l'influence négative que pourrait avoir la tour de glace sur l'environnement. Divers doutes ne pouvant être dissipés quant au bilan énergétique total, le gouvernement décida finalement à mi-février 1990 de renoncer à l'idée d'une tour de glace. Le Conseil fédéral prit la même décision au sujet du projet

"Matterhorn/MONTECOLO" qui, en raison de sa présentation extérieure et de son contenu thématique, ne parvint pas à convaincre l'exécutif. Celui-ci confirma en revanche Vincent Mangeat comme concepteur du projet. Il chargea le DFAE d'inviter l'architecte vaudois à retravailler complètement "SWICE" et à concevoir un nouveau projet sans tour de glace. Cette reformulation du concept de participation fut terminée à fin mai 1990. En date du 18 juin de cette année, le Conseil fédéral put finalement accepter les grandes lignes du nouveau projet de pavillon, qui fait l'objet du présent message.

225 Idée à la base du projet "ICARE"

Déjà lors de la formulation du projet de tour de glace, son auteur se laissait guider par deux réflexions de base: il voulait d'une part faire revivre une "architecture de fête" quelque peu oubliée et d'autre part, comme suite logique, souligner le caractère éphémère de son pavillon. Ces deux idées maîtresses ont été reprises sans modification dans le projet "ICARE. Selon l'auteur de ce dernier, l'exposition universelle de Séville doit être l'occasion pour la Suisse de se présenter au monde d'une manière inhabituelle, inattendue, insolite et riante. Le projet s'efforce de répondre à ces conditions en centrant ses points forts thématiques sur l'image culturelle de la Suisse, en plaçant certains accents particuliers dans le domaine architectural et en choisissant certains matériaux de construction.

Selon les idées de M. Mangeat, créateur du projet, la culture suisse qui se caractérise par sa diversité doit montrer de manière exemplaire la cohabitation de ses différents milieux culturels et linguistiques. L'image artistique de notre pays ne doit pas être axée sur les traditions et les clichés. Au moyen de productions musicales et théâtrales, de danse, de mime, de clowns, d'effets visuels et acoustiques, ainsi que par des expositions, il convient de présenter au visiteur une palette variée et représentative de notre production culturelle.

Les efforts entrepris à ce jour, afin de donner des contours plus précis à ce projet séduisant et ambitieux, ont mis en évidence une multitude de questions conceptuelles et organisationnelles qui nécessiteront une réponse globale et coordonnée. En raison des conditions climatiques régnant à Séville (températures montant jusqu'à 45 degrés à l'ombre), il ne sera pas possible de réaliser, principalement sur la scène extérieure (et ce malgré la protection prévue contre le soleil), tous les spectacles que l'on aurait souhaité y montrer. De plus, des limites naturelles restreignent l'offre de présentations "life", en raison des 6 mois de durée de l'exposition et des 12 heures d'ouverture quotidienne. Une attention toute spéciale devra être vouée à ces conditions spécifiques lors de la concrétisation du programme culturel. Ceci vaudra également pour l'interprétation de la notion de culture. Les larges possibilités de mise en valeur du thème de l'exposition universelle, ainsi que l'importance symbolique, tant pour l'Europe que pour notre pays, de l'année 1992, devraient nous inciter à ne pas retenir une notion trop étroite de la culture et à l'étendre consciemment à d'autres thèmes, p.ex. politico-sociaux, à la culture politique, etc. En tout état de cause, il conviendra de ne pas éveiller le sentiment que la Suisse est un pays de cocagne culturelle. Les idées en question doivent encore être concrétisées par des spécialistes. Elles devront ensuite être soumises au comité d'accompagnement du projet.

La présentation architectonique du pavillon est dans une large mesure conçue en fonction de la réalisation des objectifs culturels. Une partie importante de la surface de la parcelle est réservée à une rampe en plan incliné où les spectateurs prendront place. On pourra y parvenir en traversant le bâtiment qui se trouve à l'arrière de la parcelle. Après la découverte de l'intérieur du pavillon, plusieurs portes s'ouvriront au visiteur qui aura ainsi accès et vue sur la scène en plein air, et sur la tour de papier qui la dominera du haut de ses 30 mètres. Une passerelle offrira la possibilité de visiter l'intérieur de cette dernière et d'apprécier ses jeux d'ombre et de lumière. L'entrée

dans le pavillon lui-même, qui se trouvera sous l'estrade en plan incliné, s'effectuera à travers le socle de la tour. A l'intérieur du pavillon, se trouveront la scène principale destinée à des manifestations culturelles, ainsi que des locaux pour des expositions et des présentations de films ou de vidéo. Un centre d'information, à même d'offrir une large palette de renseignements sur notre pays, ainsi qu'un kiosque à souvenirs, indispensable à ce genre de manifestations, compléteront l'offre faite aux visiteurs. En principe, ces derniers seront à même de satisfaire leurs attentes dans le domaine culinaire dans un restaurant, au "Bar des artistes" ou au "Café du théâtre", mais la décision définitive à ce sujet dépendra des heures d'ouverture que les organisateurs de l'"EXPO'92" accorderont aux responsables de restaurants se trouvant à l'intérieur de l'exposition. En effet, si l'heure de fermeture des restaurants devait rester la même que celle des pavillons actuellement fixée à 22 heures, il serait inconcevable, en raison des habitudes espagnoles, de gérer de manière rentable un restaurant au sens propre du terme (cette question était encore en suspens au moment de la remise de ce message à l'imprimerie). La construction, relativement étroite, qui clôt le pavillon sur sa partie arrière contiendra, entre autres, un espace réservé au commissaire général, à la direction du pavillon et au personnel, ainsi que des installations sanitaires et techniques (p.ex. installations d'aération et de climatisation). La tour n'est pas conçue en tant que bâtiment utilitaire. Par les dimensions qu'elle atteindra, malgré sa structure filigranée et légère prévue en papier, respectivement en carton, elle devra éveiller la curiosité et de ce fait constituer une attraction. Dès la tombée de la nuit, un spectacle son et lumière lui confèrera un aspect particulièrement attrayant. Pendant la journée, des jeux d'ombre et de lumière tout aussi attractifs pourront être observés à l'intérieur de la tour. Les visiteurs qui désireront les voir, pourront s'y rendre à pied.

Le mode de construction et les matériaux seront dans la mesure du possible en accord avec la philosophie du projet. Ils seront éphémères et ils respecteront l'environnement; ils

seront recyclés ou recyclables. Mis à part le carton recyclé, il sera fait usage de bois, pour autant que cela soit possible, sous la forme d'échafaudages légers et démontables.

226 Organisation

La Confédération, représentée par la COCO, conclura un contrat d'entrepreneur total avec la Foire Suisse d'Echantillons à Bâle (MUBA), en vue de la préparation et de la réalisation de l'ensemble de la participation de la Suisse à l'"EXPO'92". Les domaines essentiels du mandat de la MUBA concerneront la construction, le programme culturel ainsi que l'exploitation. La MUBA portera la responsabilité financière pour l'accomplissement, dans les délais impartis, des travaux qui lui seront confiés.

Lors de l'élaboration et de la réalisation du projet de participation, l'avant-projet conçu par Vincent Mangeat servira de base pour la MUBA. Elle pourra y apporter des changements si cela se révèle nécessaire ou indiqué pour des raisons dues au cadre financier, aux normes spécifiques en vigueur en Espagne, aux implications du programme culturel, ainsi qu'à des limitations d'ordre technique ou d'organisation. En tant qu'entrepreneur total, la MUBA pourra passer contrat avec les entreprises et les fournisseurs de son choix. Dans les secteurs de la construction et de l'ingénierie, elle pourra prendre en compte, au moins partiellement, le travail de préparation déjà accompli par l'équipe Mangeat et par les spécialistes auxquels il a fait appel. La nature et l'étendue de la collaboration entre la MUBA et Vincent Mangeat seront réglées par un contrat qu'ils conclueront entre eux. La responsabilité de faisabilité de la tour de papier sera assumée par l'architecte.

L'expérience et la collaboration de spécialistes seront requises pour définir le programme culturel et sa réalisation pratique (sélection et engagement des artistes participants, organisation du transport, de l'hébergement et des

spectacles, etc...). Les contrats y relatifs seront conclus par l'entrepreneur total.

La MUBA sera conseillée par un comité de projet dans lequel sera, entre autres, représentée la COCO; il sera dirigé par le président du groupe de travail "Expositions Universelles". Ledit comité pourra en tout temps être convoqué par les deux parties, afin de discuter des questions d'importance générale liées aux différents domaines du projet de participation.

227 Coûts

La somme de 28'000'000 de francs est prévue pour la préparation et la réalisation de la participation suisse à l'Exposition Universelle de Séville. Les montants respectifs figurent dans le budget, ainsi que dans la planification financière de la Confédération pour les années 1990 à 1992. La possibilité de présenter une demande de crédit additionnel est prévue pour couvrir les coûts supplémentaires dus au renchérissement ou à d'éventuelles pertes de change. Le choix des index et du cours de change déterminant se fera conformément aux critères usuels au sein de l'administration fédérale.

Basé sur les calculs et les estimations effectués jusqu'à ce jour, le budget a été établi, dans ses grandes lignes, de la manière suivante :

Construction	fr. 13'500'000
Programme culturel	fr. 5'000'000
Exploitation	fr. 8'500'000
Réserves	fr. 1'000'000
	<hr/>
	fr. 28'000'000

Les honoraires, les frais divers, ainsi que les autres prestations financières versées à M. Mangeat (p. ex. pour les droits d'utilisation du projet) sont contenus dans ces

rubriques.

Le montant global de 28'000'000 de francs couvre la totalité des coûts occasionnés par la participation à l'"EXPO'92"; y figurent p. ex. la location de l'emplacement, les travaux et aménagements intérieurs, les transports de personnes et de matériel depuis la Suisse, les assurances, l'organisation de la journée nationale, les activités dans le secteur des relations publiques, etc... Le poste budgétaire prévu pour l'exploitation peut paraître relativement élevé. Il convient cependant de prendre en considération que le niveau des salaires, ainsi que les coûts pour l'hébergement et pour la nourriture sont généralement très élevés dans les villes qui organisent une exposition universelle. Séville n'y fait pas exception, bien au contraire : dans ces domaines, cette ville bat de loin tous les records. C'est ainsi que les loyers des appartements ont presque triplé depuis que Séville a été autorisée à organiser l'"EXPO'92".

3 Exposition internationale spécialisée, Gênes 1992

31 " Colombo 92 Gênes " ou
" Christophe Colomb, le navire et la mer "

311 Généralités

Comme nous l'avons déjà relevé, 1992 ne sera pas seulement une année décisive pour l'Europe, elle marquera aussi le 500ème anniversaire de la découverte du Nouveau Monde. Cet anniversaire sera non seulement fêté dans la ville andalouse de Séville, mais également dans la ville italienne de Gênes.

Forte de son brillant passé, la capitale de la Ligurie se devait de souligner que Christophe Colomb, le grand navigateur, avait certes traversé l'Atlantique sur des navires mis à sa disposition par le roi d'Espagne, mais qu'il n'en était pas moins un enfant de Gênes. Une exposition internationale spécialisée, intitulée "Christophe Colomb, le

navire et la mer " se tiendra dès lors dans cette ville en 1992, parallèlement à celle de Séville, l'aval officiel lui ayant été octroyé par le Bureau International des Expositions (BIE) en date du 4.12.1987; il s'agira d'une exposition "reconnue", ce qui implique une thématique spécifique et une durée maximale de 3 mois.

C'est en date du 31 mai 1988 que la Suisse a été invitée officiellement par les autorités italiennes à participer à l'exposition de Gênes.

312 Démarches préliminaires de la Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger

Comme cela est le cas pour les "grandes" expositions universelles, les divers aspects d'une participation suisse aux expositions internationales spécialisées sont également examinés par la Commission de coordination pour la présence de la Suisse à l'étranger qui soumet ses recommandations au Conseil fédéral.

Ladite commission s'est prononcée en faveur d'une participation à l'Expo de Gênes et elle a chargé l'un de ses groupes de travail des tâches préparatoires. Le projet qui a été élaboré depuis lors permettrait de présenter notre pays de manière originale et attrayante dans la capitale ligurienne.

313 L'exposition

Gênes, ville aux étroites ruelles encaissées entre des façades aux dimensions imposantes, ne dévoile son visage que depuis la mer. Cette vision, de tous temps réservée aux navigateurs, sera également perceptible depuis l'ancien port, site choisi pour l'exposition. Le projet de mise en valeur de cet ensemble est, malgré son caractère industriel, d'une certaine élégance, grâce à la confrontation d'éléments architecturaux d'époques et d'origines diverses, ainsi qu'à la préservation de l'atmosphère portuaire.

Trois à quatre millions de visiteurs sont attendus par les

organisateurs, durant les 3 mois d'ouverture (15 mai-15 août 1992).

L'exposition de Gênes sera un événement culturel centré sur "Le navire et la mer"; ce thème général sera traité aussi bien dans les divers pavillons que lors de nombreux colloques in situ; ces derniers voueront une attention toute spéciale aux problèmes de l'exploitation des ressources provenant de la mer et à leur incidence pour l'avenir de la planète.

Les organisateurs de l'exposition ont proposé à la Suisse d'aménager son pavillon au rez-de-chaussée du "Quartiere Millo". Il s'agit d'un vaste magasin de marchandises de 3 étages situé idéalement à proximité de l'entrée principale de l'exposition, au bord de la mer, voisin immédiat du pavillon de l'Italie et de celui des Etats-Unis d'Amérique. Ce magasin sera restauré par les soins de l'architecte Renzo Piano. Il est prévu d'y loger, outre le pavillon de la Suisse, la représentation du CICR, les services de réception de l'exposition, ainsi que son restaurant officiel.

La proximité du quai permettra de développer des activités directement liées à la mer.

314 Les états participants

Au moment de la rédaction de ce message, 21 pays et 7 organisations internationales ont donné leur accord de participation.

Parmi les pays en question, nous trouvons notamment la France, la Grande-Bretagne, la République fédérale d'Allemagne, le Danemark, le Portugal, l'Espagne, la Yougoslavie, la Grèce, l'URSS, les Etats-Unis, l'Argentine, la Colombie, le Pérou et l'Equateur.

Les organisations internationales sont entre autres représentées par le Conseil de l'Europe, la Communauté européenne, le CICR, l'UNESCO, l'OCDE, l'Organisation des Nations Unies et l'Organisation Maritime Internationale.

32 La Suisse à l'exposition "Colombo 92" Gênes"

321 Raisons justifiant une participation de la Suisse

L'importance de l'Italie pour notre pays n'est plus à démontrer. Les courants migratoires ont été très marqués au cours des dernières décennies et les liens bilatéraux, qu'ils soient culturels, touristiques ou économiques, sont si étroits qu'une absence de la Suisse à "Colombo 92" ne manquerait pas d'étonner, ce d'autant plus que nous avons participé ces dernières années aux expositions universelles spécialisées de Tsukuba, Vancouver, Brisbane et Osaka et que nous serons présents à l'Expo de Séville en 1992.

La Suisse se doit aussi d'intensifier sa présence dans l'Europe des douze, à l'heure où s'accélère le processus d'intégration européenne.

Il convient de rappeler par ailleurs que la région ligurienne et le port de Gênes ont joué un rôle non négligeable dans le ravitaillement de notre pays, notamment au cours de la seconde guerre mondiale; il y a là des liens historiques que la communauté suisse sera heureuse d'évoquer à nouveau. Enfin, la colonie suisse, notre ambassade à Rome, ainsi que les autorités italiennes et liguriennes ont souligné à plusieurs reprises l'intérêt qu'elles portent à une participation de notre pays.

Certes, la thématique proposée par les organisateurs gênois ne semble pas, à première vue, correspondre aux activités et traditions suisses. Diverses branches de notre économie ont pourtant contribué de manière importante à la conquête des mers. Au 18^{ème} siècle déjà, nos horlogers construisaient des instruments de marine fort précis, permettant aux navigateurs de tenir leur route au milieu des océans; par la suite, nos industries des machines ont conçu et construit des moteurs Diesel très performants et équipé d'innombrables navires; d'autres ont su mettre en valeur les richesses maritimes au niveau de l'alimentation. En ce qui concerne l'océanographie,

les recherches d'Auguste et de Jacques Piccard ont beaucoup contribué aux progrès de cette science; elles ont d'ailleurs également eu pour cadre les côtes italiennes, notamment à Capri et à Ponza, et le sous-marin de Piccard s'appelait le "Trieste".

322 Le pavillon de la Suisse

L'Atelier Tcherdyne de Penthalaz, réalisateur notamment du Musée du Fer à Vallorbe et du "Museo Nazionale del San Gottardo", a été chargé par la COCO de concevoir un projet de pavillon, sur la base des thèmes proposés ci-dessus.

Le pavillon suisse s'articulera autour des 5 thèmes principaux suivants:

- "Les horlogers suisses et la mer":
contribution de l'horlogerie suisse, dès le 18ème siècle, à l'instrumentation classique de navigation, grâce à la fabrication de garde-temps permettant une détermination toujours plus précise de la longitude;
- "Les Piccard et l'exploration scientifique des mers":
océanographie, technologie des sous-marins scientifiques, exploration scientifique des mers par Auguste et Jacques Piccard
- spectacle multi-vision sur la Suisse et la mer;
- stand d'information multi-disciplinaire;
- sous-marin touristique conçu par Jacques Piccard et affrété par la Société Deep Line qui organisera des plongées payantes au large de Gênes.

Répartition volumétrique du pavillon

La partie principale du pavillon, avec une surface d'exposition de 600m², permettra de littéralement plonger le visiteur dans la lumière diffuse, le climat sonore et l'ambiance des profondeurs sous-marines. Un certain nombre de vitrines-bulles brilleront comme des cristaux dans la lumière bleutée et mouvante de la salle et présenteront des collec-

tions d'objets thématiques. Une maquette grandeur nature du sous-marin "Forel" sera suspendue dans l'espace, en situation de plongée, en dessus des visiteurs, complétant pour ceux-ci l'illusion de se mouvoir à 50 mètres de profondeur. Une enveloppe sonore de bruits d'hélices, de sonar et d'écho sondeur, de cris de baleines et de dauphins, de respiration de plongeurs, de jets de bulles se combinera avec l'ambiance de lumière sous-marine. A intervalles réguliers, un spectacle audiovisuel sur la Suisse et la mer sera projeté simultanément sur deux écrans de 8 m.x 1,5 m. suspendus dans l'espace, face à face. La langue parlée sera l'italien et chacun des écrans comportera, en sous-titres projetés, diverses autres langues. 300 personnes pourront assister à chaque présentation du spectacle.

L'ensemble des systèmes techniques sera suspendu à une structure métallique fixée au plafond du pavillon, libérant toute la surface du sol. Les vitrines-bulles thématiques étant distribuées sur toute cette surface, la circulation des visiteurs sera très fluide.

Des bornes vidéo interactives donneront la possibilité de poser différentes questions à J. Piccard, les réponses ayant été pré-enregistrées sur vidéodisques.

Une autre partie du pavillon comportera un stand de réception et d'information, des vitrines destinées à la présentation d'objets et à la promotion de certains produits suisses, une surface permettant d'exposer des articles thématiques, une zone de repos pour le personnel, un atelier de maintenance pour le pavillon et le sous-marin, un bureau, une réserve de documentation, ainsi qu'une VIP lounge.

Au stand d'information, les visiteurs trouveront de la documentation sur notre pays et pourront acheter divers souvenirs, ainsi que les billets pour les plongées sous-marines.

L'exposition sera préparée en étroite collaboration avec le

"Musée international d'horlogerie" de La Chaux-de-Fonds et M. Jacques Piccard.

Plongées en sous-marin

Une attraction unique, faisant indirectement partie intégrante de notre pavillon, sera proposée aux visiteurs de l'exposition par la firme suisse Deep-Line: des plongées au large de Gênes, à une profondeur de 100 mètres, à bord du sous-marin touristique conçu par Jacques Piccard (16 passagers et 2 hommes d'équipage). Une estacade construite en bordure du quai, face au pavillon suisse, permettra aux touristes sous-marins d'embarquer à bord d'une navette qui les amènera sur les lieux de la plongée.

323 Organisation

Le Département a informé les autorités italiennes que, sous réserve de l'assentiment des Chambres fédérales, la Suisse participera à l'exposition de Gênes en 1992.

Comme déjà relevé, la Commission de coordination est responsable de la bonne marche des travaux préparatoires. En ce qui concerne la gestion du pavillon, des discussions sont actuellement en cours avec l'Office national suisse du tourisme qui possède l'expérience de ce genre d'activités. Ce dernier ne manquera pas de tenir la COCO au courant de l'état d'avancement du projet, afin que celle-ci puisse accompagner ce projet de manière ininterrompue.

324 Budget

Le budget, ainsi que la planification financière 1990-1992 prévoient pour Gênes dans la rubrique "expositions universelles", un montant de deux millions de francs. Il sera, dès lors, nécessaire de faire appel à des fonds de l'industrie privée, afin d'équilibrer le budget requis pour notre présence dans la capitale ligurienne. Les sondages effectués à cet effet semblent jusqu'à présent positifs.

Le projet présenté par l'Atelier Tcherdyne prévoit un investissement global de 1,5 million de francs. Ce montant comprend les coûts pour la conception, la préfabrication en Suisse de tous les éléments du pavillon, y compris des programmes audio-visuels et vidéos, le transport, le montage à Gênes, ainsi que la maintenance technique pendant la durée de l'exposition.

En revanche, les frais découlant des prestations de service des organisateurs gênois de l'exposition, les assurances, les salaires, indemnités, frais de relations publiques, frais de transport du personnel qu'il y aura lieu d'engager en Suisse ou sur place pour la conduite du pavillon, ne sont pas inclus dans le budget susmentionné. Sur la base d'expériences faites à l'occasion d'expositions internationales antérieures, on peut admettre que les prestations couvertes par le devis de l'Atelier Tcherdyne représentent environ 55 % du coût total de la participation de notre pays à la manifestation gênoise.

Une extrapolation sur la base de ces indications permet d'estimer le budget total pour la participation à l'exposition de Gênes à 2,7 millions de francs.

4. Conséquences financières et effet sur l'état du personnel

4.1 Conséquences financières pour la Confédération

Le présent message prévoit l'ouverture d'un crédit d'engagement de 28'000'000 de francs pour la participation à l'"EXPO'92" à Séville (Espagne), ainsi qu'un crédit d'engagement de 2'000'000 de francs pour la participation à l'exposition internationale spécialisée "Christophe Colomb, le navire et la mer" à Gênes (Italie), les deux expositions auront lieu en 1992. Le montant total requis de 30'000'000 de francs est prévu au budget, ainsi que dans la planification financière des années 1990-1992.

42 Effets sur l'état du personnel de la Confédération

Il n'y aura pas d'incidence immédiate sur l'effectif du personnel de la Confédération. Si notre pays devait, dans un proche futur, décider de participer à d'autres expositions universelles (p.ex. Taejon 1993, Vienne-Budapest 1995), il serait indispensable d'engager une personne qualifiée, afin de maîtriser le très grand volume de travail qu'occasionnerait ces événements. Cette unité serait intégrée, par la voie budgétaire ordinaire, dans les demandes en personnel du DFAE.

5. Grandes lignes de la politique gouvernementale

Ces projets figurent parmi les arrêtés de financement du programme de la législature 1987 - 1991. Lors de la rédaction de ce dernier, les villes de Séville et de Chicago avaient présenté auprès du BIE leur candidature pour l'organisation conjointe d'une exposition universelle. La ville de Chicago s'étant désistée entre-temps, elle a été remplacée par Gênes.

6. Constitutionnalité

La base constitutionnelle pour l'arrêté fédéral se fonde sur la compétence générale de la Confédération en matière de relations avec l'étranger. En ce qui concerne la compétence du Conseil fédéral pour la présence officielle de la Suisse dans les expositions universelles, elle est basée sur la teneur du chiffre 8 de l'art. 102 de la Constitution fédérale. La compétence de l'Assemblée générale repose sur sa compétence générale en matière financière selon l'art. 85, chiffre 10, de la Constitution.

Le Conseil fédéral vous propose de suivre la pratique adoptée jusqu'ici (ainsi que FF 1984 I 1213, ainsi que message Brisbane, FF 1987 I 801) et d'ouvrir les crédits qui font l'objet du présent message, sur la base d'un arrêté fédéral simple, conformément à l'art. 8 de la loi sur les rapports entre les Conseils. L'arrêté n'est pas soumis au référendum facultatif.

Annexe : - projet d'arrêté fédéral

Arrêté fédéral

Projet

concernant la participation de la Suisse à
l'exposition universelle " EXPO'92 " de Séville,
ainsi qu'à l'exposition internationale spécialisée
"Christophe Colomb, le navire et la mer" de
Gênes, en 1992.

L'assemblée fédérale de la Confédération suisse,

vu l'article 85, chiffre 10, de la constitution;

vu le message du Conseil fédéral du 24 octobre 1990,

arrête:

Article premier

Sont approuvés:

- a. Un crédit d'engagement de 28 millions de francs pour la participation de la Suisse à l'exposition universelle de Séville (Espagne) en 1992;
- b. Un crédit d'engagement de 2 millions de francs pour la participation de la Suisse à l'exposition internationale spécialisée de Gênes (Italie) en 1992.

Art. 2

Le présent arrêté, qui n'est pas de portée générale, n'est pas soumis au référendum.

Condensé

- 1 **Partie générale**
- 11 Historique des expositions universelles
- 12 Développements récents
- 13 Perspectives et conclusions pour la Suisse

- 2 **Exposition universelle de Séville en 1992**
- 21 "EXPO'92" (du 20 avril au 12 octobre 1992)
- 211 Généralités
- 212 L'exposition en chiffres
- 213 Les pays participants

- 22 La Suisse à l'"EXPO '92"
- 221 Raisons justifiant la participation de la Suisse
- 222 Décision de principe de participation
- 223 Concours d'idées
- 224 Destin du projet gagnant du concours
- 225 Idée à la base du projet "ICARE"
- 226 Organisation
- 227 Coûts

- 3 **Exposition internationale spécialisée de Gênes en 1992**
- 31 "Colombo 92 Gênes" ou "Christophe Colomb, le navire et la mer"
- 311 Généralités
- 312 Démarches préliminaires
- 313 L'exposition
- 314 Les Etats participants

- 32 La Suisse à l'exposition "Colombo 92", Gênes"
- 321 Raisons justifiant une participation de la Suisse
- 322 Le pavillon de la Suisse
- 323 Organisation
- 324 Budget

- 4 **Conséquences financières et effet sur l'état du personnel**
- 41 Conséquences financières pour la Confédération
- 42 Effets sur l'état du personnel de la Confédération

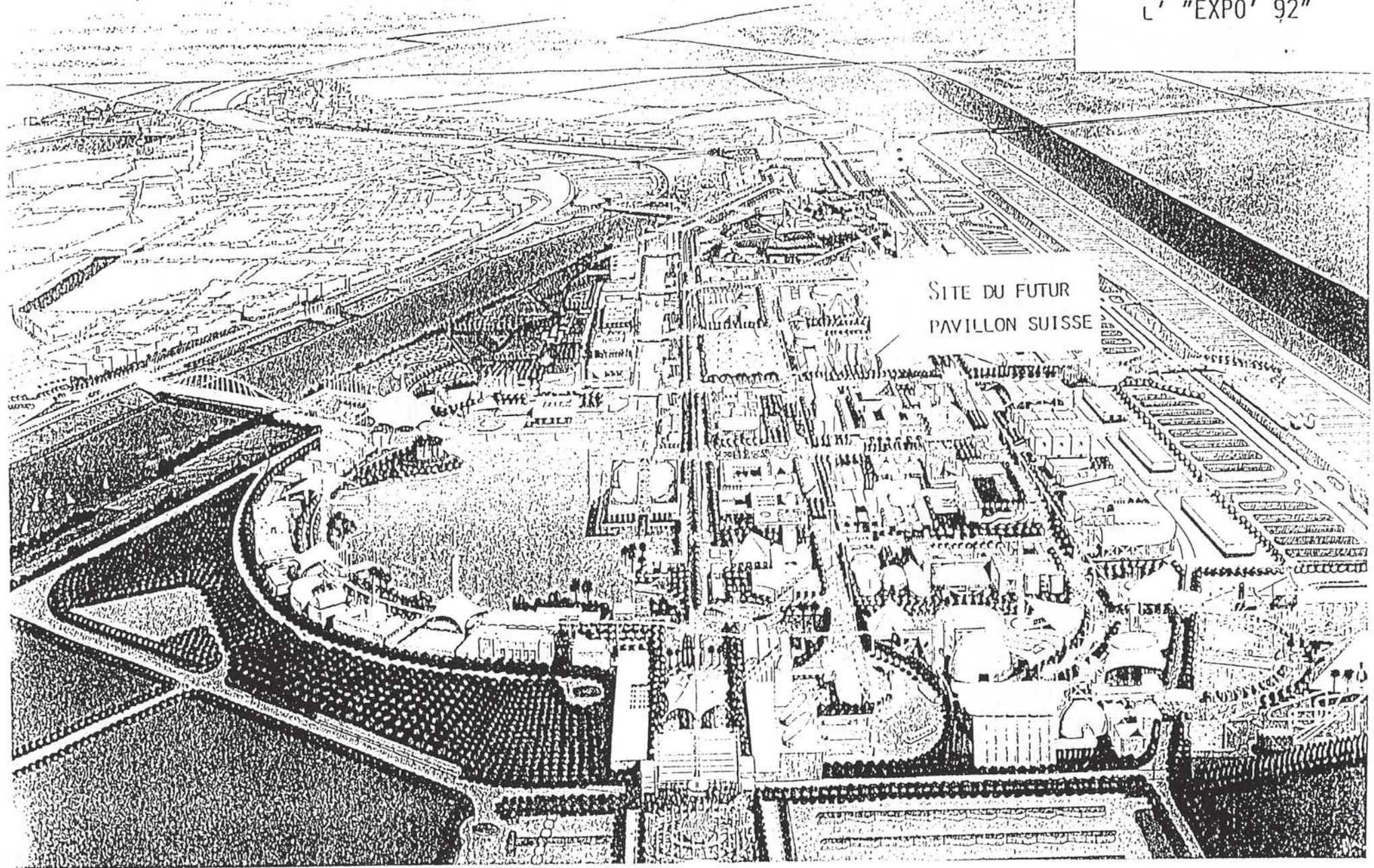
- 5 **Grandes lignes de la politique gouvernementale**

- 6 **Constitutionnalité**

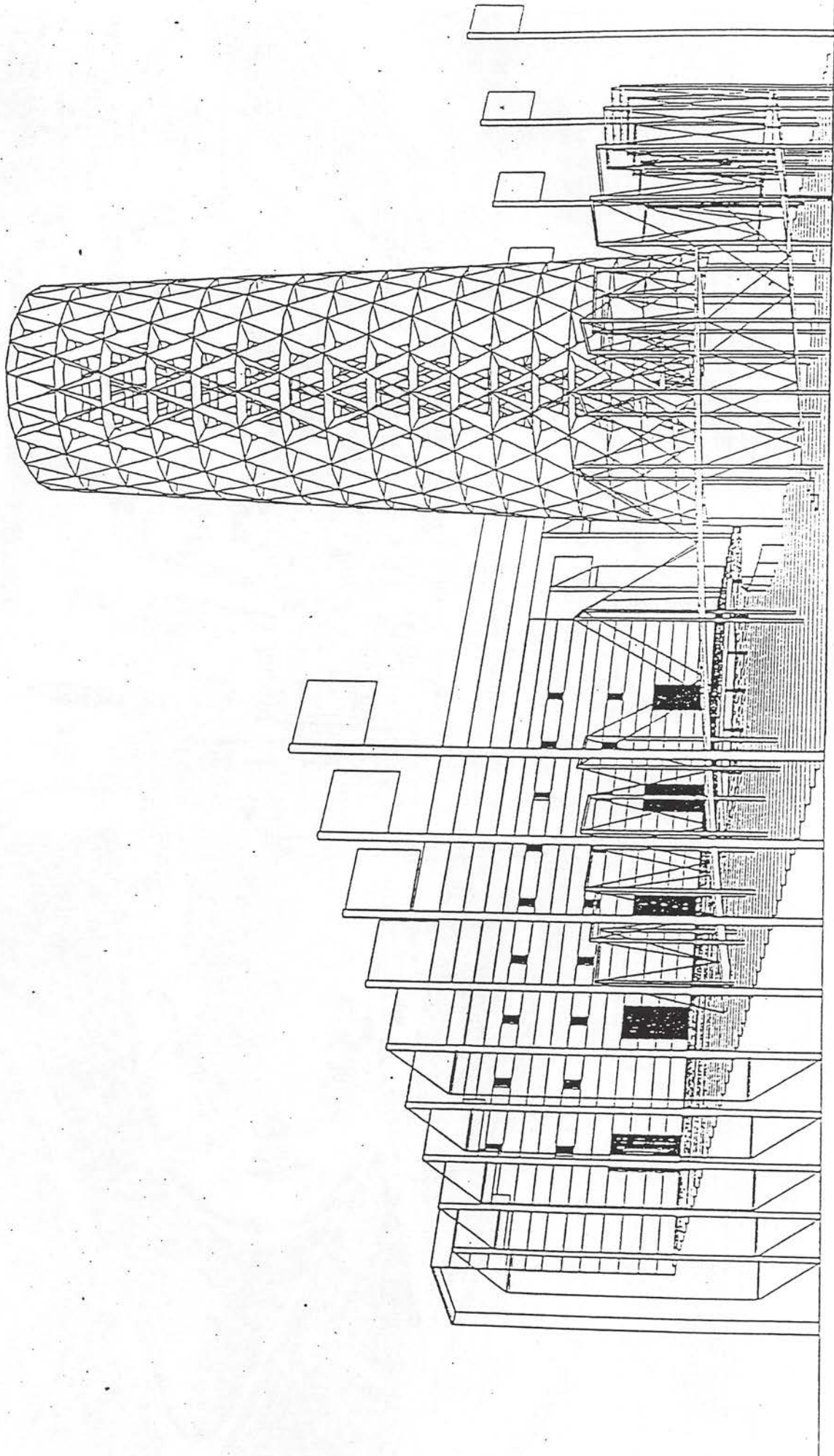
VUE D'ARTISTE DU

SITE DE

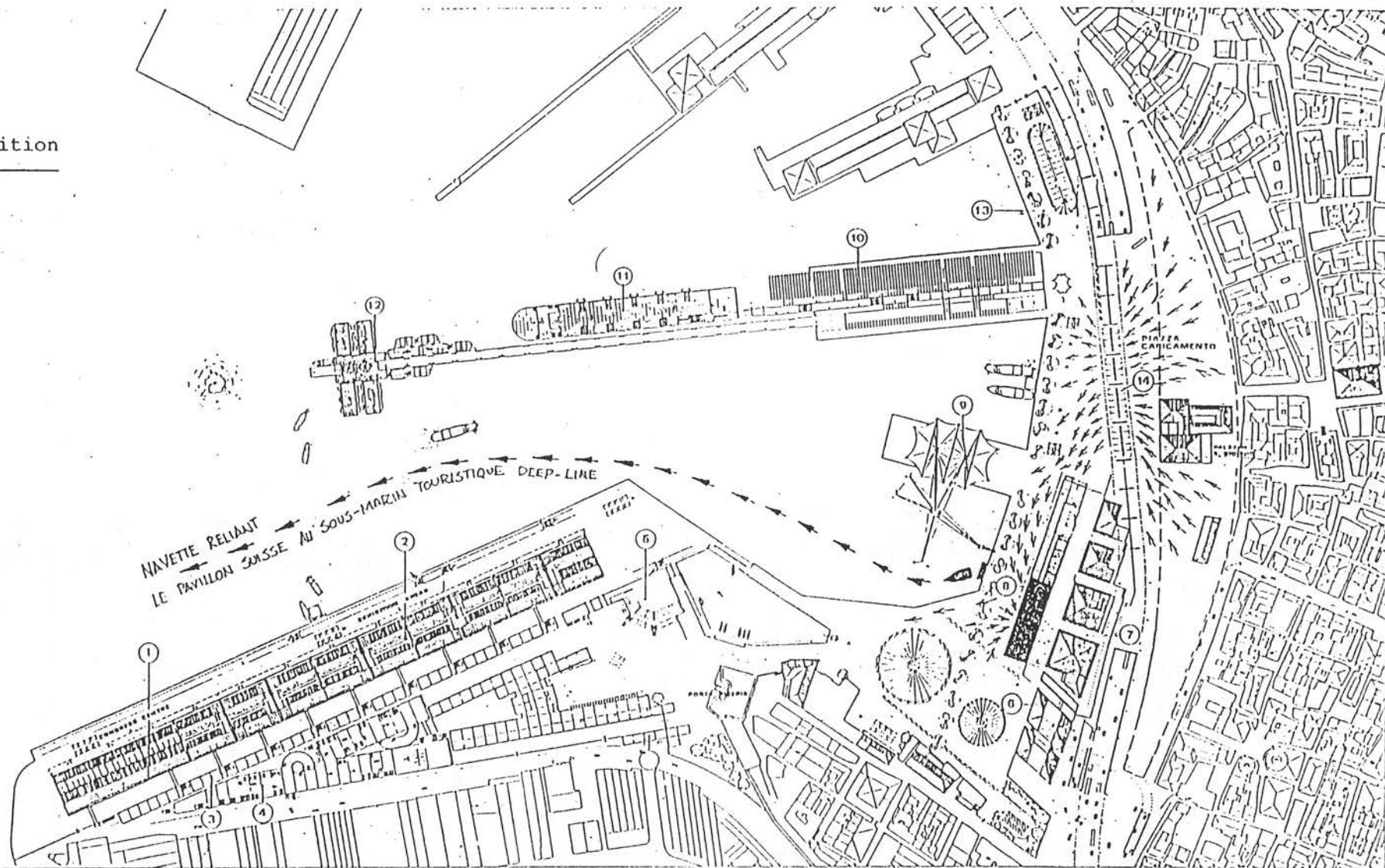
L' "EXPO' 92"



SITE DU FUTUR
PAVILLON SUISSE



Plan du port de Gênes
et du site de l'Exposition



1. Centre de congrès

2. Magasins du coton

3. Bâtiments techniques

4. Parking

5. Amphithéâtre

6,7. Pavillon américain

8. Restaurant de l'exposition.

Réception de l'exposition

Pavillon Suisse

9. Tour avec ascenseur panoramique

10,11. Pavillon italien

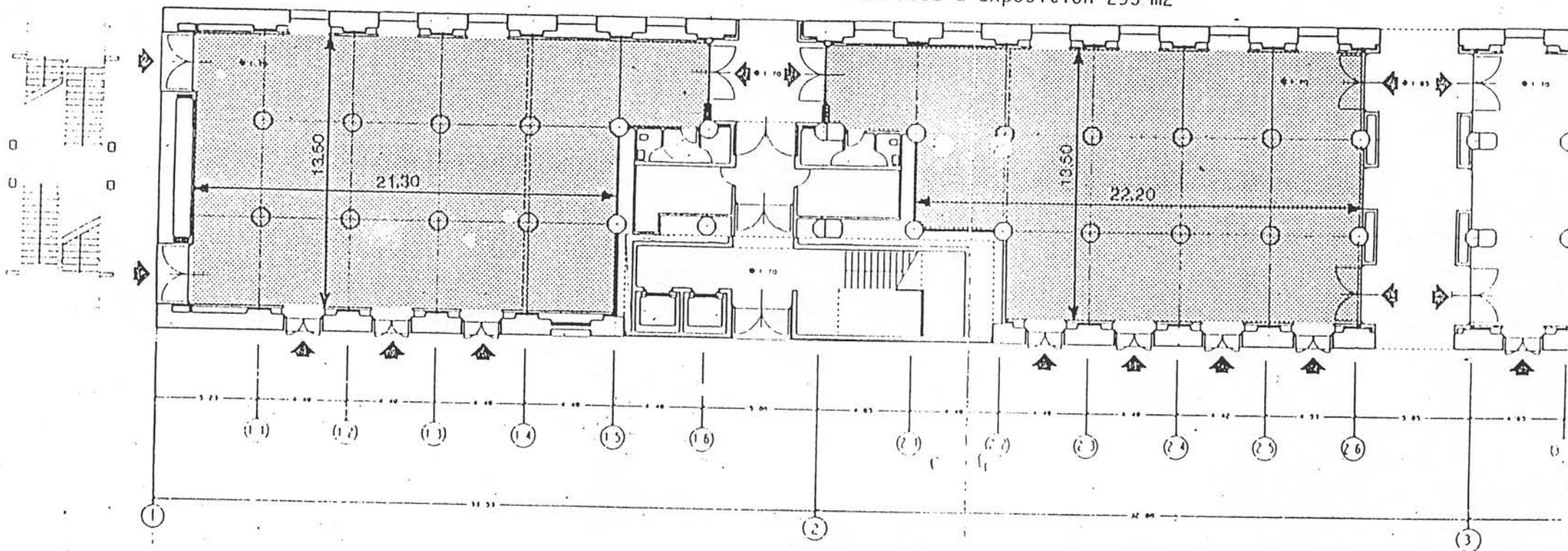
12. Ile flottante

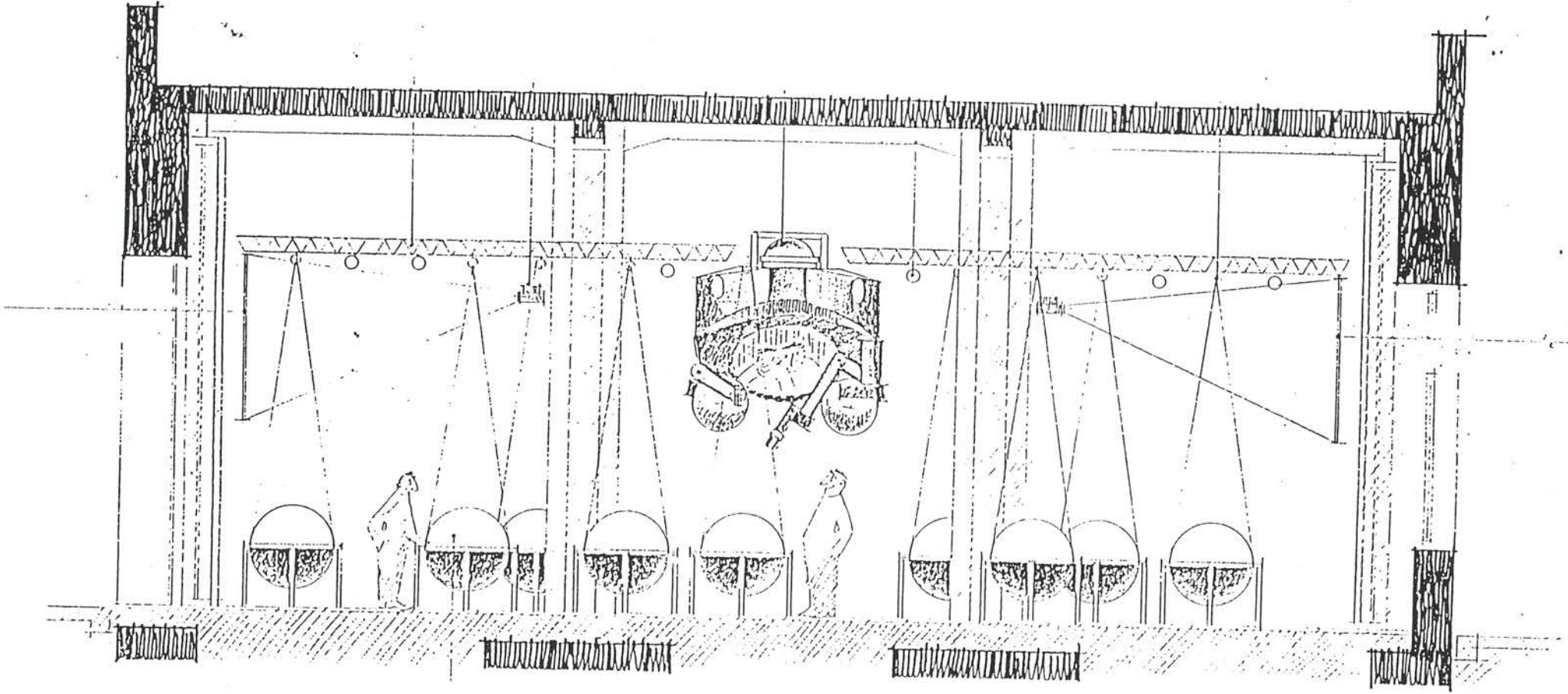
13. Parking

14. Entrée principale

Surface d'exposition 303 m²

Surface d'exposition 295 m²





Pavillon suisse Gênes 1992
vue en coupe verticale

ATELIER TCHERDYNE SEPT. 1990

Botschaft

zur Teilnahme der Schweiz an der
Weltausstellung "EXPO'92" in Sevilla
und an der Spezial-Weltausstellung
"Christoph Kolumbus, das Schiff und das Meer"
in Genua im Jahre 1992

vom

Sehr geehrte Herren Präsidenten,
sehr geehrte Damen und Herren,

mit dem Antrag auf Zustimmung unterbreiten wir Ihnen die Bot-
schaft und den Entwurf zu einem Bundesbeschluss über die
Teilnahme der Schweiz an der

1. Weltausstellung in Sevilla (Spanien) im Jahre 1992
2. Spezial-Weltausstellung in Genua (Italien) im Jahre
1992.

Wir versichern Sie, sehr geehrte Herren Präsidenten, sehr
geehrte Damen und Herren, unserer vorzüglichen Hochachtung.

Im Namen des Schweizerischen Bundesrates

Der Bundespräsident: Koller

Der Bundeskanzler: Buser

Uebersicht

Die vorliegende Botschaft hat zum Ziel, einen Verpflichtungskredit von 28 Millionen Franken für die Teilnahme der Schweiz an der Weltausstellung in Sevilla (Spanien) im Jahre 1992 genehmigen zu lassen.

Die "EXPO'92" findet unter dem Thema "Zeitalter der Entdeckungen" in Sevilla statt. Diese Stadt im Süden Spaniens war vor fünfhundert Jahren Ausgangspunkt der Seereise von Christoph Kolumbus, die zur Entdeckung Amerikas führte. Das Motto der Ausstellung darf in einem weiten Sinne interpretiert werden; die teilnehmenden Länder verfügen somit über einen breiten Spielraum für die thematische Schwerpunktsetzung für ihre jeweiligen Pavillons.

Auf einem Ausstellungsareal von 215 Hektaren werden mehr als 140 Pavillons, Kulturzentren, Kongressbauten sowie mehrere Dutzend Restaurants und Vergnügungsstätten errichtet werden. Die Veranstalter rechnen mit der Teilnahme von 106 Ländern, 32 Internationalen Organisationen sowie zahlreichen privaten Grossfirmen. Die "EXPO'92" wird somit zur bestbesuchten Veranstaltung in der Geschichte der Weltausstellungen. Es werden 18 - 20 Millionen Besucher erwartet.

Das zentral gelegene Gelände für den Schweizer Pavillon ist 3'400 m² gross. Auf ihm soll das Projekt "IKARUS" des Waadtländer Architekten Vincent Mangeat realisiert werden.

Nicht zuletzt aufgrund eines rund dreissig Meter hohen Papierturms sowie seiner thematischen Ausrichtung auf das kulturelle Bild der Schweiz wird unser Land mit einer etwas aussergewöhnlichen Präsentation aufwarten. Gerade dank ihrer Originalität und Attraktivität dürfte sie indessen ihre anziehende Wirkung auf die Besucher der Weltausstellung nicht verfehlen.

Die vorliegende Botschaft hat auch zum Ziel, einen Verpflichtungskredit von 2 Millionen Franken für die Teilnahme der

Schweiz an der Spezial-Weltausstellung in Genua im Jahre 1992 genehmigen zu lassen.

In dieser Stadt wird gegenwärtig eine internationale Ausstellung vorbereitet, die gleichzeitig mit Sevilla im Rahmen der 500-Jahresfeiern der Entdeckung der Neuen Welt den teilnehmenden Ländern unter dem Motto "Christoph Kolumbus, das Schiff und das Meer" die Möglichkeit bietet, ihre Beiträge zur Entwicklung der Seeschifffahrt, der wissenschaftlichen Forschung sowie zur industriellen Ausnutzung des Meeres vorzustellen.

Auf einer Fläche von rund 600 m² sollen im Schweizer Pavillon verschiedene Themen behandelt werden. Zum einen wird der Beitrag der Schweizer Uhrenindustrie zur klassischen Seefahrtsinstrumentation illustriert werden. Andererseits sollen die Arbeiten der Piccards im Bereich der Ozeanographie sowie die Errungenschaften dieser beiden Pioniere auf dem Gebiet der wissenschaftlichen Erforschung der Meere gezeigt werden. Daneben sind Multi-Visions-Vorführungen über das Thema "Die Schweiz und das Meer" und Tauchfahrten mit einem schweizerischen Unterseeboot für Touristen vor dem Hafen Genuas vorgesehen.

BOTSCHAFT

1 Allgemeiner Teil

1.1 Die Geschichte der Weltausstellungen

Die Weltausstellungen sind keine Erfindungen der Neuzeit. Ihr Ursprung liegt beinahe 1 1/2 Jahrhunderte zurück. Im Jahre 1851 fand in London, damals Metropole eines weitreichenden Einflussbereiches sowie der weltweit führenden Industrienmacht, die erste "universelle, internationale Ausstellung" im heutigen Sinne statt. Sie verzeichnete einen eklatanten Erfolg. Bei einer Teilnahme von 28 Ländern wurden mehr als 6 Mio. Besucher verzeichnet, ein für die damaligen Verhältnisse äusserst beträchtlicher Zustrom an Interessierten.

In der Folge beherbergten bis zur Jahrhundertwende fünfmal Paris (1855, 1867, 1878, 1889 und 1900) sowie Wien (1873) und Chicago (1893) mit zunehmendem Besucherandrang solche Veranstaltungen. Bis zum 2. Weltkrieg folgten weitere acht Weltausstellungen, wovon je zwei in Brüssel (1910 und 1935) sowie erneut in Paris (1931 und 1937) stattfanden. Die übrigen Ausstellungen wurden in den Vereinigten Staaten abgehalten: Saint Louis (1904), San Francisco (1915), Chicago (1933-34) und New York (1939-40).

Die erste Nachkriegsausstellung fand 1958 in Brüssel statt; ihr folgten Veranstaltungen im Sinne "grosser" Weltausstellungen in New York (1964-65), Montreal (1967) sowie Osaka (1970). Nach einer ganzen Reihe von sogenannten "Spezial-Weltausstellungen" findet die nächste Grossveranstaltung nunmehr 1992 in Sevilla statt.

Zwischen 1936 und 1991 fanden ausserdem 28 "Spezial-Weltausstellungen", die überwiegende Mehrzahl davon in Europa. In jüngster Vergangenheit ergab sich jedoch eine geographische Oeffnung mit Ausstellungen in San Antonio, USA (1968), Okinawa, Japan (1975), Knoxville, USA (1982), New Orleans, USA (1984), Tsukuba, Japan (1985), Vancouver, Kanada (1986) und

Brisbane, Australien (1988).

Diese Aufzeichnung vermag zu verdeutlichen, weshalb sich bereits relativ früh eine internationale Regelung auf dem Gebiet der Weltausstellungen aufdrängte. An einer diplomatischen Konferenz in Berlin im Jahre 1912 wurden die Grundsteine für eine internationale Konvention auf dem Gebiet der Weltausstellungen gelegt. Der Ausbruch des 1. Weltkrieges verhinderte indessen deren Verabschiedung. Im Jahre 1928 fand eine erneute Konferenz zu diesem Thema in Paris statt, an der Delegierte aus 31 Staaten teilnahmen. Sie unterzeichneten am 22. November 1928 die erste Konvention betreffend die internationalen Ausstellungen. Diese stellte verbindliche Regeln auf in bezug auf ihre Häufigkeit und definierte die Rechte und Pflichten der Aussteller sowie der Organisatoren. Für die Ueberwachung und die Einhaltung der Regeln dieser Konvention wurde das internationale Ausstellungsbüro "Bureau international des expositions" (BIE) mit Sitz in Paris gegründet. Es hat in der Folge in den Jahren 1948 und 1966 durch zwei Zusätze zur Konvention von 1928 die Frequenz der Ausstellungen in den Griff zu bekommen versucht. Nochmalige Revisionen fanden 1972 und 1982 statt. Aufgeschreckt durch die stark zunehmende Zahl von Ausstellungen (zwischen 1982 und 1992 werden es insgesamt 11 sein) hat das BIE im Mai 1987 ein Moratorium verfügt, indem es für die Zeitspanne zwischen 1992 und dem Jahre 2001 nur noch zwei grosse Weltausstellungen zuließ. Diese sind in der Zwischenzeit an Wien/Budapest (1995) sowie Hannover (2000) vergeben worden. Bei diesen beiden Veranstaltungen handelt es sich um sogenannte registrierte Ausstellungen mit einer Dauer von sechs Monaten; sie finden gemäss den neuen BIE-Regeln alle fünf Jahre statt. Daneben gibt es die Kategorie der sogenannten anerkannten Ausstellungen. Zu ihnen zählen die "Triennale von Mailand", die vom BIE registrierten internationalen Blumen- und Gartenbauausstellungen sowie die sogenannten (kleinen) Spezial-Weltausstellungen. Diese dürfen nicht mehr als drei Monate dauern, müssen mit einer Ausstellungsfläche von 25 ha auskommen und sollen auf geringe Teilnahmekosten abzielen. Die Ausstellungen von Genua (1992) und Taejon, Südkorea (1993) zählen zu dieser Kategorie

von Veranstaltungen. Eine weitere ist für Lissabon (1998) angekündigt, aber vom BIE noch nicht beschlossen worden.

12 Neuere Entwicklung

Eine Hochrechnung ergibt, dass zwischen 1992 und dem Jahre 2000 insgesamt sechs Weltausstellungen zur Austragung gelangen dürften. Bei drei von ihnen wird es sich um kleinere, weniger kostenintensive Ausstellungen handeln. Dem steht gegenüber, dass die Weltausstellung von 1995 - mit dem Ziel, den Brückenschlag zwischen Ost und West zu verdeutlichen - gleichzeitig in Wien und Budapest stattfindet mit entsprechenden Auswirkungen in organisatorischer und finanzieller Hinsicht. Die neuere Entwicklung muss als inflationär bezeichnet werden. Der Rhythmus stellt bezüglich Logistik und Kostenfrage beträchtliche Ansprüche an die teilnahmewilligen Länder. Dabei gilt festzuhalten, dass es an sich jedem BIE-Mitgliedland freisteht, an einer Ausstellung teilzunehmen oder nicht. Die Praxis zeigt indessen, dass politische Beeinflussungs- und Druckversuche diese Entscheidungsfreiheit oft beträchtlich einzuengen vermögen. Dies trifft selbstverständlich auch auf eine Reihe von objektiven Gründen zu, die es bei der Beurteilung einer Teilnahmefrage zu berücksichtigen gilt: geographische Aspekte (Nachbarland als Austragungsort, gleichmässige Berücksichtigung verschiedener Kontinente, usw.), wirtschaftliche Erwägungen (Festigung oder Ausbau unserer Wirtschaftsbeziehungen durch verstärkte Präsenzmarkierung) sowie übergeordnete Motive (z.B. Referenzerweisung an ein Schwellenland).

13 Perspektiven und Folgerungen für die Schweiz

Die Teilnahme an Weltausstellungen wird auch für unser Land in Zukunft ein Thema bleiben. Die Fragen nach Sinn und Zweck solcher Veranstaltungen sowie nach ihrer Daseinsberechtigung in der heutigen Zeit praktisch unbeschränkter Mobilität und weitestgehendem Informationsfluss über alle Grenzen hinweg werden weiterhin aktuell bleiben. Verbindliche, allgemeingültige Antworten werden kaum zu finden sein. Bisherige Er-

fahrungen haben auch gezeigt, dass reine Kosten-Nutzen-Erwägungen nicht zu schlüssigen Ergebnissen führen. So sind beispielsweise die Auswirkungen einer Ausstellungsteilnahme auf allfällige Steigerungen bei den Handelszahlen oder im Touristenaufkommen kaum messbar oder direkt nachweisbar. Andere, allgemeinere Gründe dürften inskünftig weiterhin im Vordergrund stehen für den Entscheid, an einer Weltausstellung teilzunehmen: der Wille, Flagge zu zeigen, Präsenz zu markieren, nicht abseits zu stehen. Bei der gegenwärtig feststellbaren Tendenz zu einer "Universalisierung" der Weltausstellungen dürfte ein Nichtteilnahmeentscheid aus dieser Optik immer schwieriger werden. Die Fragestellung wird deshalb weniger lauten: welche Gründe sprechen für eine Teilnahme, als vielmehr: können wir es uns überhaupt leisten, nicht teilzunehmen?

Stellt man auf die bisherigen Kosten bei der Teilnahme an grossen und kleineren Weltausstellungen ab und nimmt man ausserdem die mit dieser Botschaft angebotenen Beträge für Sevilla und Genua als approximativen Gradmesser für zukünftige Ausstellungen, ergibt eine Hochrechnung bis ins Jahr 2000 einen Finanzbedarf für die insgesamt sechs Weltausstellungen von rund 100 Millionen Franken. Dieser Betrag nimmt sich im internationalen Quervergleich bescheiden aus; er ist aber an unseren schweizerischen Realitäten und Möglichkeiten zu messen. Diese müssen uns auch dazu führen, den Kostenrahmen nicht jeweils an den Teilnahmeprojekten zu orientieren, sondern umgekehrt die Projektverfasser zu zwingen, sich an einen fest vorgegebenen finanziellen Rahmen zu halten, auch wenn dieser sich im internationalen Vergleich bescheiden ausnehmen sollte. Diese Vorgehensweise ist bisher in der Regel mit Erfolg gewählt worden, auch wenn die dadurch aufgezwungene Kostendisziplin gelegentlich zu Abstrichen beim Wünschbaren zugunsten des Machbaren führen musste.

21 " EXPO'92 "

(vom 20. April bis zum 12. Oktober 1992)

211 Allgemeiner Teil

Im Jahre 1992 wird der 500. Jahrestag eines der bedeutendsten Ereignisse der Geschichte und der Zivilisation begangen werden: die Entdeckung Amerikas. Dieses Ereignis hat Sevilla, von dem die meisten Seefahrten von Christoph Columbus ausgingen, als willkommenen Anlass für die Ausrichtung einer Weltausstellung genommen. Ihr Thema lautet denn auch folgerichtig "Das Zeitalter der Entdeckungen"; es soll indessen nicht etwa in einem engen geschichtlichen oder geographischen Sinne verstanden werden. Ganz im Gegenteil sollen alle Entdeckungen erfasst werden können, die im Verlaufe der Zeit neue Horizonte in allen Bereichen der menschlichen Tätigkeit eröffnet haben. Die Ausstellung will sich als Reise durch Zeit und Raum verstanden wissen, die Rückblick und Ausblick zugleich erlaubt. Sevilla bietet sich als Forum an für die Begegnung mit den grossen Ideen und Problemen der Menschheit. Die "EXPO'92" soll den kritischen und intellektuellen Beweis erbringen für den Wandel der Zeit und die Wandlungsfähigkeit der Welt. Sie will aber auch bewusst eine moderne Ausstellung sein, ausgerichtet auf den Fortschritt einer neuen Welt, einer Welt in Bewegung und Veränderung. Sevilla wird im Jahre 1992 nicht nur eine Weltausstellung beherbergen, sondern auch ein Ort der Begegnung erster Güte sein. Konferenzen, Kolloquien, Symposien und Kongresse werden Spezialisten und Intellektuelle aus der ganzen Welt in diese Stadt kommen lassen, wo sie sich durch ihre Vorträge und Diskussionen der Wissenschaft und der Forschung sowie der Innovation und dem schöpferischen Geist ihre Referenz erweisen werden.

212 Die Ausstellung in Zahlen

Während ihrer sechsmonatigen Dauer erwartet die "EXPO'92" 18 - 20 Millionen Besucher. Jeden Tag wird das Ausstellungsgelände zu einer mittelgrossen Stadt werden mit einer Aufnahmefähigkeit von rund 250'000 Personen. Die Schätzungen laufen darauf hinaus, dass rund 53 % von ihnen Ausländer sein wer-

den, vornehmlich Touristen, die von ihren Ferienorten in ganz Spanien einen Abstecher nach Sevilla machen werden. Die Spanier selbst werden die restlichen 43 % der Besucher stellen.

Das Ausstellungsgelände selbst befindet sich auf der sogenannten Insel der Kartause. Dieses im 15. Jahrhundert erbaute Kloster beherbergte des öfters Christoph Kolumbus im Vorfeld seiner Entdeckungsfahrt nach Amerika. 1992 wird das Gebäude, gebührend restauriert, in den königlichen Pavillon der Ausstellung umfunktioniert werden. Das restliche Ausstellungsgelände umfasst 215 Hektaren. Auf ihm werden mehr als 140 Pavillons, Kulturzentren, Kongressbauten, Sport- und Vergnügungsanlagen, mehr als 100 Restaurants, Verkaufseinrichtungen sowie ein Parkplatz für mehr als 30'000 Fahrzeuge errichtet werden. Die Mobilität der Besucherer und der Veranstalter wird gewährleistet durch ein 40 km langes, EXPO-internes Strassennetz, durch ein Monorail schweizerischer Provenienz, durch eine Seilbahn sowie durch ein Netz von Seen und Kanälen, die vom nahegelegenen Fluss Guadalquivir gespiesen werden. Grosse Bedeutung messen die Veranstalter nicht zuletzt aus klimatischen Gründen einer intensiven Bepflanzung und Begrünung des Ausstellungsareals bei. Zu diesem Zweck sollen 350'000 Bäume und Sträucher gepflanzt werden.

Die Ausrichter der Weltausstellung werden ihren eigenen Beitrag leisten an die Verarbeitung und die Visualisierung des Themas der "EXPO'92". Auf einem mehrere Kilometer langen und von einem Ende der Ausstellung zum anderen reichenden "Weg der Entdeckungen" wird der Besucher mehrere zum Teil gigantisch-monumentale Pavillons besuchen können, in denen die Welt des 15. Jahrhunderts, die grossen Entdeckungen der Menschheit bis zur Neuzeit, die Geschichte der Seeschifffahrt sowie die Zukunftsperspektiven unserer Technologie gezeigt werden sollen. Die meisten dieser Gebäude sollen Sevilla nach Abschluss der Weltausstellung erhalten bleiben und als Ausbildungs-, Forschungs- und Begegnungsstätte dienen. Für die Abhaltung kultureller Veranstaltungen werden im Ausstellungsareal ein Open-air-Auditorium für 7'000 Zuschauer sowie ein gedecktes Kulturzentrum mit einer Kapazität von 8'000 Besu-

chern gebaut. In der Stadt Sevilla selbst stehen die traditionellen Kulturstätten wie das Auditorium de la Maiestranza, das Theater Lope de Vega, die Reales Alcàzares sowie die Kathedrale für kulturelle Anlässe ebenfalls zur Verfügung. Auf dem Sektor der Infrastruktur sind der Bau eines neuen Flughafengebäudes, eines neuen Bahnhofes sowie zahlreicher Brücken und die Fertigstellung einer Autobahnverbindung mit Madrid vorgesehen. Die dafür projektierten Investitionskosten belaufen sich auf mehr als 600 Milliarden Peseten. Die budgetierten Kosten für die Ausstellung selbst werden nach den gegenwärtig bekannten Schätzungen mit mindestens 75 Milliarden Peseten veranschlagt.

213 Die teilnehmenden Staaten

An der "EXPO'92" werden 106 Länder, 32 Internationale Organisationen sowie rund 2 Dutzend private Grossfirmen teilnehmen. Die Aufteilung der Länder nach Kontinenten ist die folgende: Europa (32), Afrika (17), Amerika (31), Asien und Ozeanien (26). Mit diesen Teilnehmerzahlen ist die "EXPO'92" die bisher mit Abstand bestbesuchte Weltausstellung.

22 Die Schweiz an der "EXPO'92"

221 Die Gründe für die Teilnahme der Schweiz

Das Mitmachen an grossen Weltausstellungen (z.B. Brüssel 1958, Montreal 1967, Osaka 1970) bedeutet für unser Land mittlerweile eine Tradition. Das Dabeisein in Sevilla wird die Kontinuität in der Beschickung solcher Veranstaltungen aufrechterhalten. Zählt man zu den grossen Ausstellungen die letzten der sogenannten Spezial-Weltausstellungen dazu, an denen die Schweiz teilnahm (Tsukuba 1985, Vancouver 1986, Brisbane 1988) fällt auf, dass die letzten fünf Veranstaltungen mit Schweizer-Beteiligung in Uebersee stattfanden. Glaubhafte Gründe dafür, wieso ausgerechnet eine Veranstaltung auf unserem Kontinent nicht beschickt werden soll, sind nicht auszumachen.

Andererseits spielt die Frage unseres Verhältnisses zu Europa und insbesondere zur EG eine wesentliche Rolle. Das Veranstalterland Spanien kann als EG-Land mit einer solidarisches Teilnahmebereitschaft aller Mitgliedländer der Gemeinschaft rechnen. Ein Abseitsstehen von Nicht-EG-Ländern wäre, gerade in dem auch für sie so bedeutungsvollen Jahr 1992 geeignet, falsch verstandene Zeichen zu setzen. Auch könnten Vorwürfe laut werden, unser Land sei gegenüber den Bestrebungen indifferent, das "Nord-Süd-Gefälle" innerhalb Europas abbauen zu helfen.

Spanien gehört mit Ein- und Ausfuhren in der Grössenordnung von je rund 1 Milliarde Franken zu unseren wichtigen Handelspartnern. Es wird als Markt von beinahe 49 Millionen Konsumenten weiterhin ein interessantes Zielland für unsere Exportindustrie sein. Neben der "EXPO'92" in Sevilla werden 1992 in Barcelona die Olympischen Sommerspiele stattfinden. Der Zustrom von Touristen nicht nur aus Europa, sondern aus allen Teilen der Welt, dürfte entsprechend gross ausfallen. Das durch die "EXPO'92" und damit auch durch unser Land anvisierte Publikum wird folglich so international sein wie nie zuvor bei einer Weltausstellung.

222 Der generelle Teilnahmeentscheid

Nach Eingang der offiziellen Einladung der spanischen Behörden, an der "EXPO'92" teilzunehmen, befasste sich die Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland (KOKO) zuerst mit der grundsätzlichen Frage einer Teilnahme der Schweiz an dieser Veranstaltung. Nach eingehender Erörterung beschloss sie im Dezember 1987, dem Bundesrat die Teilnahme zu empfehlen. Dieser nahm davon mit Beschluss vom 29. Juni 1988 zustimmend Kenntnis. Gleichzeitig ermächtigte er die KOKO, die Schweizerische Zentrale für Handelsförderung (OSEC) mit der Vorbereitung und der Durchführung eines Ideenwettbewerbes zu beauftragen.

223 Der Ideenwettbewerb

Dieser wurde Mitte Juli 1988 eröffnet. Er wurde bewusst als allgemein gehaltener Ideenwettbewerb aufgezogen und nicht etwa als Architekturwettbewerb. Angesprochen wurden Künstler, Architekten, Grafiker und andere Gestalter. Ihre Aufgabe bestand darin, Vorschläge auszuarbeiten für die Thematik eines schweizerischen Pavillons und deren Umsetzung sowie für ein Animationsprogramm während der sechsmonatigen Veranstaltung in Sevilla. Die Frist für die Einreichung der Vorschläge wurde auf Ende Oktober 1988 angesetzt. Die Zahl der fristgerecht erfolgten Eingaben belief sich auf 92. Die elfköpfige Jury, welche sie zu begutachten hatte, umfasste Vertreter aus den Bereichen der Architektur, der Kultur, der Medien sowie der mit Weltausstellungen im weiteren Sinne befassten Bundesämter (Bundesamt für Aussenwirtschaft, Amt für Bundesbauten). Vertreten waren ausserdem die eidgenössische Kunstkommission sowie die eidgenössische Kommission für angewandte Kunst. Die Jury wurde präsiert vom Generalsekretär des eidgenössischen Departements für auswärtige Angelegenheiten, langjähriger Chef der Arbeitsgruppe Weltausstellungen innerhalb der KOKO. In einer ersten Phase zeichnete die Jury fünf der eingereichten Entwürfe mit einem Preis aus. Die Urheber der preisgekrönten Ideen wurden aufgefordert, ihre Arbeiten weiter zu verfeinern. Die überarbeiteten Eingaben wurden erneut eingehend geprüft und gegeneinander abgewogen. Als Sieger des Ideenwettbewerb ging schliesslich Ende März 1989 Professor Vincent Mangeat, Architekt in Nyon, mit seinem Projekt "SWICE" hervor. Es wurde zusammen mit den vier weiteren prämierten Arbeiten sowie zusätzlichen 14 aus dem Wettbewerb hervorgegangenen Projektideen am 4. April 1989 im Rahmen einer viertägigen Ausstellung in der Halle des ETH-Zentrums in Zürich der interessierten Öffentlichkeit vorgestellt. Rund 1200 Personen nahmen die Gelegenheit wahr, sich einen Ueberblick zu verschaffen über die Vielseitigkeit und die Qualität von etwas mehr als einem Fünftel der Wettbewerbsbeiträge.

224 Das Schicksal des preisgekrönten Wettbewerbsprojektes

In der Folge war die Hauptattraktion von "SWICE", nämlich der Rund 30 Meter hohe Eisturm, Gegenstand sorgfältiger Machbarkeitsabklärungen durch renommierte Fachleute, insbesondere auf den Gebieten der Energietechnik und der Statik. Die KOKO befasste sich als zuständige Kommission des Bundes für Weltausstellungen anlässlich von drei Vollversammlungen ausführlich mit der Teilnahmefrage. Am 8. Dezember 1989 diskutierte dieses Gremium nicht nur das Projekt von Vincent Mangeat, sondern eine ganze Reihe von Teilnahmeideen, die entweder in die Endausscheidung des Wettbewerbs gelangt oder mit zum Teil erheblichem publizistischen Aufwand in der Öffentlichkeit als Alternativ-Vorhaben lanciert worden waren. Mit knapper Mehrheit beschloss die Kommission schliesslich, dem Bundesrat die Realisierung von "SWICE" nicht zu empfehlen. Bei klarem Stimmenverhältnis sprach sie sich vielmehr dafür aus, dem Bundesrat als Vorschlag für die Teilnahme der Schweiz an der "EXPO'92" das Projekt "Matterhorn / MONTECOLO" des Teams Schwiefert (SO) / Kutter (BS) zu unterbreiten. Beide Entschiede der KOKO lösten in den Medien und bei interessierten Fachkreisen Reaktionen und Kritik aus. Vincent Mangeat zeigte sich nicht bereit, sich damit abzufinden, dass sein Projekt nicht zum Zuge kommen soll. Eine von mehr als 1300 Personen unterzeichnete Petition sprach sich ebenso für eine Realisierung von "SWICE" aus wie mehrere Berufsorganisationen der französischsprachigen Schweiz. Die Gegner des Projektes machten vor allem den vorauszusehenden hohen Energiebedarf, die Umweltbelastung sowie die Aesthetik des Eisturms geltend. Der Bundesrat war in der Folge mit dem Geschäft befasst. Auch er schenkte der Frage der Umweltverträglichkeit des Eisturms besondere Bedeutung. Nicht ausgeräumte Bedenken in bezug auf die Gesamtenergiebilanz veranlassten ihn schliesslich Mitte Februar 1990 zum Entscheid, die Idee der Errichtung eines Eisturmes nicht mehr weiterverfolgen zu lassen. Den gleichen Entscheid traf der Bundesrat bezüglich des Projektes "Matterhorn / MONTECOLO", das ihm von der äusseren Gestaltung und vom thematischen Inhalt her nicht zu überzeugen vermochte. Der Bundesrat hielt vielmehr an Vincent Mangeat als Projekt-

verfasser fest. Er liess ihn durch das EDA beauftragen, im Sinne einer gründlichen Ueberarbeitung von "SWICE" ein neues Projekt auszuarbeiten unter Verzicht auf den Eisturm. Die dadurch notwendig gewordene Neuformulierung des Teilnahme-konzeptes war Ende Mai 1990 abgeschlossen. Am 18. Juni dieses Jahres schliesslich hiess der Bundesrat die neue Pavillon-Projektidee gut, die Gegenstand der vorliegenden Botschaft ist.

225 Die Projektidee "IKARUS"

Bereits bei der Formulierung des Eisturmprojektes "SWICE" liess sich sein Urheber von zwei grundlegenden Ueberlegungen leiten: er wollte sich einerseits an die etwas in Vergessenheit geratene "Festarchitektur" anlehnen und andererseits, als konsequente Folge, bewusst auf die Vergänglichkeit seines Pavillons setzen. In der überarbeiteten Projektidee "IKARUS" sind diese zwei Leitgedanken ohne Abstriche wieder aufgenommen worden. Ihr Urheber will die Weltausstellung von Sevilla zum Anlass nehmen, die Schweiz der Welt in einer eher unüblichen, unerwarteten, "frechen" und erfrischenden Art und Weise vorzustellen. Das Projekt versucht diesem Anspruch sowohl durch die thematische Schwerpunktsetzung auf das kulturelle Bild der Schweiz als auch durch spezielle Akzente im architektonischen Bereich sowie bei der Wahl der Baumaterialien gerecht zu werden.

Nach den Vorstellungen von Projektverfasser Mangeat soll die Schweizer Kultur in ihrer Vielfalt beispielhaft das Nebeneinander verschiedener Kultur- und Sprachkreise aufzeigen. Das künstlerische Bild unseres Landes soll bewusst keine traditionelle, klischee-behaftete Selbstdarstellung sein. Durch Einsatz von Musik und Schauspiel, Tanz, Mimik, Clowns sowie visueller und akustischer Mittel aber auch durch Ausstellungen soll dem Besucher eine vielseitige und repräsentative Palette unseres kulturellen Schaffens offeriert werden.

Die bisherigen Bemühungen, dem ebenso verführerischen wie ambitiösen Vorhaben präzise Konturen zu verleihen, haben die

Vielfalt von inhaltlichen, technischen und organisatorischen Fragestellungen aufgezeigt, die einer ganzheitlichen und koordinierten Antwort bedürfen. Aufgrund der besonderen klimatischen Verhältnisse in Sevilla (Temperaturen bis zu 45 Grad im Schatten) sind besonders auf der Aussenbühne (trotz vorgesehenem Sonnenschutz) nicht alle denk- oder wünschbaren Vorführungen realisierbar. Ausserdem werden bei einer Ausstellungsdauer von sechs Monaten und einer täglichen Oeffnungszeit des Pavillons von zwölf Stunden dem Angebot an Live-Vorführungen gewisse natürliche Grenzen gesetzt. Solchen spezifischen Rahmenbedingungen wird bei der Konkretisierung des Kulturprogramms grosse Beachtung geschenkt werden müssen. Das Gleiche gilt in bezug auf die Interpretation des Begriffes Kultur selbst. Das weit fassbare Thema der Weltausstellung sowie das gerade für Europa und auch unser Land in gewissem Sinne symbolträchtige Austragungsjahr 1992 sollten zum Anlass genommen werden, den Begriff nicht eng, sondern bewusst weit zu fassen, d.h. auch gesellschaftspolitische Themen, die politische Kultur, etc. mitzuberücksichtigen. Auf jeden Fall wird es den Eindruck zu vermeiden gelten, die Schweiz sei ein kulturelles Schlaraffenland. Die von den Spezialisten noch zu konkretisierenden Vorstellungen werden dem projektbegleitenden Ausschuss zur Begutachtung unterbreitet werden müssen.

Die architektonische Gestaltung des Pavillons ist stark auf die Umsetzung des thematischen Schwerpunkts Kultur ausgerichtet. Ein Grossteil der Oberfläche der Parzelle ist einer schrägen, begehbaren Zuschauerrampe reserviert. Sie wird durch das Gebäude erreicht, das den hinteren Abschluss der Parzelle bildet. Mehrere Tore geben nach dem Besuch des Innern des Pavillons den Weg und den Blick frei auf eine Freilichtbühne und den alles überragenden, mehr als dreissig Meter hohen Turm. Eine Passarelle gibt die Möglichkeit, ihn auch von innen zu besichtigen und sein Licht- und Schattenspiel zu erleben. Der Eintritt in den eigentlichen Pavillon, der sich unter der schrägen Estrade befindet, erfolgt durch den Sockel des Turms. Im Pavillon selbst befinden sich die Hauptbühne für kulturelle Veranstaltungen, Raum für Aus-

stellungen sowie die notwendigen Einrichtungen für Film- und Videovorführungen. Ein Informationszentrum, welches ein möglichst breitgefächertes Spektrum an Wissenswertem über unser Land vermittelt sowie ein an Veranstaltungen dieser Art mittlerweile nicht mehr wegzudenkender Souvenirkiosk ergänzen das Angebot für den Besucher des Pavillons. Ob sie auf kulinarischem Gebiet ihre Erwartungen in einem eigentlichen Restaurant, einer "Künstler-Bar" oder einem "Theater-Kaffee" erfüllt sehen werden, wird massgeblich davon abhängen, welche Oeffnungszeiten die Veranstalter der "EXPO'92" den Betrieben von Pavillon-internen Gaststätten zustehen. Bei einem allfälligen Festhalten an einer zeitlichen Uebereinstimmung von Pavillon- und Restaurantschliessung um 22 Uhr könnte angesichts der Essgewohnheiten der Spanier ein Restaurant im herkömmlichen Sinn nicht kostendeckend betrieben werden (die Frage war im Zeitpunkt der Drucklegung dieser Botschaft noch offen). Der relativ schmale dreistöckige Bau, der den Abschluss des Pavillons gegen hinten bildet, bietet u.a. Platz für Räumlichkeiten für den Generalkommissär, die Pavillonleitung, das Betriebs- und Restaurantpersonal, sanitärische Einrichtungen sowie technische Installationen (u.a. Lüftungs- und Kühlanlagen). Der Turm ist nicht als eigentlicher Nutzbau konzipiert. Er soll durch seine Dimensionen, die trotz der leichten, filigranen Strukturen und des vorgesehenen Baumaterials Papier resp. Karton erreicht werden, Neugier wecken und dadurch Anziehungskraft ausstrahlen. Nach dem nächtlichen Eindunkeln soll er durch ein spezielles Licht- und Tonspektakel ein besonders attraktives Erscheinungsbild aufweisen. Während des Tages dürften im Turminnern attraktive Licht-Schattenkonstellationen zu beobachten sein. Für Besucher, die dies selbst erleben möchten, ist der Turm bewusst begehbar gestaltet worden.

Was die Baumaterialien und die Bauweise betrifft, soll im Sinne der Projektphilosophie der Vergänglichkeit soweit wie möglich auf das Vergängliche, aber auch das umweltbewusst wiederverwertete oder -verwertbare gesetzt werden. Neben Karton soll Holz zum Einsatz gelangen, sofern realisierbar in Form einer einfachen, leicht aufbau- und wieder demontier-

baren Gerüstbauweise.

226 Organisation

Der Bund schliesst, vertreten durch die KOKO, mit der Schweizer Mustermesse Basel (MUBA) einen Totalunternehmer-Vertrag ab für die Vorbereitung und die Durchführung der gesamten Beteiligung der Schweiz an der "EXPO'92". Die Hauptbereiche des Mandats der MUBA sind der Bau, das Kulturprogramm sowie der Betrieb. Die MUBA trägt für die fristgerechte Erledigung der ihr übertragenen Aufgaben die finanzielle Verantwortung.

Bei der Ausarbeitung und der Realisierung des Teilnahmeprojektes geht die MUBA vom Vorprojekt aus, das Vincent Mangeat ausgearbeitet hat. Sie kann daran Änderungen vornehmen, wenn sich dies aus Gründen des Finanzrahmens, infolge spezifischer spanischer Normen, aufgrund von Vorgaben des Kulturprogrammes sowie technisch resp. organisatorisch bedingter Limitierungen als notwendig oder angezeigt erweist. Als Totalunternehmerin kann die MUBA Subunternehmen und Lieferanten ihrer Wahl beziehen. Im Bau- und Ingenieurbereich kann dabei zum Teil auf bereits geleistete Vorarbeit des Teams Mangeat sowie von ihm beigezogener Spezialisten abgestellt werden. Art und Umfang der Zusammenarbeit zwischen der MUBA und Vincent Mangeat werden zwischen ihnen in einem separaten Vertrag geregelt. Die Verantwortung für die Machbarkeit des Papierturms obliegt dem Architekten.

Für die Definition des Kulturprogramms und seine praktische Umsetzung (Auswahl und Verpflichtung der teilnehmenden Künstler, Organisation von Transport, Unterkunft und Auftritten, etc.) wird auf die Erfahrung und die Mitarbeit von Spezialisten abgestellt. Die entsprechenden Verträge werden von der Totalunternehmerin abgeschlossen.

Ein projektbegleitender Ausschuss, in dem u.a. die KOKO vertreten ist, und der vom Chef ihrer Arbeitsgruppe Weltausstellungen geleitet wird, steht der MUBA beratend zur Seite. Er kann jederzeit von beiden Seiten einberufen werden zur

Erörterung von Fragen von genereller Bedeutung, die sich in den verschiedenen Bereichen des Teilnahmeprojektes ergeben können.

227 Kosten

Für die Vorbereitung und die Durchführung der schweizerischen Teilnahme an der Weltausstellung von Sevilla stehen 28 Millionen Franken zur Verfügung. Die entsprechenden Beträge sind in Voranschlag und in der Finanzplanung des Bundes für die Jahre 1990 bis 1992 enthalten. Für Mehrkosten infolge ausgewiesener Teuerung und allfälliger Währungsverluste besteht die Möglichkeit eines Zusatzkreditbegehrens. Die Wahl der massgebenden Indices und Wechselkurse erfolgt nach den in der Bundesverwaltung üblichen Kriterien.

Aufgrund der bisher erfolgten Kostenberechnungen und -schätzungen ist folgendes Grobbudget erstellt worden:

Bau	Fr. 13'500'000
Kulturprogramm	Fr. 5'000'000
Betrieb	Fr. 8'500'000
Reserven	Fr. 1'000'000
	<hr/>
	Fr. 28'000'000

In den einzelnen Rubriken sind die Honorare, Nebenkosten und anderen geldwerten Leistungen (z.B. für die Nutzungsrechte am Projekt) enthalten, die Herrn Mangeat vergütet werden.

Der vorgesehene Gesamtbetrag von 28 Millionen Franken deckt die Gesamtheit der Kosten ab, die im Zusammenhang mit der Teilnahme an der "EXPO'92" entstehen; erwähnt seien beispielsweise die Platzmiete, Innenausbau und Einrichtung, Personen- und Materialtransporte aus der Schweiz, Versicherungen, Organisation des Nationaltages, PR-Aktivitäten, etc. Der Budgetposten für den Betrieb mag relativ hoch scheinen. Es gilt indessen zu bedenken, dass das Lohnniveau sowie insbesondere die Kosten für Unterkunft und Verpflegung

in Städten, die eine Weltausstellung ausrichten, in der Regel sehr hoch sind. Sevilla kennt diesbezüglich eine Entwicklung, die alles bisherige weit in den Schatten stellt. So haben sich beispielsweise die Wohnungsmieten seit der Zuteilung der "EXPO'92" an Sevilla beinahe verdreifacht.

3 Spezial-Weltausstellung, Genua 1992

31 "Colombo 92 Genua" oder "Christoph Kolumbus, das Schiff und das Meer"

311 Allgemeiner Teil

Nebst all den entscheidenden Ereignissen, welche 1992 in Europa stattfinden werden, gilt es in diesem Jahr auch das 500. Jahr der Entdeckung der Neuen Welt zu feiern. Dies wird nicht nur im spanischen Sevilla, sondern auch im italienischen Genua der Fall sein. Obwohl Christoph Kolumbus den Atlantik auf spanischen Schiffen überquert hat, sah sich Genua, stolz auf seine ruhmreiche Vergangenheit, verpflichtet in Erinnerung zu rufen, dass der weltberühmte Seefahrer Genueser Bürger gewesen ist. Aus diesem Grund wird in dieser Hafenstadt 1992, parallel zur Weltausstellung in Sevilla, die Spezial-Weltausstellung "Christoph Kolumbus, das Schiff und das Meer" stattfinden. Die entsprechende offizielle Bewilligung hat das BIE den italienischen Behörden am 4. Dezember 1987 erteilt. Es handelt sich dabei um eine "anerkannte" Ausstellung, die eine spezielle Thematik und eine Maximaldauer von drei Monaten voraussetzt.

Die Schweiz wurde am 31. Mai 1988 offiziell von der italienischen Regierung eingeladen, an der Ausstellung von Genua teilzunehmen.

312 Abklärungen der Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland

Wie im Falle der "grossen" Weltausstellungen werden die

verschiedenen Aspekte einer Schweizer Beteiligung an den Spezial-Weltausstellungen ebenfalls von der Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland geprüft, die ihre Empfehlungen dem Bundesrat unterbreitet.

Diese Kommission hat sich zugunsten einer Teilnahme an der Expo von Genua ausgesprochen und eine ihrer Arbeitsgruppen mit der Ausarbeitung und Betreuung eines Projektes beauftragt, in dessen Rahmen unser Land auf originelle und attraktive Weise in der ligurischen Hauptstadt präsentiert werden kann.

313 Die Ausstellung

Genua, die Stadt mit den engen Gässchen und den imposanten Häuserfassaden, zeigt ihr eigentliches Gesicht erst vom Meer her. Dieser Blick, seit jeher den Seefahrern vergönnt, ist aber auch vom alten Hafen aus möglich, dem Ort, der für die Ausstellung vorgesehen ist. Die für das Projekt erschlossenen Anlagen sind trotz ihres industriellen Charakters von einer gewissen Eleganz. Dank des Nebeneinanders von architektonischen Elementen aus verschiedenen Epochen sowie der immer noch intakten Hafenumgebung erhält das Ausstellungsgebäude einen ganz besonderen Reiz.

Die Veranstalter hoffen, während der dreimonatigen Ausstellungszeit (15. Mai - 15. August 1992) drei bis vier Millionen Besucher empfangen zu können.

Die Ausstellung wird ein kulturelles Ereignis rund um das Thema "Das Schiff und das Meer" sein; dieser Themenkreis dient als Basis zur Gestaltung der verschiedenen Pavillons sowie zur Bestimmung des Inhaltes von zahlreichen Kolloquien, welche sich besonders dem Problem der Ausbeutung und Verschmutzung der Meere und deren Konsequenzen für die Zukunft unseres Planeten widmen werden.

Die Veranstalter der Ausstellung haben vorgeschlagen, den

Schweizer Pavillon im Erdgeschoss des Gebäudes "Quartiere Millo" unterzubringen. Es handelt sich dabei um ein 3-stöckiges, an idealer Lage in der Nähe des Meeres und des Haupteinganges gelegenes ehemaliges Warenlager. In unmittelbarer Nähe befinden sich die Pavillons Italiens und der Vereinigten Staaten. Die Renovierung des Gebäudes wurde dem Architekten Renzo Piano anvertraut. In ihm sollen neben dem Schweizer Pavillon die Vertretung des IKRK, die Empfangsräume der Ausstellung sowie das offizielle Restaurant untergebracht werden.

Die unmittelbare Nähe des Hafens bietet die Möglichkeit für Aktivitäten, die direkt mit dem Meer verbunden sind.

314 Die teilnehmenden Staaten

Bisher haben 21 Länder und 7 internationale Organisationen ihre Teilnahme zugesagt, darunter Frankreich, Grossbritannien, die Bundesrepublik Deutschland, Dänemark, Portugal, Spanien, Jugoslawien, Griechenland, die UdSSR, die Vereinigten Staaten, Kolumbien, Peru und Ecuador.

Die internationalen Organisationen sind unter anderem vertreten durch den Europarat, die EG, das IKRK, die UNESCO, die UNO, die OECD und die "Organisation maritime internationale".

32 Die Schweiz an der Ausstellung "Colombo 92 Genua"

321 Die Gründe für die Teilnahme der Schweiz

Die Bedeutung von Italien für unser Land braucht nicht besonders hervorgehoben zu werden. Die bilateralen Beziehungen, seien sie kultureller, touristischer oder wirtschaftlicher Natur, sind so eng, dass ein Fehlen der Schweiz in "Colombo 92" negativ auffallen würde. Dies umso mehr, als wir in den letzten Jahren auch an den spezialisierten Weltausstellungen von Tsukuba, Vancouver, Brisbane und Osaka teilgenommen haben und an der EXPO von Sevilla 1992 dabei sein werden.

Die Schweiz hat auch ein Interesse, ihre Präsenz im Europa der Zwölf hervorzuheben, vor allem in einer Zeit, in der der europäische Integrationsprozess rasch voranschreitet.

Im übrigen sei daran erinnert, dass Ligurien und der Hafen von Genua im Zusammenhang mit der wirtschaftlichen Versorgung unseres Landes während des Zweiten Weltkrieges eine wichtige Rolle gespielt haben. Die Auslandschweizerkolonie sowie unsere Botschaft in Rom befürworteten ein Mitmachen an dieser Ausstellung sehr. Wiederholt wurde schliesslich auch von offizieller italienischer und ligurischer Seite das Interesse an einer Teilnahme der Schweiz zum Ausdruck gebracht.

Auf den ersten Blick scheint das von den Organisatoren vorgeschlagene Thema wenig mit spezifisch schweizerischen Aktivitäten und Traditionen zu tun zu haben. Indes haben verschiedene Zweige unserer Wirtschaft Wesentliches zur "Eroberung der Weltmeere", ihrer Erforschung und zum Fortschritt der Seeschifffahrt beigetragen. Bereits im 18. Jahrhundert stellten unsere Uhrmacher recht genaue Navigationsinstrumente her, welche es den Seefahrern ermöglichten, den gewünschten Kurs zu halten; später hat die schweizerische Maschinenindustrie äusserst leistungsfähige Schiffsmotoren entwickelt, und die Nahrungsmittelindustrie hat ihren Teil zur Verwertung "der Schätze des Meeres" geleistet. Was die Ozeanographie betrifft, hat die Forschungsarbeit von Auguste und Jacques Piccard Wesentliches zum Fortschritt dieses Wissenschaftszweiges beigetragen. Ihr Tätigkeitsfeld erstreckte sich übrigens auf die italienischen Küsten, besonders zwischen Capri und Ponza, und ihr Unterseeboot hiess "Trieste".

322 Der Pavillon der Schweiz

Das "Atelier Tcherdyne" in Penthalaz (VD), welches bereits das "Musée du Fer" in Vallorbe sowie das "Museo nazionale del San Gottardo" realisiert hat, wurde durch die KOKO beauftragt, ein den oben erwähnten Themen gerecht werdendes Pavillon-Konzept zu entwerfen.

Der Schweizer Pavillon soll die folgenden Hauptthemen beinhalten:

- "Die Schweizer Uhrenmacher und das Meer":

Beitrag der Schweizer Uhrenindustrie, seit dem 18. Jahrhundert, an die klassische Seefahrtsinstrumentation dank der Herstellung von immer genaueren Chronometern zur Ermittlung von geographischen Daten;

- "Die Piccards und die wissenschaftliche Erforschung der Meere":

Ozeanographie, Technologie der wissenschaftlichen Unterseeboote, wissenschaftliche Erforschung der Meere durch Auguste und Jacques Piccard;

- Multivision-Vorführungen über die Schweiz und das Meer;

- Multidisziplinärer Informationsstand;

- Touristisches Unterseeboot, konzipiert von Jacques Piccard und gechartert von der Schweizer Firma "Deep Line", die gegen Entgelt Tauchfahrten in der Nähe von Genua durchführt.

Räumliche Einteilung des Pavillons

Der Hauptteil des Pavillons mit einer Ausstellungsfläche von 600 m² wird die Möglichkeit bieten, den Besucher in das diffuse Licht, in das Klangklima und in die Stimmung der Meerestiefen eintauchen zu lassen. Eine bestimmte Anzahl von globusähnlichen Ausstellungsvitrinen, welche themenorientierte Ausstellungsobjekte präsentieren, werden im bläulichen und beweglichen Licht des Saales wie Kristalle glitzern. Ein Modell (Skala 1:1) des Forschungsunterseebootes "Forel" im Tauchzustand wird an der Decke des Pavillons hängen und dadurch beim Besucher den Eindruck, sich in einer Meerestiefe von 50 Metern zu bewegen, vergrössern. Eine Lautbild aus Schiffspropellerlärm, Sonar- und Sondierechos, Walfisch- und

Delphinrufen sowie Taucheratem und Luftblasenströmen wird diesen Unterwassereindruck noch vervollständigen. In regelmässigen Abständen wird ein audio-visuelles Programm über die Schweiz und das Meer gleichzeitig auf zwei gegenüber hängende Leinwände von je 8 m x 1,5 m projiziert. Die italienische Originalversion wird durch Untertitelung in weiteren Sprachen ergänzt.

Sämtliche technischen Einrichtungen werden an einer aus Stahlrohr angefertigten Tragvorrichtung angebracht, die an der Decke des Ausstellungsraumes befestigt wird. Der Besucherfluss zwischen den Ausstellungsvitrinen wird sich dadurch unbehindert abwickeln können.

Einige interaktive Video-Terminals ermöglichen es dem Besucher, Jacques Piccard verschiedene Fragen zu stellen, wobei die Antworten auf vorbereiteten Video-Platten abrufbar sein werden.

In einem anderen Teil des Pavillons werden sich der Empfangs- und der Informationsstand, Ausstellungsvitrinen für Produkte der Schweizer Industrie und eine weitere Ausstellungsfläche für thematische Objekte befinden. Ferner sind eine Zone für die technischen Dienste (Büro, Umziehraum, Ruhezimmer für das Personal, Dokumentationsvorrat) sowie eine VIP-Lounge vorgesehen.

Dokumentation über unser Land sowie Billette für die Unterseebootfahrten und verschiedene Souvenirs werden sich die Besucher am Informationsstand beschaffen können.

Die Ausstellung wird in enger Zusammenarbeit mit dem "Mussée international d'horlogerie" von La Chaux-de-Fonds und Herrn Jacques Piccard entstehen.

Tauchfahrten im Unterseeboot

Eine einzigartige Attraktion, welche indirekt auch Bestandteil unseres Pavillons bildet, wird den Besuchern von der

Schweizer Firma "Deep Line" geboten werden: Tauchfahrten bis zu einer Tiefe von 100 Metern in einem von Jacques Piccard entworfenen Unterseeboot für 16 Passagiere und 2 Steuerleute vor den Küsten Genuas. Ein sich gegenüber dem Schweizer Pavillon befindender Steg wird es den Tauchlustigen gestatten, an Bord eines Pendelbootes zu gehen, welches sie bis zum Unterseeboot fahren wird.

323 Organisation

Das Departement für auswärtige Angelegenheiten hat der italienischen Regierung mitgeteilt, dass die Schweiz, unter Vorbehalt der Zustimmung der eidg. Räte, an der Ausstellung von Genua teilnehmen wird.

Das Sekretariat der Koordinationskommission ist, wie bereits erwähnt, verantwortlich für die Durchführung der Vorbereitungsarbeiten. Was den Betrieb des Pavillons angeht, sind gegenwärtig Besprechungen mit der Schweizerischen Verkehrszentrale, die über Erfahrung im Ausstellungswesen verfügt, im Gange. Sie wird die KOKO über den weiteren Verlauf ihrer Vorbereitungen kontinuierlich informieren, welche ihrerseits vor und während der Ausstellungsdauer die notwendige Projektbegleitung gewährleistet.

324 Kosten

Budget und Finanzplanung sehen in der Rubrik "Weltausstellungen" für die Jahre 1990 - 1992 für Genua zwei Millionen Franken vor. Der Fehlbetrag von rund 700'000 Franken soll in Form von Beiträgen der an der Ausstellungsthematik interessierten Schweizer Industrie beigebracht werden. Die in diese Richtung zielenden Sondierungen verliefen bisher erfolgsversprechend.

Das vom "Atelier Tcherdyne" vorgelegte Projekt sieht Kosten in der Höhe von 1,5 Millionen Franken vor für Konzeption, Vorfabrikierung aller Elemente des Pavillons inklusive der audio-visuellen Mittel und der Video-Programme in der

Schweiz, Transport, Montage des Pavillons sowie der Inneneinrichtung in Genua sowie den technischen Unterhalt während der Dauer der Ausstellung.

Die Auslagen für die Dienstleistungen, welche die Genueser Organisatoren der Ausstellung erbringen werden, die Versicherungsprämien, Löhne, Entschädigungen, PR-Kosten und den Transport von Personal, welches in der Schweiz oder an Ort und Stelle zur Betreuung des Pavillons anzustellen sein wird, sind in diesen Zahlen nicht enthalten. Aufgrund von Erfahrungen, die anlässlich der Durchführung früherer internationaler Ausstellungen gesammelt worden sind, kann davon ausgegangen werden, dass die aufgelisteten Auslagen rund 55 Prozent der Totalkosten unserer Beteiligung an der Ausstellung ausmachen werden. Die Gesamtkosten dürften sich damit hochgerechnet auf 2,7 Millionen Franken belaufen.

4 Finanzielle und personelle Auswirkungen

41 Finanzielle Auswirkungen für den Bund

Mit der vorliegenden Botschaft werden ein Verpflichtungskredit von 28 Millionen Franken für die Teilnahme an der "EXPO'92" in Sevilla (Spanien) und ein Verpflichtungskredit von 2 Millionen Franken für die Beteiligung an der ebenfalls 1992 zur Austragung gelangenden Spezial-Weltausstellung "Christoph Kolumbus, das Schiff und das Meer" in Genua (Italien) beantragt. Der entsprechende Gesamtbetrag von 30 Millionen Franken ist im Budget und in der Finanzplanung für die Jahre 1990 - 1992 vorgesehen.

42 Personelle Auswirkungen für den Bund

Es ergeben sich keine unmittelbaren Auswirkungen auf den Personalbestand. Für den Fall, dass sich unser Land in näherer Zukunft zur Teilnahme an weiteren Weltausstellungen (z.B. Taejon 1993, Wien-Budapest 1995) entschliessen sollte, wäre zur Bewältigung der Mehrfachbelastung die Einstellung

einer zusätzlichen, ausgewiesenen Fachkraft unumgänglich. Sie würde im Rahmen des ordentlichen Budgetverfahrens in die Personalbegehren des EDA integriert.

5 Richtlinien der Regierungspolitik

Die Vorlage ist in den Finanzierungsbeschlüssen der Legislaturplanung für die Jahre 1987 - 1991 angekündigt. Zur Zeit der Erstellung dieser Planung lagen bei dem Bureau International des Expositions in Paris die Kandidaturen der Städte Sevilla und Chicago vor. Chicago hat inzwischen seine Kandidatur rückgängig gemacht und ist durch Genua ersetzt worden.

6 Verfassungsmässigkeit

Die verfassungsmässige Grundlage für den Bundesbeschluss findet sich in der allgemeinen aussenpolitischen Kompetenz des Bundes und mit Bezug auf die Zuständigkeit des Bundesrates zur offiziellen Präsenz unseres Landes an Weltausstellungen in Artikel 102 Ziffer 8 der Bundesverfassung. Die Zuständigkeit der eidgenössischen Räte ergibt sich aus deren allgemeiner Budgetkompetenz nach Artikel 85 Ziffer 10 der Bundesverfassung.

In Uebereinstimmung mit der Praxis (vgl. BBl 1987 I 801 Brisbane sowie BBl 1984 I 1213) schlägt Ihnen der Bundesrat vor, den Kredit für die in der vorliegenden Botschaft umschriebenen Beteiligungen der Schweiz an der Weltausstellung in Sevilla sowie an der Spezial-Weltausstellung in Genua im Jahr 1992 in der Form des einfachen Bundesbeschlusses gemäss Artikel 8 des Geschäftsverkehrsgesetzes vom 23. März 1962 (SR 171.11) zu eröffnen. Der Bundesbeschluss unterliegt nicht dem fakultativen Referendum.

Beilage: - Bundesbeschluss-Entwurf

Bundesbeschluss
zur Teilnahme der Schweiz an der
Weltausstellung "EXPO'92" in Sevilla
und an der Spezial-Weltausstellung
"Christoph Kolumbus, das Schiff und
das Meer" in Genua im Jahre 1992

Entwurf

Die Bundesversammlung der Schweizerischen Eidgenossenschaft,
gestützt auf Artikel 85 Ziffer 10 der Bundesverfassung,
nach Einsicht in die Botschaft des Bundesrates vom 24.
Oktober 1992,

beschliesst:

Art.1

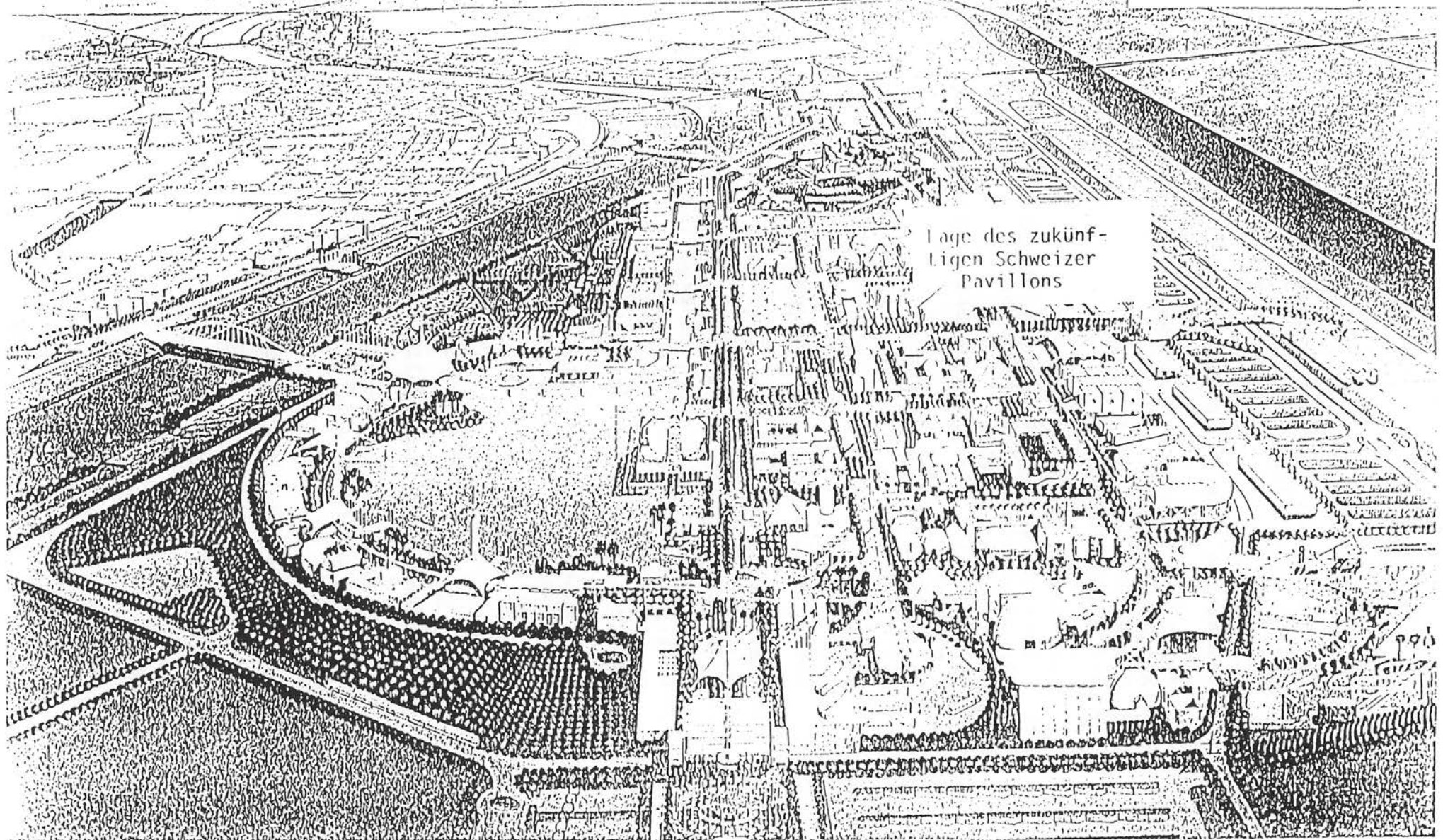
- a. Ein Verpflichtungskredit von 28 Millionen Franken wird für die Teilnahme der Schweiz an der Weltausstellung in Sevilla (Spanien) im Jahre 1992 bewilligt.
- b. Ein Verpflichtungskredit von 2 Millionen Franken wird für die Teilnahme der Schweiz an der Spezial-Weltausstellung in Genua (Italien) im Jahre 1992 bewilligt.

Art.2

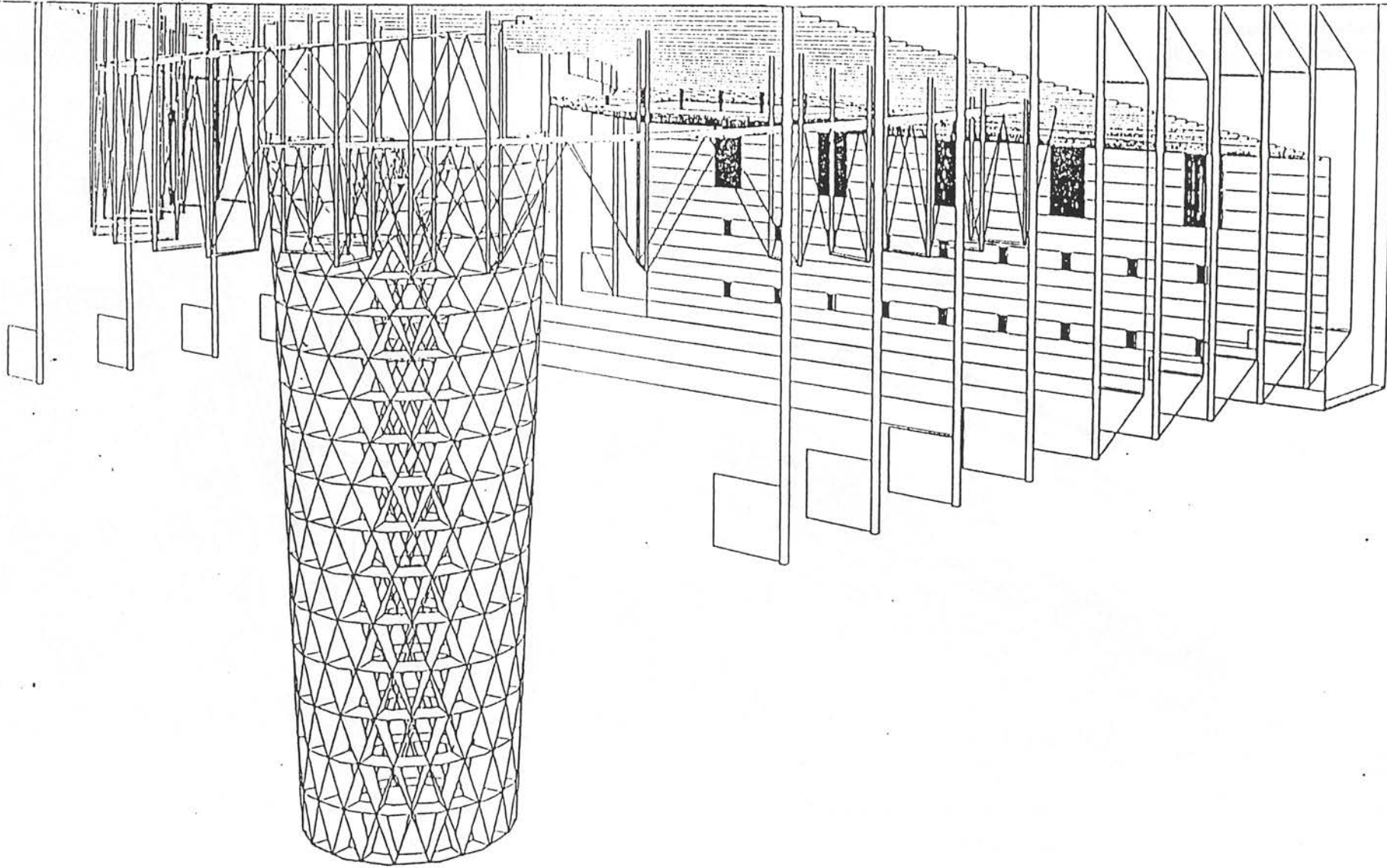
Dieser Beschluss ist nicht allgemeinverbindlich; er untersteht nicht dem Referendum.

Uebersicht

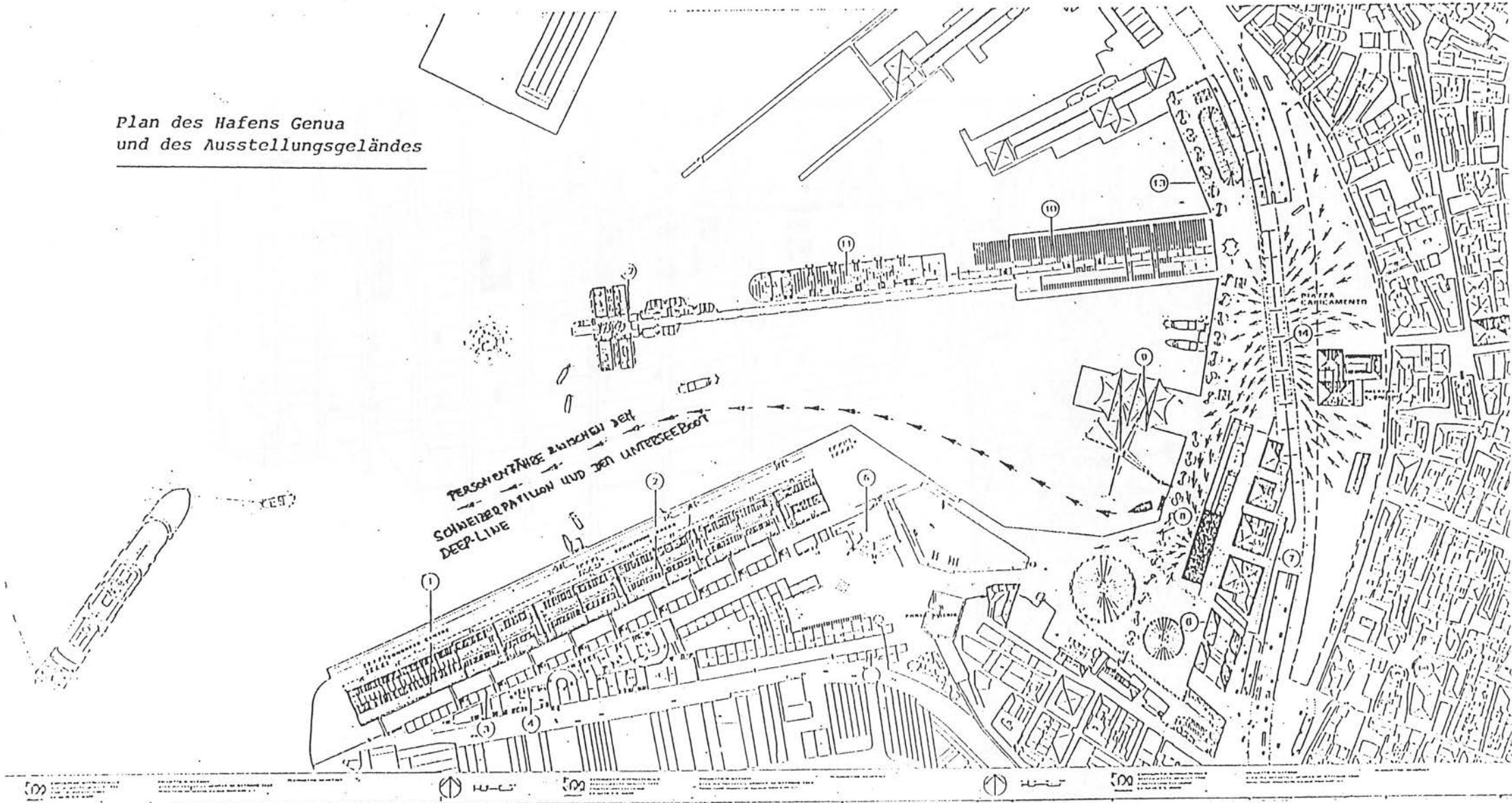
- 1 **Allgemeiner Teil**
- 11 Die Geschichte der Weltaustellungen
- 12 Neuere Entwicklung
- 13 Perspektiven und Folgerungen für die Schweiz
- 2 **Weltausstellung in Sevilla, 1992**
- 21 "EXPO"'92 (vom 20. April bis zum 12. Oktober 1992)
- 211 Allgemeiner Teil
- 212 Die Ausstellung in Zahlen
- 213 Die teilnehmenden Staaten
- 22 Die Schweiz an der "EXPO'92"
- 221 Die Gründe für die Teilnahme der Schweiz
- 222 Der generelle Teilnahmeentscheid
- 223 Der Ideenwettbewerb
- 224 Das Schicksal des preisgekrönten Wettbewerbs-
projektes
- 225 Die Projektidee "IKARUS"
- 226 Organisation
- 227 Kosten
- 3 **Spezial-Weltausstellung, Genua 1992**
- 31 "Colombo 92 Genua" oder "Christoph Kolumbus, das
Schiff und das Meer"
- 311 Allgemeiner Teil
- 312 Abklärungen der Koordinationskommission für die
Präsenz der Schweiz im Ausland
- 313 Die Ausstellung
- 314 Die teilnehmenden Staaten
- 32 Die Schweiz an der Ausstellung "Colombo 92 Genua"
- 321 Die Gründe für die Teilnahme der Schweiz
- 322 Der Pavillon der Schweiz
- 323 Organisation
- 324 Kosten
- 4 **Finanzielle und personelle Auswirkungen**
- 41 Finanzielle Auswirkungen für den Bund
- 42 Personelle Auswirkungen für den Bund
- 5 **Richtlinien der Regierungspolitik**
- 6 **Verfassungsmässigkeit**



Lage des zukünftigen Schweizer Pavillons



Plan des Hafens Genua
und des Ausstellungsgeländes



1. Kongresszentrum

2. Baumwollager

3. Technisches Gebäude

4. Parking

5. Amphitheater

6,7. amerikanischer Pavillon

8. Ausstellungsrestaurant

Ausstellungsempfang

Schweizerpavillon

9. Aussichtsturm mit Lift

10,11. italienischer Pavillon

12. Schwimmende Insel

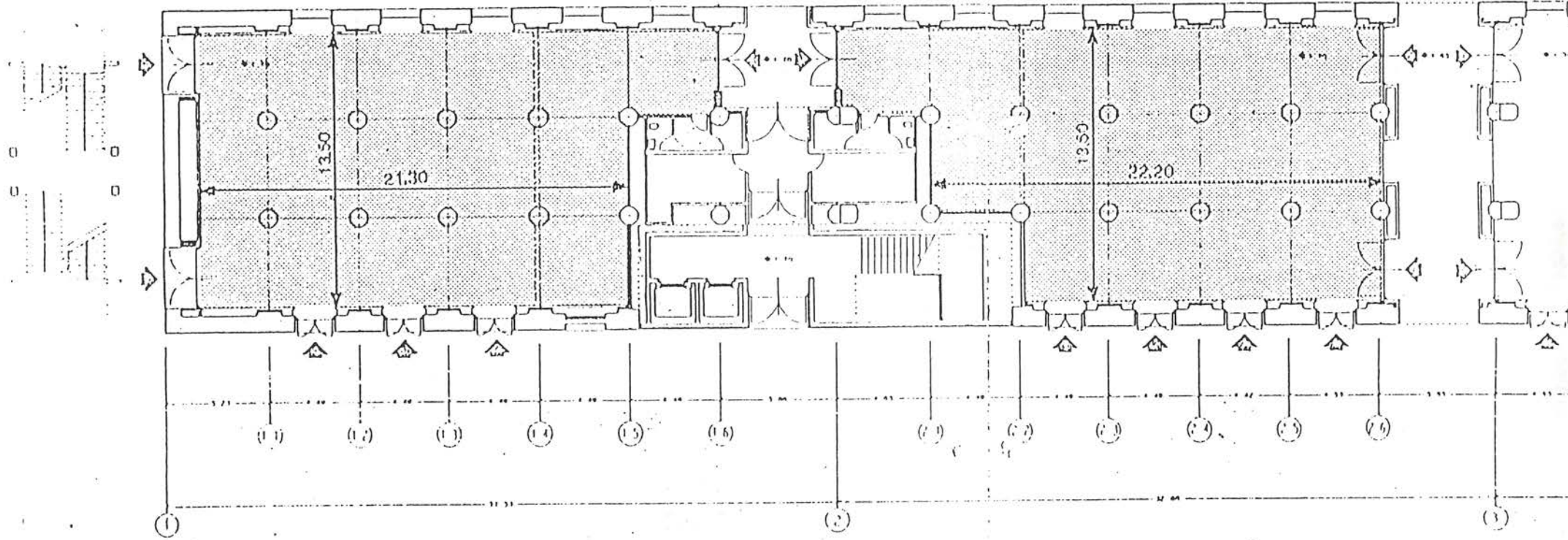
13. Parking

14. Haupteingang

Plan des Erdgeschosses des "Quartiere Millo"

Ausstellungsfläche links: 303m²

Ausstellungsfläche rechts: 295m²





Herrn Annexe 2
Werner Müller
Dipl. Architekt ETH
Beustweg 3

8032 Z ü r i c h

Sevilla '92

Sehr geehrter Herr Müller

Im Namen der Ratsbüros bestätigen wir den Eingang Ihres Schreibens vom 26.8.1990 betreffend den Schweizer Beitrag für Sevilla '92 und haben davon Kenntnis genommen.

Wir haben das Dossier der Kommission für Auswärtige Angelegenheiten (AAK) weitergeleitet.

Mit freundlichen Grüßen

26. Aug. 90

Büro des Nationalrates
Bern

Sehr geehrte Damen und Herren,
 ich habe neulich ein "Einmann-Komitee"
 gegründet, das mit allen verfügbaren Mitteln
 den Museum eines Karton(!)-Turmes als
 Schweizer Beitrag an der "Secilla 92"-
 Weltausstellung verhindern möchte.
 Darf ich Sie um Zustellung meiner
 Dokumente an die Nationalräte
 bitten?*

Mit besten Grüßen
 Werner

*Zusatzfrage: muss ich die Zustellung
 selber besorgen?

Sehr geehrter Bundespräsident,
sehr geehrte Bundesräte,
sehr geehrte Ständeräte,
sehr geehrte Nationalräte,

Zürich im August 1990

der Bundesrat hat, erfreulicherweise, den Mut gehabt, zum Projekt eines Glasmatterhorns "Montécolo" als Schweizer Beitrag an der Weltausstellung 1992 in Sevilla nein zu sagen.

Leider ist der neuste Entscheid zugunsten einer rudimentären Replik des Swice-Projektes (Eisturm) in keiner Hinsicht akzeptierbar. Der Genfer Architekt Philippe Joye hat sich in einem Brief an Bundespräsident Koller deutlich ausgesprochen: ...der fundamentale Gedanke, der am Anfang der Philosophie eines Projektes stehen muss, ist ebenso wichtig wie das Projekt selbst und übt einen bestimmenden Einfluss nicht nur auf die Konstruktion, sondern auch auf die Anwendung aus...

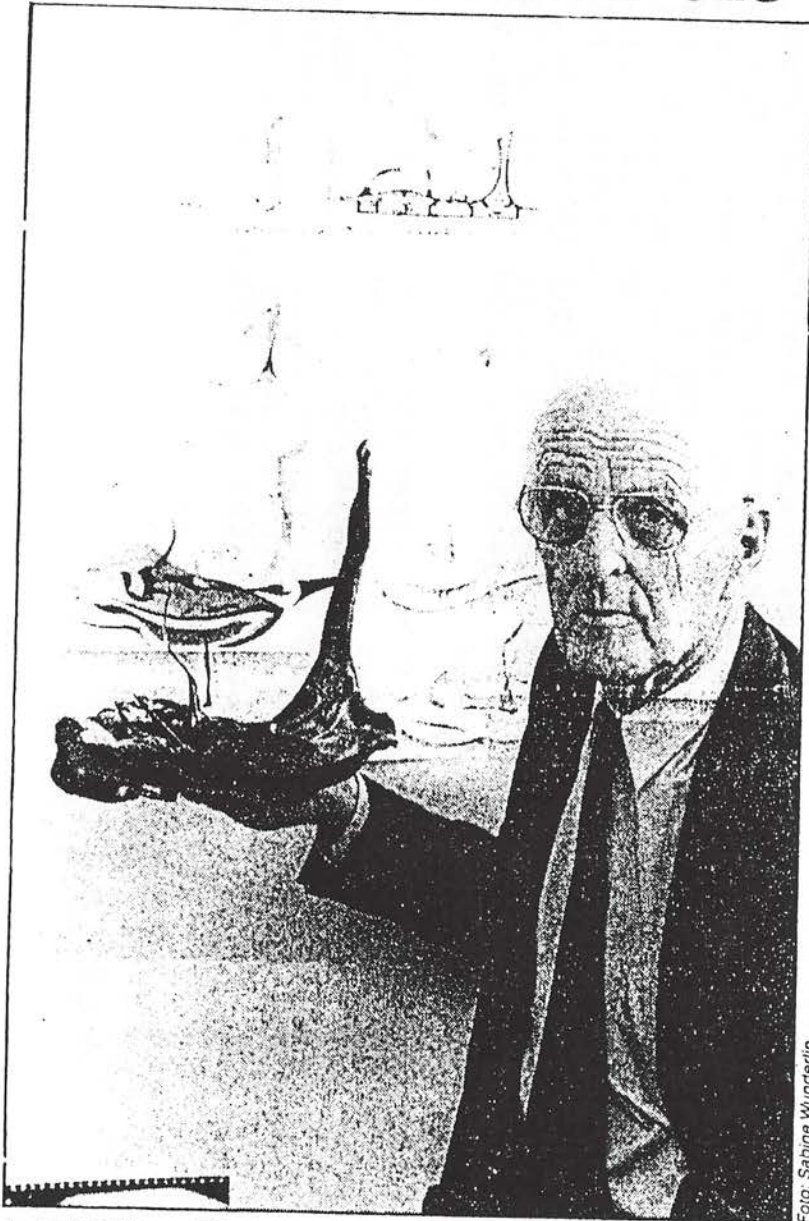
Frage: wo steckt der fundamentale Geistesblitz im Rest-Posten des Eisturmes, im jetzt vorliegenden Projekt Ikarus? Es geht nämlich für einen Teilnehmerstaat in Sevilla nicht darum, sich dort mittels eines architektonischen Gags - à la Swice oder Ikarus - selbst zu beweihräuchern. Vielmehr geht es darum, ein sinnvolles "Denk'mal" (vorübergehend oder überdauernd) zu setzen. Mit andern Worten: auf eine der zahlreichen (Um-)Welt-Aufgaben hinzuzeigen. Selbstredend darf dies in einer lustig-unterhaltsamen Art geschehen. Doch sicherlich nicht im momentan grassierenden postmodernen Architektur-Look, der 1992 längst zu alten Eisen gehören wird, und ebenso sicher nicht garniert mit einem turmartigen Blickfang in Form eines riesigen Lockenwicklers!

Als Denk-Anstoss lege ich Skizzen bei meines Vorschlages Aquatop. Ein glücklicher Zufall besorgte mir diese Idee: ich entdeckte auf einem Zürcher Trottoir ein gewisses Etwas, ein "objet trouvé", das mich zum Aquatop inspirierte. Wasser ist Lebenselement No 1! Warum nicht in Sevilla Wasser in jeder Form zeigen? Siehe bitte die Beilagen UNICEF und Kunsthaus Zürich.

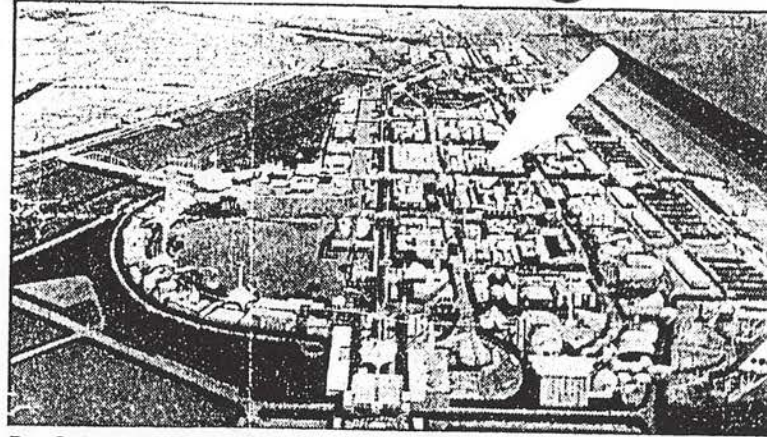
Mit besten Grüßen



Wasser-Pavillon als Weltausstellungs-Hit



Architekt Werner Müller mit seinem ausgefallenen «Aquatop»-Modell.



Der Schweizer Pavillon (Pfeil) steht mitten im Ausstellungsgelände.

ZÜRICH – Der «Eisturm», das offizielle Schweizer Projekt für die Weltausstellung 1992 in Sevilla, ist umstritten. Jetzt steigt der Zürcher Architekt Werner Müller ins Rennen. Sein «Aquatop» soll in Südspanien auf die Schweiz und unseren Wasserreichtum aufmerksam machen.

Auf die Idee des «Aquatop» kam Müller, als er auf der Strasse ein Stück verbrannten Gummisah. Die Form des Gebildes faszinierte ihn, und er stellte sich das Ding als 60 Meter langen und 40 Meter breiten Pavillon vor.

«Der «Aquatop» stellt die Anwendung von Wasser in unserem Lebensraum dar», sagt Müller, «mit verschiedenen Wasserspielen soll die Freude am kühlen Nass geweckt werden. Gleichzeitig will ich dar-

auf hinweisen, dass wir das Wasser nicht verschwenden sollten.»

Müllers «Aquatop» hat allerdings nur eine Chance, die Schweiz in Spanien zu vertreten, wenn der «Eisturm»

nicht realisiert wird. Gegen dieses Projekt ist Kritik laut geworden wegen des hohen Energieverbrauchs: In der Hitze Sevillas würde der Turm aus Eis gewaltige Kühlaggregate benötigen.

TRIBÜNE

Das Sevilla-Dilemma geht weiter

■ VON WERNER MÜLLER

Einen Weltausstellungspavillon zu bauen ist für Architekten wahrlich eine der schwierigsten Aufgaben der Welt! Die Richtlinien sind völlig offen, man hat (fast) totale Ideenfreiheit, die Aufgabe ist eigentlich programmlos, es gibt sehr wenige gelungene Vorbilder, man plant sozusagen in einem visuellen Niemandsland. Es ist also wenig erstaunlich, dass es zum jetzigen Sevilla-Dilemma kam: In welcher Gestalt die Schweiz an der Weltausstellung '92 auftreten soll.

World Exhibitions waren nur in der Gründerära architektonische Würfe: London mit dem Glaspalast als optischem Schwerpunkt, Paris mit dem Eiffelturm als Wahrzeichen. Die Ausstellungsmacher konnten offenbar ihre Visionen konkret in die Tat umsetzen, sie hatten das Sagen: So und nicht anders!

Später verkamen die Weltausstellungen zu üppigen, aber dennoch attraktiven Selbstbeweihräucherungsshow's der Teilnehmer, zu Länderflohmärkten in einem prinzipiellen baulichen Chaos. Pavillon-Trouvailles waren äusserst selten: Hervorstechend in Barcelona der Wurf Mies van der Rohe's oder, in Brüssel, der Philips-Pavillon von Le Corbusier.

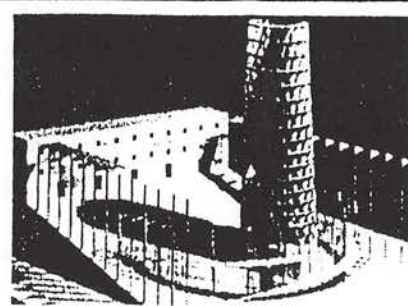
Dies kann kaum verhindert werden: Sevilla '92 wird eine Weltausstellung werden wie bereits gehabt. Jedenfalls sieht die Planperspektive für Sevilla nicht anders aus als die Erinnerungsbilder von Tokio oder Montreal. Fazit: Falls die Schweiz in Sevilla überhaupt auftreten

will, darf sie das nicht in einem 08/15-Bau mit einer 08/15-Schau tun. Sonst geht dieser im Pavillon-Tohuwabohu unter wie ein Stein im Meer.

Die Zeit drängt (Eröffnung von Sevilla '92 ist am 1. April 1992), aber nicht allzu-sehr. Fast zwei Jahre sollten eigentlich ausreichen, eine Idee zu haben und diese in die Tat umzusetzen. Seinerzeit, als das alte Zürcher Stadttheater abbrannte, betrug die Bauzeit für das neue (heutige) Theater genau 13 Monate...

Das Sevilla-Dilemma in groben Zügen: Den offiziellen Wettbewerb (durchgeführt unter Umgehung wesentlicher SIA-Normen) gewann im April 1989 «Swice» (Vincent Mangeat, Nyon), der Eisturm. Jedoch schmolz «Swice» im Oktober 1989 definitiv ab. Eine blosser kurze Nebenschau war der Auftritt von Ingenieur Heinz Hossdorf. Sein Manöver, als Ex-Jurymitglied nachträglich selber ein Projekt vorzulegen, war moralisch unakzeptabel; insbesondere nachdem behauptet wurde, dass seine mobile Sonnenblume möglicherweise ein Plagiat eines Wettbewerbsprojektes war...!

Man stand also in Bern vor dem völligen Nichts. Die Koko (Koordinationskommission für die Präsenz der Schweiz im Ausland) kam auf den scheinbar einzig denkbaren Gedanken, aus den höchst-rangigen Wettbewerbsprojekten eine Auswahl zu treffen, nämlich den Montécolo, ein Glasmatterhorn in einer Baumode gehalten (dem momentan grassierenden Dekonstruktivismus), die 1992 längst zum alten Eisen gehören wird.



Das Problem, der Autor

Letzte Woche hat der Bundesrat entschieden, dass das Projekt «Ikarus» (Bild oben) als Schweizer Pavillon an der Weltausstellung 1992 in Sevilla realisiert werden soll. Werner Müller erachtet diesen nach langen Mühen zustande gekommenen Entscheid als Fehler. Werner Müller, genannt «Seepark-Müller», geboren 1924, Architekt, Erfinder nützlicher Dinge, lebt mit Leib und Seele in Zürich. Er hat selbst einmal den Pavillon-Entwurf «Aquatop» vorgelegt.

★

Unter der Rubrik «Tribüne» veröffentlichen wir Beiträge von Autorinnen und Autoren, die nicht für den TA arbeiten und deren Meinung sich mit jener der Redaktion nicht zu decken braucht.

Der Bundesrat liess sich nicht erwärmen: Nein zum Montécolo. Bern befand sich erneut in einem Ideen-Vakuum. Der Aus-Weg war von der paradoxen Art Rückgriff auf den «Swice»-Architekten Mangeat. Er sollte ein neues Projekt einreichen, exklusive Eisturm, aber mit der restlichen Elementen versehen!

Dieser Restbestand von «Swice», das nun vorliegende Projekt «Ikarus», ist ein Pavillongebilde auf dem architektonischen Pegel einer durchschnittlichen Autobahnraststätte. Gegner des «Swice» Rests ist vor allem auch der Genfer Architekt Philippe Joye, Teilnehmer am ursprünglichen Wettbewerb. Joye sagt in einem Brief an Bundespräsident Kollet deutlich seine Meinung: «Der fundamentale Gedanke, der am Anfang der Philosophie eines Projektes stehen muss, ist ebenso wichtig wie das Projekt selbst und übt einen bestimmenden Einfluss nicht nur auf die Konstruktion, sondern auch auf die Anwendung aus.» Frage: Wo steckt der fundamentale Geistesblitz im Restposten des Eisturmes, im Papierturm «Ikarus»? Antwort: Nirgends.

Es bleibt nur eines: Bern muss nochmals über die Bücher, resp. über die Pläne! Es ist nämlich Tatsache, dass unter den etwa 100 schubladisierten Projekter brauch- und realisierbare Ideen sind. Zum Beispiel habe ich von einem Kinderparadiespavillon gehört. Warum auch nicht? Ausserdem besteht, wie gesagt noch genügend Zeit, auch spleenige Aussenseiter in die engere Wahl zu nehmen.

Vertraulich/Confidentiel

Bern, 10. November 1990

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

- TEILPROTOKOLL 2 der Sitzung vom 5. November 1990,
08.45 - 12.45 und 13.15 - 15.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3
- TAGESORDNUNG 3. 90.044 n Landesgrenze im Sektor der
Staumauer von Livigno. Abkommen

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR 3. 90.044 n La convention avec l'Italie
concernant une rectification de la
frontière dans le secteur du barrage de
Livigno

(Autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal)
- TEILNEHMER Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bäumlin,
Burckhardt, Cevey, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Lorétan, Mühlemann,
Petitpierre, Portmann, Rychen, Wyss Paul,
Zbinden Paul

Entschuldigt: Bircher, Dietrich, Euler,
Rohrbasser, Segmüller, Segond, Ziegler

Weitere Teilnehmer:
Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
R. Schaller, Generalsekretär EDA
B. Dubois, Völkerrechtsdirektion. Sektion
Landesgrenzen und Nachbarschaft, EDA

Kommissionssekretariat: Louis Magnin

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d),
Hélène Baessler (f)

3. Landesgrenze im Sektor der Staumauer von Livigno. Abkommen
La convention avec l'Italie concernant une rectification de
la frontière dans le secteur du barrage de Livigno

(cf. annexe)

M. Felber, Conseiller fédéral : La convention du 5 février 1990 rectifie la frontière italo-suisse dans le secteur du barrage de Livigno. La frontière actuelle suit le cours sinueux de torrents qui sont souvent submergés. La nouvelle frontière sera formée par un polygone délimité par des coordonnées trigonométriques. Le barrage est situé à cheval sur la frontière et la rectification que nous vous proposons d'accepter a pour effet de placer toutes les installations techniques du barrage, notamment la conduite forcée et les vannes sur le territoire de la Confédération. C'est important du point de vue de la sécurité en aval du barrage.

Nous vous proposons d'adopter cette convention.

Präsident: Wie Sie gesehen haben, hat sich eine Subkommission an Ort und Stelle davon überzeugt, dass man dieser Vorlage zustimmen kann.

Da sich hier niemand mehr dazu äussern möchte, gehe ich davon aus, dass Eintreten beschlossen ist. Sie finden auf Seite 4 der Botschaft den Bundesbeschluss.

Abstimmung - Vote:

Der Bundesbeschluss wird einstimmig angenommen.

Der Vorschlag der Subkommission, zu dieser Vorlage einen schriftlichen Bericht abzufassen, findet allgemeine Zustimmung.

NATIONALRAT

Bern, 24.10.1990

Kommission für auswärtige Angelegenheiten
Unterkommission 90.044 (Livigno)

PROTOKOLL

über die Besichtigung in Livigno und die
anschliessende Sitzung in Zernez,
Sporthotel Bettini,
vom Donnerstag, 18. Oktober 1990, 09.00 Uhr bis
11.50 Uhr

TAGESORDNUNG

90.044 Abkommen mit Italien betreffend eine
Bereinigung der Landesgrenze im Bereich
der Staumauer von Livigno
- Besichtigung an Ort
- Vorberatung der Vorlage zuhanden der
Gesamtkommission

TEILNEHMER

Präsidium: Herr Bundi

Anwesende Mitglieder: HH. Burckhardt, Portmann,
Rychen

Weitere Teilnehmer:

- H. Dr. B. Dubois, Sektion Landesgrenze und
Nachbarschaft, EDA
- H. F. Eggenberg, dipl. ing., Bundesamt für
Landestopographie
- H. Müller, Meliorations- und Vermessungsamt
Chur

Entschuldigungen:

Frau Bär und Frau Grendelmeier, Herr Loretan

Sekretariat (i.V.) und Protokoll:

Elisabeth Barben

- 2 -

Ausgangslage

Die schweizerisch-italienische Grenze im Raume des Stausees von Livigno, im Gebiet der "Antica via Imperiale (o d'Alemagna) tra Bormio e Zernez", folgt bis heute dem Verlauf der im Stausee versunkenen Bachbette und ist demzufolge nicht mehr auszumachen.

Eine Bereinigung drängt sich vor allem unter dem Gesichtspunkt der Grenzüberwachung auf.

Ein erster Plan zur Neufestsetzung der Grenze mit Flächenaustausch wurde in den sechziger Jahren vom italienischen Aussenministerium - vor allem aufgrund der Intervention eines Senators aus der Region - abgelehnt. Streitpunkt waren angeblich unterbrochene Wege.

Der im heutigen Abkommen vorgesehene neue Grenzverlauf auf einer Strecke von 2,3 km ist ein geradliniges Polygon, das durch Koordinaten bestimmt ist. Die abgetauschten Flächen betragen je 21 020 m² (vgl. Botschaft Ziff. 211). Die Grenzereinigung hat keinen Einfluss auf die Nutzung der Energie.

Nach einer Begehung der Staumauer von Livigno und einem Augenschein an Ort, trat die Kommission in Zernez zu einer kurzen Sitzung zusammen:

Präsident: Die Kosten werden laut Botschaft über den ordentlichen Kredit des Bundesamtes für Landestopographie für den Unterhalt der Landesgrenzen und der Grenzkontrolle abgedeckt. Ich bin der Auffassung, dass die Kosten, soweit sie vom Verursacher (Engadiner Kraftwerke AG) ausgelöst wurden, diesem anzulasten sind.

Die Kommission schliesst sich dieser Ansicht an.

Rychen: Die Besichtigung brachte einen lohnenden Einblick in solche Verfahren auch im Hinblick auf zukünftige Fälle. Der Wunsch, hier Klarheit zu schaffen, ist verständlich, aber eine Unterlassung hätte wohl kaum ein Landesunglück bedeutet ...

Portmann: Abkommen rein technischer Natur sollten in Zukunft nicht mehr dem Staatsvertragsreferendum unterstellt werden.

Dubois (zu Portmann): Gemäss Art. 89 Abs. 3 lit. a BV muss dieser Beschluss dem Staatsvertragsreferendum unterstellt werden, denn es geht hier um einen unbefristeten, unkündbaren Vertrag - und immerhin auch um Staatsterritorium.

Burckhardt: Auch ich kann mich des Eindrucks nicht erwehren, dass hier ein wenig dem Perfektionismus gehuldigt wird. Aber ich teile den Standpunkt von Herrn Dubois, dass die Prinzipien doch hochgehalten werden müssen.

Dubois (auf eine Zusatzfrage von H. Portmann): Sollte die Staumauer eines Tages verschwinden, müsste ein neuer Grenzvertrag ausgehandelt werden. Im Prinzip lösen Mutationen in jedem Fall einen Staatsvertrag aus.

- 3 -

Eggenberg: In Gebieten, wo die Grenze im Prinzip mobil ist (Bachläufe, Gletscher), greift man in der Regel auf ursprüngliche Dokumentationen zurück und spricht dann nicht von einer Grenzkorrektur, sondern von einer "Bereinigung" oder "Präzisierung". Markierungen werden nur dort gesetzt, wo es sinnvoll ist. Solche "Bereinigungen" drängen sich hin und wieder bei Skiliftbauten auf.

Müller: Mit der hier beantragten Grenzbereinigung wird das Eigentum der Gemeinde Zernez tangiert. Muss im Grundbuch eine Mutation vorgenommen werden? Wer veranlasst diese und wer trägt die Kosten?

Dubois: Diese Frage stellte sich bisher nicht, denn das Privateigentum wird durch die Grenzänderung nicht tangiert.

Nach kurzer Diskussion beschliesst die Kommission, dass die Gemeinde Zernez dazu eingeladen werden soll, die Eigentümergrenze der Landesgrenze anzupassen und die Grundbuchänderung vorzunehmen. Es bleibt ihr jedoch offen, dieser Einladung zu folgen oder nicht.

Beschluss: Der Gesamtkommission wird einstimmig Zustimmung zur Vorlage beantragt - mit schriftlicher Berichterstattung an den Rat.

Schluss der Sitzung: 11.50 Uhr

Vertraulich/Confidentiel

Bern, 10. November 1990

NATIONALRAT
Kommission für auswärtige Angelegenheiten

-
- TEILPROTOKOLL 3 der Sitzung vom 5. November 1990,
08.45 - 12.45 und 13.15 - 15.00 Uhr,
in Bern, Parlamentsgebäude, Zimmer 3
- TAGESORDNUNG 4. Orientierung durch den Bundesrat:
a) über den Stand der EWR-Verhandlungen
b) über Aktualitäten (Golf-Krise und ev.
weitere Themen
5. Verschiedenes

(Uebrige Traktanden siehe Hauptprotokoll)
- ORDRE DU JOUR 4. Information du Conseil fédéral
a) sur l'état actuel des négociations
EEE
b) sur l'actualité (crise du Golfe et
autres objets éventuels)
5. Divers

(Autres objets à l'ordre du jour voir
procès-verbal principal)
- TEILNEHMER Präsidium: Bundi

Anwesende Mitglieder: Auer, Bär, Bäumlin,
Burckhardt, Cevey, Frey Walter, Grassi,
Grendelmeier, Lorétan, Mühlemann,
Petitpierre, Portmann, Rychen, Wyss Paul,
Zbinden Paul

Entschuldigt: Bircher, Dietrich, Euler,
Rohrbasser, Segmüller, Segond, Ziegler

Weitere Teilnehmer:
Bundesrat Felber, Vorsteher EDA
R. Schaller, Generalsekretär EDA
M.-A. Salamin, Integrationsbüro
D. Woker, stv. Chef der Politischen
Abteilung 1
P.-Y. Simonin, Botschafter, Chef der
Politischen Abteilung 2, Chef des
Krisenstabes

Kommissionssekretariat: Louis Magnin

Protokoll: Jürgen Theobaldy (d),
Hélène Baessler (f)

4. Orientierung durch den Bundesrat:
a) über den Stand der EWR-Verhandlungen

Information du Conseil fédéral
a) sur l'état actuel des négociations EEE

M. Felber, Conseiller fédéral : A l'issue du quatrième round des négociations du groupe à haut niveau entre des pays de l'AELE et de la CEE qui a eu lieu les 17-18 octobre 1990 à Bruxelles, les chances de parvenir à la conclusion d'un traité sur l'EEE acceptable restent intactes, même s'il faut constater que la négociation est très difficile.

Les pays de l'AELE et de la CEE restent d'accord sur l'objectif général qui est, pour le premier semestre 1991, de convenir un traité global comprenant les 4 libertés, une coopération renforcée dans le domaine des politiques d'accompagnement, et la mise en place des arrangements institutionnels et juridiques nécessaires.

Deux questions forment toujours le noyau dur de la négociation :

- La première est celle des institutions du futur EEE, notamment le processus de décision. Les pays de l'AELE veulent absolument un mécanisme qui leur garantisse leur totale souveraineté, alors que la CEE veut maintenir l'autonomie de ses décisions.
- La seconde est celle des dérogations à l'acquis communautaire : la CEE les veut en nombre aussi limité que possible - en fait, elle n'en veut aucune -, alors que les pays de l'AELE insistent pour pouvoir maintenir leurs spécificités - au nombre de 12 environ -. Pour la Suisse, il s'agit de l'aspect quantitatif de la politique à l'égard des étrangers, des dispositions essentielles de la Lex Friedrich-Furgler, de la limite des 28 tonnes ainsi que des normes de la protection de l'environnement et de la santé - que nous ne voulons pas réduire lorsqu'elles sont plus élevées que celles de l'acquis communautaire.

Il s'agit maintenant de résoudre ces deux questions dans les grandes lignes, si possible avant la fin de l'année, afin de tenter une "percée politique", c'est-à-dire de manifester la volonté des gouvernements respectifs de l'AELE et de la CEE de réussir. La grande difficulté provient de ce que la CEE est mal préparée à cette négociation et qu'elle rejette les décisions d'une manière unilatérale en demandant à l'AELE de présenter de nouvelles propositions. Mais la CEE, pour sa part, n'a pas de contre-propositions à présenter, et cela rend la négociation particulièrement difficile.

Nous nous sommes engagés à réexaminer la liste des exceptions pour en réduire le nombre, et à ne demander de dérogations qu'en cas de nécessité absolue. Entre pays de l'AELE, nous préparons le prochain round des négociations du 20-22 novembre. Nous devons tout entreprendre pour réussir cette percée politique avant la fin de l'année. La volonté de progresser existe de part et d'autre. Notons qu'aujourd'hui, toutes les déclarations politiques sont dangereuses - penser à celle de la Suède, à la crise intérieure en Norvège, qui résulte de ces négociations - parce qu'elles renforcent la position ferme de la CE, qui sent que l'on va céder.

Contrairement à ce que l'on a toujours prétendu, la Suisse n'est pas un frein à cette négociation, qu'elle a bien préparée en fixant des limites claires. Entrés dans cette négociation, nous constatons que certains pays de l'AELE, sont plus intransigeants que la Suisse sur certains points. Le Conseil fédéral considère toujours qu'un accord sur l'EEE doit conserver sa priorité. D'une part, il est le premier moyen d'intégration disponible qui a été demandé et offert par la CEE, et d'autre part, il est la seule possibilité pour la Suisse et les pays de l'AELE d'avoir une législation et des règles adaptées au Marché unique de 1993.

Dirions-nous aujourd'hui que nous abandonnons cette négociation au profit d'une future adhésion à la CEE que nous n'aurions rien au 1er janvier 1993. En effet, la Commission a souligné à plusieurs reprises qu'aucune négociation n'aurait lieu avant la mise en application des règles du Marché unique et avant d'avoir réformé les structures internes de la CEE - en particulier, celles du Parlement - et avant d'avoir avancé dans les deux dossiers capitaux que sont l'union économique et monétaire et l'union politique européenne. Si nous n'avons pas d'accord qui nous permette de maintenir des échanges, au moins au niveau actuel, nous n'obtiendrons rien au 1er janvier 1993, d'où notre conviction de devoir poursuivre cette négociation.

L'EEE, c'est aussi l'option qui convient le mieux aux courants d'opinion en Suisse. Il faudra se conformer aux clauses du traité de Rome, et nous n'aurons pas à choisir quel pays accepter ou non. Cela sous-entend une préparation intérieure qui passe notamment par l'adaptation de notre législation. Tout cela doit être traité dans un large débat. D'autre part, nous retirer maintenant de la négociation serait décevoir tous ceux qui croient à juste titre que nous devons avancer en direction d'une intégration plus poussée de la Suisse en Europe.

Enfin, nous croyons que l'EEE sera certainement un moyen utile de permettre l'édification d'une Europe plus confédérale, avec l'approche des pays de l'Europe centrale et de l'Est à travers l'AELE. Leurs règles une fois mieux précisées et leurs possibilités économiques plus grandes, il leur serait peut-être possible d'adhérer à l'EEE avant d'adhérer définitivement à la CEE.

Soulignons que j'ai eu l'occasion de constater ces derniers mois la force d'attraction de la CEE : même les USA lui font confiance à la CE et croient en elle comme au noyau de l'activité européenne. La CEE exerce aussi un attrait indiscutable sur les pays de l'Europe centrale et de l'Est. La CEE dispose en outre de moyens considérables pour influencer les décisions dans toutes les sphères - que ce soit au Conseil de l'Europe ou à la CSCE -. Vous comprendrez pourquoi il nous est parfois difficile de faire opposition à la CEE, car on risque de se retrouver seul. Par exemple, la CEE veut faire signer le document final du sommet de Paris de la CSCE par le président de la Commission : il n'y a pas de fondement à ce qu'il en soit ainsi, mais nous ne pourrions sans doute pas l'empêcher. Vraisemblablement, la CEE, qui n'est pas membre de la CSCE en tant que telle, veut tirer parti de sa signature vis-à-vis des pays d'Europe centrale pour pouvoir y exercer son pouvoir.

La négociation EEE est difficile. M. Delamuraz, Conseiller fédéral, fait des prouesses pour conforter les rangs des pays de l'AELE, dont on peut craindre un affaiblissement des positions selon les circonstances de leurs politiques intérieures.

Wyss: Wir müssen vor der Bevölkerung klar zwischen EWR und EG unterscheiden, um nicht den vorherrschenden Eindruck zu verstärken, dass ein Beitritt zum EWR der erste Schritt in die EG sei.

Präsident: Auch im Rahmen der Erwachsenenbildung wird das immer wieder miteinander vermischt. Man muss laufend darauf aufmerksam machen, dass es zweierlei Organisationen sind.

Burckhardt: Wo steht die EG heute gegenüber den Vertretern des EWR? Wie stark ist die bürokratische Komponente in der Willensbildung gegenüber der parlamentarischen in der EG?

Rychen: Ich komme auf einen Vorschlag zurück, den ich im Parlament gemacht habe. Das EDA und der Gesamtbundesrat sollten sich nicht scheuen, neue Wege und Methoden in der Bearbeitung der Öffentlichkeit zu benutzen, beispielsweise Begriffserklärungen, TV-Spots oder zumindest Informationssendungen offiziellen Ranges. Das ABC der europäischen Institutionen ist noch zu wenig verbreitet. Der Bundesrat sollte das nicht allein den Parteien, Verbänden und Medien überlassen.

Auch meiner Auffassung nach ist die EG in einer schwierigen Lage, selbst wenn sie sich derzeit sehr selbstbewusst gibt. Zum Beispiel hat der deutsche Bundeskanzler Kohl letzthin davor gewarnt, zu rasch zu viele Mitglieder aufzunehmen, ein deutlicher Hinweis auf interne Probleme. Wie beurteilen Sie, Herr Bundesrat Felber, die Situation im Hinblick auf die Türkei, deren Beitritts-gesuch ebenso wie das von Cypern, Malta und Oesterreich hängig ist. Wenn die nordischen Staaten auch noch hineinwollen, wird die EG nicht mehr das sein, was sie heute ist. Eine Nichtaufnahme der Türkei würde die fundamentalistisch islamischen Kräfte dort stärken, und es wäre eine Frage der Zeit, wann das Regime sein Gesicht ändert. Eine Aufnahme aber ergäbe innenpolitische Schwierigkeiten in den EG-Ländern. Zudem kann die EG vorher keine anderen Länder aufnehmen, ohne das Prinzip zu verlassen, nach der Reihenfolge der Gesuche zu entscheiden. Auch für die Schweiz ist es von grosser Bedeutung, wie die EG mit den Beitritts-gesuchen umgehen wird. Man scheint dort Ratlosigkeit im Umgang mit diesen Fragen zu spüren. Könnte das nicht die Aussichten des EWR erhöhen?

Auer: Zum ersten finde auch ich es wichtig, dass man die beiden Organisationen EWR und EG klar auseinanderhält.

Zum zweiten hat mich die Aussage von Herrn Bundesrat Felber beeindruckt, dass wir vis-à-vis de rien stehen, wenn die Verhandlungen mit dem EWR scheitern. Die EG hat ausdrücklich gesagt, dass sie vor der Verwirklichung des Binnenmarktes niemanden aufnimmt. Nun ist die EG gefestigt und in der Welt geachtet, aber diese Verwirklichung mit ihren 269 Massnahmen wird in der Praxis zahlreiche konkrete Probleme schaffen. Dazu muss sie die Vereinigung Deutschlands verdauen, was ökonomisch und politisch nicht einfach ist. Des weiteren ist sie mit der Entwicklung in Osteuropa konfrontiert; die UdSSR macht selbst in den Karikaturen ihrer eigenen Zeitungen eine offene Hand. Und schliesslich gibt es das Problem der Integration von Portugal, Spanien und Griechenland. Zum Beispiel haben die Dänen ein sechs Mal höheres Volkseinkommen als die Portugiesen. Mit anderen Worten: Die EG dürfte nicht vor dem Jahr 2000 erweitert werden. Das Beitritts-gesuch der Türkei ist vorläufig nicht aktuell, da die EG ausdrücklich demokratische Staatsformen verlangt. Grössere Chancen hätten wahrscheinlich die Gesuche aus Nordeuropa, vielleicht auch von Malta. Bei einem Scheitern der EWR-Verhandlungen

gen würden wir also mindestens bis 2000 vor dem Nichts stehen. Und das wäre weniger angenehm, als gewisse Patrioten vermuten.

M. Felber, Conseiller fédéral : Les problèmes que vous avez soulevés mettent en évidence ce que nous mesurons dans les négociations : il y a une différence entre l'appréciation politique des Etats membres et l'appréciation technique qui vient de la Commission.

Il est hors de doute que si nous avons encore un certain espoir d'aboutir dans l'EEE, si la CE a des chances de s'élargir de nouveaux membres, c'est parce qu'il y a une certaine volonté politique de la part des Etats membres. Ceux-ci sont favorables à un tel aboutissement. Ce n'est pas nécessairement le cas de la Commission. Cette dernière applique des règles très précises et dures, et elle est chargée d'une quantité extraordinaire de mandats. N'oublions pas que la CE emploie 15 000 personnes, qui sont chargées d'administrer le destin de 320 millions de citoyens, ce qui n'est pas un chiffre énorme en réalité. L'on peut donc estimer les difficultés pratiques auxquelles se heurte la Commission.

Cela explique quelle est la position réelle dans laquelle se trouve un pays qui veut adhérer à la CE : il ne peut pas choisir d'être membre, mais il peut demander à la CE si elle l'accepte. C'est ce qui explique que la Turquie attend depuis un certain nombre d'années, et que vraisemblablement, une demande d'adhésion de l'Autriche pourrait passer en priorité, par exemple.

Je suis d'accord pour insister sur la différence entre l'EEE et l'adhésion à la CE. Mais si la population ne veut pas voir cette différence, il est difficile de la lui faire entendre. Nous disons clairement que l'EEE est un traité qui devrait nous rendre aptes à profiter des avantages du Marché unique de 1992 dans une série de domaines dans lesquels nous devons avoir des relations et des échanges. Cela n'empêche pas la discussion sur l'adhésion de se poursuivre, de même que sur l'"Alleingang" éventuel.

4. Orientierung durch den Bundesrat:

b) über Aktualitäten (Golf-Krise und ev. weitere Themen)

Information du Conseil fédéral

b) sur l'actualité (crise du Golfe et autres objets éventuels)

M. Felber, Conseiller fédéral : Rappelons certains éléments que l'on semble avoir perdus de vue : la responsabilité première de cette crise incombe bien à l'Irak et à son Président, alors que l'on parle de la responsabilité des autres. Nous ne reviendrons pas sur la résolution qui a été votée par le Conseil de sécurité des Nations unies, dont a découlé la prise de position ferme de la Suisse. Depuis lors, machiavéliquement, mais apparemment avec un certain succès, le président Saddam Hussein tente de diviser le front en utilisant diverses méthodes qui consistent à offrir des cadeaux à certains pour les adoucir, faire des promesses à d'autres. C'est évidemment une tactique extrêmement dangereuse parce qu'elle peut entraîner une dispersion du front occidental, voire international contre le président Saddam Hussein.

Le 23 août 90 nous avons fait évacuer 35 Suisses du Koweït qui ont pu quitter l'Irak par la Turquie. Pour beaucoup d'autres pays, les ressortissants du Koweït sont allés en Irak et n'ont pas pu sortir immédiatement. Le 1er septembre 1990, nous avons fait évacuer des femmes et des enfants - 12 personnes -, ce qui porte à 47 le nombre de Suisses sortis de cette zone de conflit. En octobre, il y a eu une démarche commune des pays neutres à Bagdad pour demander la sortie de tous les otages. Nous avons ensuite, avec la cellule de crise, cherché toute une série de solutions pour activer nos contacts et obtenir la libération de tous les otages - d'une part de tous les otages, et d'autre part des otages suisses, dont nous sommes directement responsables. A ce moment, nous avons vérifié qu'une série de délégations parlementaires s'étaient déjà rendues en Irak et étaient rentrées ayant obtenu des succès plus ou moins évidents.

Le sommet du raffinement a été atteint avec la libération des otages français. J'ai pris personnellement contact avec M. Dumas : les Français ne s'expliquent pas, autrement que par la volonté de diviser, cette démarche du président Saddam Hussein. Aucune délégation ne s'était rendue sur place, et la seule exigence exprimée était, comme de la part des autres pays, que tous les otages soient libérés sans exception. On n'est même pas sûr, comme certains le croient, que ce geste soit une suite au discours tenu par M. Mitterrand aux Nations Unies.

A cette époque, nous avons réfléchi aux moyens que nous pourrions utiliser, notamment à envoyer une délégation parlementaire. Je dois présenter des excuses pour l'erreur d'appréciation que j'ai faite en établissant des contacts téléphoniques. Ce n'est pas une faute, mais c'est une erreur. Il aurait mieux valu inviter les représentants des groupes parlementaires pour en discuter, et le résultat aurait été le même. Il n'en reste pas moins que la question s'imposait. Ma crainte était de voir partir sans mandat plusieurs délégations qui auraient pu être plus dangereuses qu'une délégation bien constituée. J'ai dû très vite renoncer à cette idée parce que la presse a commis des indiscretions. Précisons que c'est à la suite du sondage téléphonique, qui a révélé une attitude particulièrement sceptique des groupes, que j'ai fait savoir au Conseil fédéral que je renonçais à une telle mission. En même temps, les renseignements au sujet des autres missions étrangères ont fait apparaître qu'il s'agissait de délégations privées, et non officielles.

Le 24 octobre, il y a eu une déclaration du Conseil fédéral relative aux Suisses retenus en Irak, puis nous avons été chargés d'examiner des solutions alternatives. Nous avons des contacts réguliers avec les ambassadeurs d'Irak à Berne et à Genève. J'ai reçu personnellement à deux reprises l'ambassadeur d'Irak à Berne pour lui faire part de notre position et lui demander la relaxation de nos otages, et en précisant encore l'attitude de la Suisse dans ce conflit : participation aux sanctions pour que le droit international soit respecté, non participation aux événements militaires parce que notre neutralité nous l'interdit, souhait que le conflit puisse se résoudre par d'autres moyens, fermeté quant à la libération des otages et au retrait de l'Irak du Koweït.

Nous avons reçu une lettre de Suisses retenus en Irak, et force est de constater que parmi ceux-ci, un groupe fait beaucoup d'"activisme". C'est dommage, mais on ne peut pas éviter ce genre de problèmes. Nous avons remis à l'ambassadeur d'Irak un aide-mémoire qui précisait notre position, puis le Conseil fédéral a fait une déclaration publique, non sans avoir pris conseil sur l'opportunité de le faire auprès de certains de nos collègues à l'étranger. Cette déclaration concernait l'affirmation de notre neutralité, notre volonté de voir le droit international respecté ainsi que le souhait de voir la crise réglée par voie de négociations, et sans recours aux armes. Cela a été suivi d'une conférence de presse. Dans le cas particulier, nous sommes parfois la victime de ceux qui veulent créer des non-événements, annonçant qu'il va se passer quelque chose alors que nous n'avons absolument rien annoncé, pour pouvoir mieux dire le lendemain qu'il ne s'est rien passé.

Nous avons transmis un message écrit aux Suisses en Irak, puis un message improvisé à la Radio suisse internationale à la suite des lettres reçues vendredi matin dernier.

Notre ambassadeur en Irak a présenté ses lettres de créance le 4 novembre 90. Il est donc reconnu comme ambassadeur avec les pouvoirs qui sont les siens, notamment d'établir des contacts dans les ministères, voire à la présidence de la république. Notre attitude obéit toujours aux mêmes règles : solidarité internationale, application de l'embargo, refus d'envoyer des émissaires officiels pour négocier la libération des otages suisses, participation à l'effort financier international, non pas pour soutenir l'effort militaire, mais en faveur des réfugiés qui se trouvaient dans les pays voisins, effort financier destiné aux pays "de front" - Egypte, Jordanie qui se trouvent dans le secteur de la crise.

L'attitude de notre pays sur le plan international est respectée et appréciée de la part de la communauté internationale, en particulier de la part des Etats Unis et des pays de la Communauté. Le problème qui se pose a trait à de bons offices éventuels : nous avons fait plusieurs fois le tour de la question, notamment à New York à l'occasion de mon voyage, et auprès de Mme Thatcher, lors de sa visite officielle récente. D'une manière générale, la position prise par les Etats interrogés, qui sont partie dans ce conflit, est la suivante : ce conflit et cette crise doivent être résolus sur le plan international. Ce sont donc les Nations Unies en particulier qui ont la charge de tenter d'aboutir à une solution de cette crise. Le Conseil de sécurité des Nations Unies vient d'ailleurs de demander à M. Perez de Cuellar de désigner un représentant personnel qui sera chargé d'entrer en discussion avec l'Irak. Nous avons simplement annoncé notre disponibilité éventuelle dans le cas où on aurait besoin des services de la Suisse. Nous l'avons fait auprès des Nations Unies ainsi qu'auprès des gouvernements intéressés, notamment au gouvernement irakien.

Nous avons aussi participé à une aide humanitaire : 1 million de Fr. en faveur des réfugiés de la crise du Golfe, 6 millions de Fr. pour le transport de réfugiés dans leur pays, 1 million de Fr. en faveur du Haut commissariat aux réfugiés, 1 million en faveur des actions du CICR, 1 million de Fr. en faveur de l'UNICEF, et une série de petits projets de l'UNDRO de transport de certains réfugiés au Sri Lanka pour 1 million de Fr., ce qui fait un total de 10 millions de francs.

Le Corps suisse d'aide en cas de catastrophes s'est rendu en Jordanie, a organisé l'infrastructure des principaux camps qui réunissaient plusieurs centaines de milliers de réfugiés, notamment en provenance du Koweït. Ces personnes, au nombre de 12, ont aménagé l'adduction d'eau. Cette action est maintenant achevée. Une seule personne est restée sur place. Les installations permettent d'accueillir immédiatement 100 000 réfugiés en Jordanie.

Ce que nous demande l'Irak, c'est de rompre l'embargo. Il n'est pas question d'échanger nos otages contre une dérogation aux règles internationales de l'embargo sous forme d'envoi de vivres, ou de tous autres produits d'exportation. Les livraisons de médicaments sont textuellement exclues de la résolution du Conseil de sécurité des Nations Unies, comme c'est le cas dans l'ordonnance du Conseil fédéral. Nous avons déjà répondu à plusieurs reprises à des demandes émanant d'organisations de Croix-Rouge, grâce auxquelles on peut contrôler la distribution.

Toutes les demandes de livraison de médicaments sont soumises à l'appréciation du DFEP. Nous avons autorisé des livraisons de médicaments pour un montant global d'environ 20 millions de Fr. Ces livraisons n'ont pas encore totalement été effectuées. Nous ne distribuons ces autorisations que sur la base de l'article 4 de l'ordonnance du Conseil fédéral du 17 août 90, et nous n'acceptons de livrer que les médicaments de la liste autorisée par la CEE. La semaine dernière, un avion d'Iraqi Airways est venu prendre livraison de 15 tonnes de médicaments.

A propos des vols, SWISSAIR a renoncé spontanément à toute liaison avec Bagdad. Nous étions dès lors en droit d'exiger la réciproque auprès de l'Iraqi Airways, ne délivrant des autorisations que pour des transports spécifiques.

Nous n'avons pas effectué de livraison de produits par la voie officielle. Il n'existe aucune base légale qui autoriserait le Conseil fédéral à émettre une ordonnance en vue de la couverture des dommages causés aux entreprises suisses par les mesures économiques vis-à-vis de l'Irak et du Koweït. Il en va différemment des indemnités pour perte d'emploi, auxquelles les citoyens suisses employés dans ces pays ont droit en vertu de la législation sur le chômage. Nous avons certains indices peu concrets de ce que des entreprises suisses contourneraient l'embargo, mais cela paraît négligeable.

Nous avons expliqué pourquoi nous avons renoncé à envoyer une délégation parlementaire officielle. Les initiatives privées sont relativement nombreuses. Nous avons toujours adopté la même position, celle de ne pas interdire à quiconque de se rendre en Irak, mais nous ne comptons pas encourager ce genre de démarches.

(Interruption de l'enregistrement. M. Felber, Conseiller fédéral, donne des informations qu'il ne souhaite pas voir figurer au procès-verbal.)

Actuellement, il y a 51 Suisses en Irak, dont 23 veulent absolument quitter le pays, 7 veulent y rester; 7 Suisses travaillent à l'ambassade à Bagdad, y compris deux diplomates rentrés du Koweït. Il y a 10 étrangers qui se trouvent en Irak sous la protection de la Suisse. Rappelons que nous avons encore obtenu la libération de 3 employés suisses de SWISSAIR et d'un employé suisse de la LUFTHANSA, qui ont pu quitter l'Irak. Ajoutons à cela le cas d'un double national français qui a pu profiter du rapatriement des Français.

Malgré certains bruits malveillants, nos diplomates à Bagdad sont en contact régulier avec cette colonie suisse. Notre ambassade est ouverte au dialogue. L'ambassadeur reçoit au moins deux fois par semaine une délégation de ces Suisses. La cellule de crise de Berne a des rapports suivis avec les familles des Suisses d'Irak ainsi qu'avec les représentants des entreprises qui les emploient. Une première séance d'information en Suisse romande a eu lieu le 28 septembre; une deuxième séance aura lieu le 13 novembre prochain.

Pour conclure, je voudrais évoquer quelques initiatives privées et la façon dont elles se sont achevées. La semaine dernière à Helsinki, j'ai interrogé mes collègues - notamment ceux qui s'étaient rendus en Irak - sur la crise du Golfe. A l'unanimité, ils se sont déclarés contre l'envoi d'une délégation officielle. Les voyages de parlementaires ont été le fait d'initiatives privées. Il n'empêche que l'on ne peut s'opposer à ce type de tentative et l'on ne peut que se féliciter si elles ont pour résultat la libération d'otages. D'autre part, l'envoyé officiel suédois a expressément déclaré que sa mission avait été inutile. Les exigences de M. Saddam Hussein s'élèvent au fur et à mesure que l'on obtient quelque chose ou que l'on envoie quelqu'un.

Il y a plus d'un mois, nous avons été informés de la volonté de M. Ziegler - et semble-t-il de M. Ben Bellah - d'intervenir en faveur des otages suisses. Je souligne : nous avons informés. Je n'ai rien à objecter à ce que M. Ben Bellah fasse une telle démarche, mais nous ne lui avons pas donné de mandat. Actuellement, M. Ziegler donne à son voyage des motifs humanitaires; il ne nous a pas demandé de lui confier un mandat, et nous ne l'avons pas fait. Précisons que s'il dit qu'en envoyant des délégations parlementaires, de nombreux pays ont rompu la solidarité internationale, ces pays ont trouvé parmi leurs parlementaires des personnes prêtes à faire la même chose que M. Ziegler. En aucun cas, ces parlementaires n'ont été envoyés par leurs gouvernements. Il faut en outre admettre que le succès rencontré par ces missions a été plus ou moins intéressant, puisqu'il n'a pas été possible de rapatrier la totalité des otages des pays concernés.

Nous avons une série de contacts personnels que nous ne pouvons révéler maintenant, soit parce que ces personnes ne nous ont pas encore répondu, soit parce que les difficultés que nous pourrions rencontrer les empêcheraient de collaborer avec nous.

Präsident eröffnet die Diskussion.

Portmann: Aus dem Völkerrecht kommt die Klausel: rebus sixtan-dibus. Wir agieren unter der Voraussetzung, dass die Verhältnisse gleich bleiben. Nun haben sich diese aber im Golf zwar nicht bezüglich der Räumung von Kuwait, doch bezüglich der unterschiedlichen Behandlung von Gästen und Geiseln geändert. Das geschah aufgrund von Interventionen, Einzelaktionen, die nicht rückgängig zu machen sind. Herr Jacobi hat nach seiner Rückkehr aus dem Iran diesen Staat, als die Normalisierungsbestrebungen des Irak mit ihm bereits im Gange waren, auf eine Weise gelobt, die wohl politische Methode war. Bestünde nun die Möglichkeit, so zu sondieren, dass die Geiseln wenigstens in den Iran ausreisen könnten?

Frau Grendelmeier: Wir sind heute in einer derart hilflosen Lage, dass wir kaum wissen, ob es richtig ist wegzubleiben oder ob wir nachgeben müssen. Als Herr Waldheim als Privatmann in den Irak reiste, war die ganze Welt empört. Inzwischen gibt es einen Umzug von privaten Reisenden, von denen man annehmen muss, dass sie im Einverständnis mit ihrer jeweiligen Regierung handeln. Das ist eine unbeschreibliche Heuchelei. Die Geiseln müssen das Gefühl kriegen, dass sie einem politischen Kalkül geopfert werden. Was dann, wenn wir zuletzt die einzigen sind, die sich an die ursprünglichen Beschlüsse halten? Werden wir dann doch den Gang nach Canossa antreten müssen?

Mühlemann: Wir haben uns erstmalig in die internationale Solidarität begeben, ein notwendiger Schritt aufgrund der einmaligen Situation. Aber es ist ebenso wichtig, neben dem passiven Boykott den zweiten Teil der Aktion zu nützen und allen Parteien unsere guten Dienste anzubieten. Wir sind also bereit, im Sinne der alten schweizerischen Tradition solidarisch zu helfen, und dazu zählt auch die humanitäre Hilfe. Wir hatten das Pech, dass unsere Botschaft bis zur Ankunft von Herrn Moser verwaist war. Ist sie aber heute mit sieben Mitgliedern in der Lage, allfällige gute Dienste zu vermitteln und zu helfen? Natürlich spielt im Rahmen solcher Aktionen auch das Problem der Befreiung schweizerischer Geiseln eine Rolle. Das Beängstigende liegt in dem unheimlichen Duell am Persischen Golf. Niemand weiss, wie lange die eine oder andere Partei den Atem anhalten kann. Das Schlimmste, ein militärischer Konflikt, ist im November denkbar, wenn die amerikanischen Wahlen zuende gehen und die Dezember-Sandstürme noch nicht begonnen haben. Man weiss mittlerweile von gewissen Vermittlungsvorschlägen durch Primakow, und auch Brandt geht nicht nur wegen der deutschen Geiseln, sondern eins seiner Hauptziele ist die Vermittlung im Konflikt. Könnten diese Bemühungen Erfolg haben, Herr Bundesrat Felber? Kann die Schweiz hier einen Beitrag liefern? Angesichts der Tragweite des Konfliktes scheint mir dies wichtiger zu sein als die Befreiung der Geiseln. Im übrigen war es richtig, die Parlamentarierdelegation nicht zu unterstützen, zumal sie ohne einen erfahrenen Delegationsleiter aus den diplomatischen Diensten ist. Wir müssen uns also von den Aktionen von Herrn Ziegler distanzieren. Es sind sicher die falschen Mittel. Wenn er allerdings Erfolg haben sollte, wird er als Sieger zurückkehren, und das muss auch Herr Bundesrat Felber in Kauf nehmen.

Auer: Das Dilemma zwischen humanitärer und politischer Stellungnahme besteht und ist echt. Ich bin gegen eine parlamentarische und auch gegen eine offizielle Intervention in Teheran,

muss aber offen sagen, dass ich vielleicht anders spräche, wären meine Frau oder mein Sohn in Bagdad.

Nun ist die Frage aufgeworfen worden, ob wir am Ende die Dummen seien, die einzigen nämlich, die Wort halten. Bis jetzt hat Herr Waldheim das Wort gebrochen. Ein Staatspräsident und ehemaliger Uno-Generalsekretär kann hier nicht als Privatperson handeln. Das internationale Echo kennen wir. Eineinhalb Monate später kam die Erklärung der EG-Aussenminister, die sich gegen solche Aktionen aussprachen. Herr Heath war zwar einmal Premierminister, ging jedoch ausdrücklich in privater Mission. Willy Brandt geht privat, vielleicht auch als Präsident der Sozialistischen Internationale, interessanterweise mit Zustimmung von Herrn Kohl, die wohl innenpolitisch begründet ist. Alle anderen sind nur privat gegangen, und ich möchte Herrn Bundesrat Felbers Aussagen hierzu unterstreichen.

Nun stellt sich noch die Frage, ob man Dritte einsetzen kann. Der Iran ist nicht gerade eine Empfehlung. Wir dürfen nicht alle Gegner von Saddam Hussein zu Engeln machen. Herr Assad hat im Februar 1982 zwanzigtausend Kurden hinmorden lassen; ihn einzuschalten fände ich politisch auch nicht klug. Die arabischen Denkweise ist, wie ich aus eigenen Verhandlungen weiss und Ihnen anhand von Beispielen zeigen kann, nicht so simpel, wie manche annehmen mögen.

Ich bin einverstanden damit, keine offizielle Demarche zu machen, weder durch den Bundesrat noch durch das Parlament. Zwar hat Herr Bundesrat Felber zurecht gesagt, dass man in einer liberalen Demokratie niemanden daran hindern kann, trotzdem zu fahren, doch sollte unsere Kommission seinen Standpunkt ausdrücklich teilen.

Präsident: Dies hätte ich gegen Schluss der Diskussion auch vorgeschlagen.

Frey: Ich habe indirekten Kontakt mit einer Familie, von der ein Angehöriger im Iran zurückgehalten wird. Deren Sichtweise stimmt mit den Informationen von Herrn Bundesrat Felber völlig überein. Die diplomatischen Dienste der Schweiz geben sich sehr viel Mühe, auch im Vergleich zu denen anderer Länder. Nach meinem Eindruck tun sie alles, was in ihren Kräften steht. Unsere Kommission sollte in der heutigen Pressekonferenz zum Ausdruck bringen, dass wir von der Haltung des Bundesrates in einem positiven Sinne Kenntnis genommen haben.

M. Felber, Conseiller fédéral : Je vous remercie de comprendre la situation difficile dans laquelle nous sommes. M. Auer l'a bien exprimé : nous devons garder une ligne de conduite qui soit digne, mais nous savons que si nous étions directement touchés, nous aurions sans doute des réactions émotionnelles bien différentes.

(à M. Portmann) Les démarches n'étaient pas officielles. Sur demande de la Hollande et de la Belgique, le Conseil des ministres de la CE se réunit aujourd'hui même à Rome pour essayer de mettre un terme à ces différentes démarches privées. La Belgique et la Hollande sont aussi confrontées à l'opinion publique qui peut leur reprocher de ne rien obtenir pour avoir respecté strictement les stipulations de la Résolution des Nations unies.

Toutes les premières démarches des délégations parlementaires ont entraîné l'Irak à obliger ces délégations à participer à une heure d'émission télévisée en direct pendant laquelle elles devaient pratiquement condamner la résolution des Nations unies, et en tous cas, l'attitude de leurs gouvernements respectifs. C'est ce qui était exigé pour pouvoir montrer au peuple irakien que les Etats - malgré le caractère privé de ces visites - représentés par ces parlementaires ne répondaient pas à l'unanimité, et que lesdits parlementaires condamnaient l'attitude de leur pays.

C'est toujours délicat de faire intervenir un Etat tiers, comme l'Iran par exemple. Actuellement, des délégués du CICR sont occupés à opérer le transfert de prisonniers du conflit Iran-Irak. C'est-à-dire que pour toute une série d'objets, la Suisse, indirectement ou directement, a favorisé les intérêts des Irakiens et aussi, des Iraniens. Il est difficile de faire intervenir l'Iran d'autant plus que nous avons eu l'affirmation très claire de la part de l'Iran qu'il appliquerait les sanctions. L'Irak considère l'Iran comme un Etat belligérant dans la mesure où il est associé aux sanctions.

D'autre part, nous avons, grâce à un contact en Suisse ainsi qu'un autre contact dans la région du Golfe, obtenu une réponse très claire des Irakiens : ils ne veulent de délégations que du pays concerné. Toutes les démarches qui peuvent venir d'un autre pays ne seraient pas prises en considération. C'est la raison pour laquelle M. Ben Bellah a fait passer un message demandant que l'on délègue quelqu'un de Suisse. (à Mme Grendelmeier) Serons-nous les seuls et les derniers ? Certainement pas. Sur 4000 otages en Irak, il reste 51 Suisses, dont moins d'une trentaine désire rentrer.

Notre inquiétude est que si certains otages partent, M. Saddam Hussein ne soit tenté de prendre parmi les otages des pays neutres quelques éléments pour les placer en des points stratégiques. Nous espérons ne pas en arriver là. On nous a répété récemment qu'aucun otage de pays neutre n'était utilisé sur des sites stratégiques.

M. Saddam Hussein a promis la libération de tous les otages si l'on s'engageait à ne pas lancer d'attaque militaire. Cette question n'est plus de notre ressort. Et comment la division va-t-elle jouer ? Les Etats-unis vont-ils pouvoir se permettre d'attaquer seuls ? Les autres pays les suivront-ils ? La France, qui est favorable à une solution négociée, va-t-elle prêter main forte ? Vraisemblablement pas. Tout cela est à analyser.

(à M. Mühlemann) En ce qui concerne notre ambassade à Bagdad, nous avons eu la chance d'avoir pu renforcer trois fois notre ambassade : une fois parce que nous avons pu envoyer un nouvel ambassadeur, - qui sera opérationnel, ayant présenté ses lettres de créance - et une autre fois parce que nous avons renforcé notre unité consulaire à Bagdad. Enfin, nous avons mis à la disposition de cette ambassade nos deux diplomates du Koweït.

Avec ces sept personnes, nous avons d'excellentes relations téléphoniques et télégraphiques, ce qui nous paraît suffisant à l'heure actuelle.

M. Brandt n'a reçu de mandat ni du gouvernement allemand, ni de l'Internationale socialiste. Il se déplace à titre humanitaire, armé de son prestige. Il va non seulement négocier la libération de tous les otages, mais essayer de déterminer les préconditions pour un règlement négocié du conflit. C'est sa déclaration. Il n'a aucun mandat officiel de l'Allemagne, mais effectivement, si Brandt réussit, le gouvernement pourrait vouloir bénéficier des effets de ce voyage. Rappelons que M. Brandt a initialement échoué à obtenir une mission officielle de l'ONU. Il est possible que M. Brandt obtienne satisfaction. Plusieurs de mes collègues sont satisfaits de voir rapatrier des otages, mais leur satisfaction est moindre du fait du nombre d'otages qui restent encore sur place. Or, ils sont conscients de ne pas pouvoir renouveler ce genre de mission pour obtenir de nouvelles libérations d'otages. Encore une fois, nous sommes compréhensifs pour les problèmes que rencontrent nos compatriotes, et nous regrettons que certains se révèlent trop activistes, ce qui sert les intérêts du régime irakiens.

En matière de bons offices, nous avons fait connaître notre disponibilité et fait savoir que nous étions prêts à tenter quelque chose, mais du côté des Nations unies, on m'a exprimé assez sèchement que l'on ne souhaitait pas de démarche unilatérale. Mme Thatcher s'est franchement opposée à cette idée. La France est gênée de la libération des otages, n'ayant fait aucune démarche dans ce sens. On imagine mal à présent qu'elle se joigne en cas d'intervention armée. De notre part, la seule chose que le Conseil fédéral ait consentie est de déclarer publiquement, conformément à notre tradition, que nous souhaitons un règlement pacifique du conflit.

M. l'ambassadeur Simonin : A propos des bons offices, je peux ajouter que les relations diplomatiques entre les parties ne sont pas rompues. En outre, aucune volonté d'au moins deux des parties au conflit de recourir aux bons offices de Suisse ne s'est manifestée, et nous n'avons reçu aucune demande officielle de le faire. Les conditions mêmes ne sont donc pas données pour que la Suisse intervienne dans ce sens à l'heure actuelle.

Präsident: Ich danke dem Kristenstab, der in einer sehr diffizilen Situation Denkarbeit leisten und handeln muss. Und wir dürfen über die konsequente Haltung des Bundesrates sehr froh sein. Herr Auer hat folgenden Vorschlag eingereicht: "Die ausserpolitische Kommission teilt die Auffassung des Bundesrates, dass die Entsendung einer offiziellen Delegation des Bundesrates oder des Parlamentes nach Bagdad, um wegen der dort festgehaltenen Schweizer Geiseln zu verhandeln, der seit dem Ueberfall auf Kuwait bestehenden Solidarität der Völkergemeinschaft zuwiderlaufen würde und daher politisch nicht zu rechtfertigen sei."

Mühlemann: Ich bin einverstanden, schlage aber als Zusatz vor, deutlich zu machen, dass die schweizerische Botschaft jederzeit bereit ist, Hilfe zu leisten.

Präsident: Das wollen wir hier nachtragen.

Frau Grendelmeier: Wir müssen die wegen der Geiseln aufgebracht Menschen beruhigen und expressis verbis sagen, dass wir zwar keine offiziellen Delegationen schicken, aber dass Bundesrat und Botschaft gleichwohl etwas tun.

Frau Bär: Ich bin mit dem Vorschlag einverstanden, würde aber nicht so scharf formulieren. Wenn private Delegationen reisen wollen, so bleibt das ihre Entscheidung. Wir sollten auch dieses Element nennen und nicht nur die offizielle Seite betonen, ohne dabei unsere Aussage abzuschwächen.

Auer: Deshalb steht hier: "...die Entsendung einer *offiziellen* Delegation..." Dies beinhaltet, dass eine private trotzdem möglich ist. Schreibt man es so, wie Sie, Frau Bär, vorschlagen, so heisst dies, dass unsere Delegation sich zwischen den Zeilen für private Delegationen ausspricht.

M. Felber, Conseiller fédéral : Je rectifie le point de vue de Mme Bäumlín sur un point : nous avons toujours clairement dit que nous sommes contre toute délégation. Mais ce que nous disons, c'est aussi que nous ne pouvons pas nous opposer à une délégation privée. Donc, parler de délégation officielle suffit. De toutes façons, l'administration et le Conseil fédéral n'ont pas les moyens de les empêcher.

Restent réservés les travaux diplomatiques traditionnels, qui sont notre devoir.

M. Petitpierre : Le libellé devrait faire comprendre que nous n'encourageons pas ces démarches.

5. Verschiedenes

Divers

Präsident: Heute in einer Woche wird die aussenpolitische Kommission drei Tage lang in Brüssel sein zu einer Art good-will-action für den Bundesrat mit dem Hauptziel, die bundesrätliche Sicht zu stärken und hinsichtlich des EWR-Vertrages aus dem Kreis der EG-Kommission oder aus dem EG-Parlament Leute zu gewinnen, die unsere Haltung unterstützen.

Der Herr Botschafter Benedikt von Tscharner hat mir am Samstag mitgeteilt, dass er sich bemüht habe, möglichst hochrangige Politiker aus der EG für die Diskussionen mit uns namhaft zu machen. (Es folgen Namen und Termine. Für das Votum zum Thema: "Die europäische politische Zusammenarbeit" wird Frau Grendelmeier bestimmt.)

Auer: Herr Präsident, ich habe Ihnen am 4. Oktober einen Brief geschrieben wegen des Besuches eines Vertreters der Kommunistischen Partei vom Iran, die von Russland seit Jahren verraten wird. Es ist die einzig verbliebene, strengstens verfolgte Oppositionspartei. Ich habe diesem Herrn gesagt, er möchte sich schriftlich an den Kommissionspräsidenten wenden. Seine déclaration urgente des députés du Conseil national habe ich Ihnen auch zugestellt. Wie soll man reagieren? Würden Sie das Thema auf die Traktandenliste nehmen?

Präsident: Dieses Schreiben hat jeder Parlamentarier bekommen. Ich bin der Auffassung, es solle im Belieben des einzelnen bleiben, ob er dies unterstützen wolle oder nicht. Es haben Parlamentarier aus fast allen Fraktionen mitunterschrieben.

Auer: Als Mitglied dieser Kommission möchte ich solche Solounternehmen nicht unterzeichnen, wenn sie hier nicht besprochen worden sind. Ich wäre Herrn Magnin dankbar, wenn er in der nächsten Sitzung darüber berichten würde.

Magnin: Le DFAE avait aussi reçu cette lettre et s'est chargé d'y répondre.

Präsident: Herr Magnin wird zur nächsten Sitzung ein kleines Papier vorlegen.

Schluss der Sitzung um 15.05 Uhr